

Le Monde

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 15917 - 7 F

SAMEDI 30 MARS 1996

FONDATEUR: HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR: JEAN-MARIE COLOMBANI

Le gouvernement envisage de durcir la loi sur l'immigration

CINQUANTE-DEUX MALIENS, dont sept faisaient partie du groupe d'Africains qui avaient occupé la semaine dernière l'église Saint-Ambroise, à Paris, ont été expulsés par vol charter, jeudi 28 mars, vers Bamako.

En réaffirmant « sa fermeté » dans la lutte contre l'immigration clandestine, le gouvernement envisage de durcir la loi Pasqua sur l'entrée et le séjour des étrangers. Alain Juppé n'a pas encore officiellement tranché, mais un avant-projet de loi du ministre de l'Intérieur a déjà fait l'objet d'une réunion interministérielle. Ce texte pourrait être examiné par le conseil des ministres avant l'été. Nombre de députés de la majorité souhaitent renforcer le dispositif existant.

Lire page 8

Le franc est à son plus haut niveau depuis juin 1994 face au mark

Le nombre de chômeurs a augmenté de 15 700 en février



LE FRANC s'est situé, vendredi 29 mars dans la matinée, à son plus haut niveau face à la monnaie allemande depuis juin 1994. Il s'échangeait à 3,4080 francs pour un mark. La devise française bénéficie du léger décalage conjoncturel en faveur de la France face à

l'Allemagne qui affronte la récession. Le nombre de chômeurs a augmenté de 15 700 en février (+0,5 %) et s'établit à 3 031 600 (11,8 % de la population active), selon les données publiées vendredi 29 mars par le ministère du travail. Dans sa dernière note de conjon-

ture, l'Insee relève le léger redressement de l'économie au premier semestre. La croissance pourrait être de 1,4 % mais le taux de chômage risque d'atteindre 12,1 % fin juin.

Lire pages 17 et 30

A Turin, l'Europe se mobilise contre la « vache folle »

Londres dénonce la sévérité de l'embargo

ALORS QUE LES COURS et la consommation de viande bovine s'effondrent en Europe et ailleurs, l'Union européenne (UE) se mobilise pour tenter de maîtriser la crise de la maladie de la « vache folle » dont le monde agricole redoute qu'elle dure longtemps. L'affaire devait être au cœur des premières conversations des chefs d'Etat et de gouvernement des Quinze, vendredi 29 mars à Turin, où s'est ouverte la Conférence intergouvernementale (la CIG) chargée de réformer les institutions de l'UE. En dépit des critiques dont la Grande-Bretagne accable ses partenaires - accusés d'avoir décrété un embargo beaucoup trop sévère sur le bœuf du Royaume-Uni -, ceux-ci sont décidés à venir en aide à John Major. Un premier accord devrait se dessiner à Turin. L'affaire est communautaire, puisqu'il s'agit d'un marché agricole. Les mécanismes d'assistance existent, pour faire face à des situations dites exceptionnelles, de même que l'institution chargée de

les mettre en marche, le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (Feoga). Ce fonds dispose de gros moyens mobilisables immédiatement.

Le débat va maintenant tourner autour de la répartition des charges entre Londres et Bruxelles, puisque l'Union n'entend pas financer l'ensemble de l'opération d'assainissement. Le gouvernement britannique veut être fixé avant d'ordonner un programme d'abattage qui sera coûteux mais dont les experts soulignent l'absolue nécessité.

La décision unilatérale des Néerlandais d'abattre 64 000 veaux d'origine britannique, alors que rien n'indique que ces animaux présentent le moindre danger, pourrait contribuer à accroître le climat de confusion et d'incertitude entourant toute l'affaire de la maladie de la « vache folle ».

Lire page 3 et notre enquête page 11

La France sous tranquillisants

LA FRANCE détient le record mondial de la consommation de somnifères, de tranquillisants et d'antidépresseurs. Dans un rapport rendu public jeudi 28 mars, le professeur Edouard Zarifian, chef du service de psychiatrie au CHRU de Caen, précise que 11 % des Français adultes prennent régulièrement un médicament psychotrope (tranquillisants, hypnotiques, neuroleptiques ou antidépresseurs).

Il met gravement en cause la formation médicale et continue des médecins, qui témoigne selon lui d'une « pensée unique » basée sur le « tout-médicament », au détriment d'une approche plus globale de la prise en charge des patients.

Regrettant la diffusion quasi exclusive de l'information sur ces molécules par une presse spécialisée financièrement asservie à l'industrie pharmaceutique,

le professeur Zarifian dénonce la collusion des experts, des universitaires et des membres des instances officielles en charge de la politique du médicament avec les laboratoires. Dans ces conditions, estime-t-il, « le médecin est un héros de savoir encore, parfois, résister à la tentation de prescrire systématiquement ».

Le professeur Zarifian préconise la création d'un observatoire national de la prescription médicamenteuse, un renforcement de la pharmacovigilance et, plus généralement, une refonte globale du système de soins. Si rien ne change, affirme le psychiatre, la ligne de partage entre le normal et le pathologique se brouillera encore davantage pour aboutir à « une médicalisation pharmacologique de l'existence ».

Lire page 9 et notre éditorial page 13

L'art de payer moins d'impôt sur la grande fortune

VOILÀ UN ARRÊT de la Cour de cassation qui va faire du bruit dans le petit monde des grosses fortunes et qui embarrassera fortement le ministère de l'économie et des finances. Un contribuable récalcitrant et procédurier est à l'origine de l'histoire. Assujéti à l'impôt sur les grandes fortunes (IGF) - le prélèvement créé par les socialistes et rebaptisé l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) en 1988 -, il croit avoir trouvé, au début des années 80, un astucieux stratagème pour être économe des deniers qu'il doit verser au fisc : dans sa déclaration, il choisit de minorer de près de moitié la valeur de sa résidence principale au motif paradoxal... qu'il l'habite lui-même.

En apparence, l'idée est farfelue. L'administration fiscale admet certes qu'un contribuable retienne une décade pour un bien mis en location, car sa valeur marchande, en cas de vente, est moins élevée que pour un bien libre de toute occupation. Mais pour une résidence principale, pas question ! Rappel d'impôt, pénalité, procès, appel : le contribuable s'engage alors dans une longue bataille qui dure près de dix ans.

La bataille semble perdue d'avance. Et pourtant, contre toute attente, le contribuable en question vient de gagner. Dans un arrêt du 13 février 1996, la chambre commerciale de la Cour de cassation lui donne raison, en observant que le bien taxable étant

« occupé », c'est « en fonction de cette circonstance », et seulement en fonction de celle-ci, que l'évaluation de la propriété doit être faite. En clair, que l'occupant soit le propriétaire du lieu importe peu.

La jurisprudence ainsi créée est très importante, car, du même coup, de nombreux contribuables assujettis à l'ISF vont avoir envie de suivre cet exemple et de minorer fortement la valeur de leur résidence principale. Or, c'est bien connu, l'ISF pèse fortement sur les contribuables qui y sont assujettis, ce type de biens représente 44 % des actifs déclarés. Et les résidences principales, à elles seules, constituent approximativement 15 % des patrimoines.

Qu'advient-il si toutes les personnes concernées minoreraient, elles aussi, la valeur de leur résidence principale ? C'est le casse-tête auquel le ministre de l'économie et des finances est confronté. Il peut accepter cette jurisprudence et donner consigne à ses services de s'y conformer, mais les recettes au titre de l'ISF baisseraient fortement. Ou, alors, il peut s'y opposer, mais, dans ce cas, il devra procéder à une réforme de cet impôt par voie législative, au risque de mécontenter une partie de sa clientèle électorale.

Laurent Mauduit

La CGT progresse à la SNCF

La CDT recule fortement aux élections professionnelles du jeudi 28 mars à la SNCF, tandis que la CGT est en hausse sensible. Le nouveau syndicat SIF marque également des points. p. 15

La bataille de l'UDF

La bataille pour la présidence de l'UDF, le 31 mars, entre François Léotard et Alain Madelin, met en jeu l'existence même de la confédération. p. 6

Alain Lancelot au Conseil constitutionnel

Le directeur de l'Institut d'études politiques de Paris a été choisi par le président du Sénat pour remplacer Marcel Rudloff, décédé, au Conseil constitutionnel. p. 7

Défi aux islamistes en Egypte

Le président égyptien Hosni Moubarak a nommé un cheikh libéral à la tête de la mosquée El Azhar, la « Sorbonne » de l'islam sunnite. Il lance ainsi un défi aux conservateurs. p. 5

L'ANC aux finances

Pour la première fois, le ministre des finances d'Afrique du Sud n'appartient pas à la nomenklatura blanche. Nelson Mandela a nommé un militant de l'ANC. p. 4

Paris-Marseille en trois heures de TGV

La ligne à grande vitesse Paris-Lyon va être rénovée. En l'an 2000, le nouveau TGV devrait relier Paris à Marseille en trois heures. p. 20

International	2	Jour	23
France	6	Mots croisés	22
Société	8	Agenda	23
Carnet	10	Abonnements	23
Horizons	11	Nécessaire	23
Extra	15	Culture	23
Finances	17	Communication	23
Aujourd'hui	20	Radio-Télévision	23

Danser jusqu'à cent ans



JIRI KYLIAN

Jiri Kylian, quarante-neuf ans, qui dirige, à La Haye, depuis 1975, le prestigieux Nederlands Dans Theater, a créé, à la fin de 1991, une compagnie pour les danseurs de plus de quarante ans. La danse n'a plus peur des rides. Sa troupe est à Strasbourg jusqu'au 31 mars.

Lire page 24

Allemagne, 3 DM; Autriche-Guyane, 9 F; Belgique, 25 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Côte d'Ivoire, 800 F CFA; Danemark, 14 KR; Espagne, 220 PTA; Grèce-Bulgarie, 1 L; Italie, 200 Lira; Irlande, 140 E; Japon, 200 ¥; Luxembourg, 40 F; Maroc, 10 DH; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 3 F.; Portugal, 200 Esc; Royaume-Uni, 5 F; Suède, 10 Krona; Suisse, 2,30 Frs; Tunisie, 1 Din; USA, 1 D; 2 S; USA, 1 Dollar, 2,50 F.

M 0147-0330-7.00 F

Une culture de l'impunité

SOIGNEUSEMENT BANNI depuis quelques années de tous les discours officiels, le mot « amnistie » vient de faire un brusque retour dans le vocabulaire politique. Au beau milieu d'une âpre discussion parlementaire sur l'impunité d'Henri Emmanuelli, le terme a ressurgi comme par magie. « Contrairement à vous, je refuse l'amnistie », a lancé Jacques Toubon à l'adresse des socialistes. « Nous n'avons jamais parlé d'amnistie », lui a vertement rétorqué Henri Emmanuelli. « Nous refusons la démarche d'amnistie générale proposée cyniquement par le garde des sceaux », s'est empressé d'ajouter Lionel Jospin. Comme au jeu du ni oui ni non, chacun sait aujourd'hui, dans le monde politique, que le premier à prononcer le mot « amnistie » a perdu.

Nul ne s'étonnera que ce simple terme suffise à réveiller de mauvais souvenirs. Les deux lois amnistiant les malversations commises à l'occasion du financement des partis politiques - celle de 1988 et celle de 1990 - ont laissé des traces durables : à la fin de l'année 1990, elles figuraient en tête des événements qui avaient le plus choqué les Français. L'année suivante, le principal inspirateur de ces dispo-

sitions, François Mitterrand, admettait que cette indulgence était « l'un des faits qui avait le plus compté dans la démolition publique ». Au regard de ce désastre symbolique, le rendement judiciaire de ces amnisties paraît aujourd'hui dérisoire : elles ont notamment permis à Christian Nucci et à treize accusés de l'affaire SAE - deux élus de droite, deux socialistes et neuf entrepreneurs - d'échapper aux tribunaux.

Aujourd'hui, certains hommes politiques n'hésitent pourtant pas à évoquer à demi-mot une nouvelle loi sur le financement des partis politiques, voire une amnistie. Après avoir toléré pendant des décennies un désert juridique qui autorisait toutes les acrobaties, le Parlement légiférerait alors pour... la quatrième fois en huit ans : la loi de 1988 a institué un financement public et plafonné les dépenses des campagnes électorales, celle de 1990 a autorisé les dons des personnes physiques ou morales et celle de 1993 a ordonné la publication du nom des donateurs.

Anne Chemin

Lire la suite page 13 et les points de vue page 14

La Pléiade



André Malraux Œuvres complètes

II
L'ESPOIR
LES NOYERS DE L'ALTENBURG
LE DÉMON DE L'ABSOLU
texte inédit



GALLIMARD

هكذا من الأصل

Jeudi 30

L'Europe se mobilise pour maîtriser la crise de la « vache folle » malgré les critiques des Britanniques

En marge de la conférence de Turin, Jacques Chirac exprime sa solidarité à John Major

Alors que, dans le monde entier, les mesures de protection se multiplient à l'égard des produits bovins britanniques, mais aussi sur-

peens, les responsables de l'Union, en marge de la conférence de Turin, veulent se mobiliser pour endiguer les effets de plus en plus graves de la crise. Jeudi 28 mars, M. Chirac a téléphoné à M. Major pour « lui faire part de sa solidarité ». Les responsables britanniques

continuent pourtant de critiquer l'embargo décidé sur l'ensemble de leurs exportations de viandes bovines et de produits dérivés.

TURIN
de notre envoyé spécial
Le soutien de ses partenaires européens est acquis à la Grande-Bretagne, et Jacques Chirac a été le premier à le recommander. Jeudi 28 mars dans l'après-midi, le président français avait ainsi téléphoné à John Major pour « lui faire part de sa solidarité ». Jusqu'où ira cette générosité collective ? C'est là une affaire de négociations dont la première phase, très politique et très visible, devait se dérouler en marge du sommet de Turin. Cette crise affectant un marché agricole, il reviendra au Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (Feoga) d'intervenir. La base juridique existe : l'article 23 du règlement « viande bovine », qui prévoit la possibilité d'intervention en cas de situation exceptionnelle, ce qui est bien le cas aujourd'hui.
En outre, le Fonds dispose des moyens financiers nécessaires, même si à Bruxelles on se garde de trop spéculer sur le montant des dépenses qu'il faudrait engager compte tenu du caractère peu clas-

sique des difficultés rencontrées. Il ne s'agit pas en effet uniquement de tuer des bêtes atteintes, d'éviter la contagion, mais, au-delà, de venir à bout d'un mouvement de panique. Cela signifie, pour être efficace, une intervention allant au-delà de ce que les services vétérinaires considéraient, sans cette dimension psychologique, comme suffisant. L'irrationnel est ruineux.
PRÉCÉDENT DE LA PESTE PORCINE
Les dirigeants européens savent qu'il leur faudra intervenir à deux niveaux : celui de l'abattage des animaux en Grande-Bretagne, mais aussi celui du soutien des marchés afin d'atténuer les effets de la dégringolade des cours. Celle-ci risque d'être durable, si bien que l'Europe verte fait face à une crise qu'elle va devoir gérer sur le long terme. Il y a en des précédents : au début des années 90, le Feoga a ainsi financé, à coût partagé, l'abattage massif de porcs en Allemagne afin de venir à bout d'une épidémie de peste porcine. Le scénario normal voudrait que la Commission se

prononce après avis du comité de gestion (où siègent des représentants des Quinze) sur la base d'un programme d'abattage présenté par le Royaume-Uni. Vendredi matin, un tel programme n'existait pas : après bien des tergiversations, le gouvernement Major a paru tenté de minimiser la gravité de la situation pour que ce soit Bruxelles, ou les autres États membres, qui réclame une intervention énergique, et qu'il devienne alors pour lui plus facile d'exiger de l'Union une contribution importante à la dépense ! De telles considérations tactiques brouillent les cartes. De même la convocation, lundi, à la demande des Français, du conseil des ministres de l'Agriculture des Quinze complique le jeu : on comprend que les gouvernements souhaitent montrer à une opinion inquiète qu'il y a un contrôle de la crise au niveau politique, mais ce rendez-vous risque fort d'en retarder la gestion.
Car, même en l'absence de programme sanitaire présenté formellement par Londres, les contacts

ont bien eu lieu mercredi entre les services britanniques et ceux de la Commission. Le partenariat, indispensable, s'organise. La priorité consiste pour l'instant à « cibler » le programme d'abattage : quelles catégories d'animaux seront visées ? Quelle sera l'ampleur de l'opération ? Avec encore une fois le souci non seulement d'éviter les risques de contamination mais aussi de convaincre l'opinion que le sacrifice consenti est suffisant.
ACHATS D'INTERVENTION
Les Britanniques seraient prêts à abattre « plus de cinq cent mille bêtes », à comparer, insiste-t-on, aux mille quatre cent quatre-vingt cas d'ESB constatés au Royaume-Uni en 1995... Le coût de l'opération pour le budget européen pourrait se situer autour de 300 millions d'euros par an pendant quatre ans. Le Feoga dispose sans problème des marges suffisantes pour faire face à des dépenses supplémentaires : de tels montants sont très en deçà de ceux parfois cités, considérés comme extravagants par les ser-

Londres prend des mesures timides pour rassurer les consommateurs

LONDRES
de notre correspondant
Alors que l'on apprenait, jeudi 28 mars, la mort d'une onzième personne atteinte de la maladie de Creutzfeldt-Jakob - une femme de vingt-trois ans -, le ministre britannique de l'Agriculture, Douglas Hogg, a rendu publiques de nouvelles mesures pour répondre à la crise de confiance qui frappe la consommation de viande de bœuf. Il a ainsi annoncé l'interdiction de vendre de la viande de bovins âgés de plus de trente mois - les plus menacés par la maladie - et d'utiliser des produits à base de viande ou d'os de mammifères dans l'alimentation bovine et la fabrication d'engrais. 85 millions de livres (environ 650 millions de francs) seront déboursés pour venir en aide aux éleveurs : 35 pour les pertes occasionnées sur le bétail et 50 pour indemniser l'abattage de veaux de moins de dix jours. Enfin, 1,5 million sont prévus pour les éleveurs.

Abattage de veaux aux Pays-Bas : l'Europe ne veut pas payer

LA HAYE
de notre correspondant
L'opposition parlementaire a mal accueilli la décision, prise mercredi 27 mars dans la soirée (Le Monde du 29 mars) par le ministre de l'Agriculture, Jozias Van Aartsen, de faire abattre les 64 000 veaux importés de Grande-Bretagne au cours des prochains mois. Prise de cours par une décision émise si rapidement, la décision a été qualifiée de « mesure de circonstance » par les représentants de la droite. L'opposition réclame d'urgence un débat parlementaire. Selon le parti VVD, la décision « est surprenante, car elle ne repose sur aucun argument scientifique ».
Pour le ministre de l'Agriculture, l'affaire est cependant entendue : « Tant qu'une contagion majeure n'est pas explicitement exclue, tant qu'elle reste en principe possible, nous estimons qu'il existe de bonnes raisons de ne faire courir aucun risque à nos concitoyens », a déclaré jeudi Jozias Van Aartsen. Le ministre a laissé entendre qu'il s'agissait aussi d'éviter que le doute ne s'installe aux Pays-Bas sur la qualité de la viande bovine. Le coût de l'opération est estimé à 55 millions de florins (environ 165 millions de francs). Le gouvernement néerlandais, qui s'est engagé à dédommager les éleveurs, demande que cette somme soit prise en charge par l'Union européenne, ce que rejette clairement le commissaire européen à l'Agriculture, Franz Fischler : « Il n'y a pas de financement communautaire car la maladie

de la « vache folle » ne se transmet pas héréditairement ». Réponse de Jozias Van Aartsen : « Je connais très bien M. Fischler. C'est un négociateur redoutable. Notre demande n'est pas encore formellement rejetée. » D'autres éléments vont accroître la facture. Car les éleveurs de veaux contractés d'abattre leur cheptel vont se retrouver avec des étables vides, d'où un manque à gagner hebdomadaire par veau de 6 florins (18 francs). Selon le quotidien De Volkskrant, une exploitation moyenne aux Pays-Bas possède 330 veaux. Perte nette pour ces éleveurs : 2 000 florins par semaine.
Mercredi, la secrétaire d'État à la Santé et à la consommation, Erica Terpstra, avait exhorté ses concitoyens à s'abstenir « de consommer tout produit à base de viande de bœuf en provenance d'Angleterre ». Son porte-parole, Benno Bruggink, a précisé au Monde qu'elle avait en outre demandé « des informations précises aux entreprises qui utilisent des produits à base de viande de bœuf, notamment les producteurs de gelatine, de corps gras et de cosmétiques ». En attendant, on ne trouve plus une seule pièce de bœuf britannique dans les boucheries. Ironie de la situation : les supermarchés Albert Heijn, qui avaient fait scandale il y a peu en retirant le bœuf néerlandais de leur assortiment, proposent désormais à grands renforts de publicité de la viande « 100 % made in Pays-Bas ».

COMME il fallait s'y attendre, le marché d'intérêt national de Rungis a subi, jeudi 28 mars, le premier contrecoup sévère de la crise de la « vache folle ». Les ventes de viande bovine ont brutalement baissé de 50 % dans les transactions matinales, les prix reculant d'un franc par kilo pour la troisième séance consécutive. « A 27 francs le kilo, on trouve encore les dégoûts. L'effondrement risque de se produire au milieu de la semaine prochaine », craint un responsable de la Fédération nationale bovine (FNB), créant un responsable de la Fédération nationale bovine (FNB), jusqu'à présent, en effet, les éleveurs se sont abstenus de déverser trop de viande sur le marché, anticipant sur la baisse de la demande. Ils ont conservé leurs bêtes sur l'exploitation, adoptant une attitude de rétention destinée à ne pas peser davantage sur les cours avec de la marchandise qui ne trouverait guère preneur. Mais, dans les jours prochains, ils vont devoir offrir leurs bêtes aux abattoirs, et ces tonnages vont s'ajouter à ceux déjà accumulés depuis huit jours.
Les professionnels redoutent une grave crise du « JB », ou jeune bovin, ces animaux de dix-huit mois qui devaient partir prochainement vers l'Italie et l'Europe du Sud. « Un contrat sur trente mille têtes de bétail pour l'Égypte et le Maroc est complètement bloqué et les bovins vont nous rester sur les bras », se lamente un professionnel. La décision prise par les ministres de la Santé de plusieurs pays du Proche-Orient de ne plus importer de viande de l'Union européenne (et pas seulement du

Royaume-Uni) fait peser une lourde menace sur les éleveurs de l'Hexagone. L'Iran est ainsi le premier client de la France et, pour l'heure, les chances d'exporter de la viande rouge vers Téhéran sont réduites à néant. Un haut fonctionnaire de Bruxelles raconte que le premier ministre israélien et le président égyptien ont en récompte une longue conversation téléphonique, le premier essayant de persuader le second de revenir sur la décision du Caire de ne plus importer de bovins. Sans succès.
« Il faut au plus vite rassurer les consommateurs », répète un responsable professionnel. Dans les prochains jours, le label VBF (viande bovine française) devrait apparaître sur les états des bouchers et dans les rayons des grandes surfaces. Mais les ménages, à l'instar des marchés, n'achètent qu'à la confiance. Sera-t-elle rétablie ?
La viande bovine actuellement abattue vient pour l'essentiel de bêtes nées après 1990 et n'ayant donc pas absorbé de farine contaminée insuffisamment chauffée, aujourd'hui au centre des débats. Comme le rappelle Jean-Pierre Luga, le président du Syndicat des producteurs et des corps gras animaux (SPCGA), cette farine n'est plus incorporée aux rations alimentaires des vaches depuis un arrêté du 24 juillet 1990. On est en revanche surpris d'apprendre que les farines animales restent présentes dans les aliments composés des monogastriques (les porcs) et des volailles,

sous prétexte que jamais par le passé on n'a constaté de cas de « porc fou » ou de « poule folle ». Un sondage du SIVA (Syndicat national des industriels de la nutrition animale) réalisé sur la campagne 1994-1995 auprès d'un échantillon d'éleveurs montre que la farine à base de déchets animaux figurait à hauteur de 3,5 % dans la ration des volailles... arrivait... ainsi en complément des céréales, du soja, de la mélasse et de la vinaigre. Le tableau consacré à la ration porcine porte un étrange 0 % à la ligne correspondant aux farines animales. « C'est étonnant, remarque Jean-Pierre Luga, tout dépend de la manière dont les éleveurs composent leur formule d'aliments, en fonction du prix de la matière première. Globalement, l'incorporation des farines animales peut aller jusqu'à 5 % pour les porcs, jusqu'à 6 % pour les volailles. » Des ajouts que les cas de « vache folle » n'ont pas remis en question.

STOPPER L'ESCALADE

Que faudra-t-il faire des veaux français d'origine britannique ? En décidant, de manière unilatérale, d'abattre 64 000 de ces bêtes, le gouvernement néerlandais a relancé, en l'absence de toute information scientifique nouvelle, la polémique sur les risques sanitaires inhérents à la consommation de viande bovine. Cette mesure spectaculaire a conduit le gouvernement français à décréter la « consignation » de soixante-dix mille veaux importés ces derniers mois de Grande-Bretagne. Dans l'attente d'une décision coordonnée par les ministres de l'Agriculture à l'échelon de l'Union européenne, ces animaux ne peuvent plus désormais être ni commercialisés ni consommés. Est-ce à dire qu'ils ne pourront plus l'être ?
Les épidémiologistes vétérinaires et les spécialistes des prions fournissent ici des données généralement très rassurantes. De nombreux éléments laissent ainsi pen-

ser que les agents infectieux non conventionnels responsables de la maladie de la « vache folle » ne sont pas transmissibles par voie materno-fœtale. On ne dispose toutefois dans ce domaine d'aucune certitude et seules des expériences actuellement menées en Grande-Bretagne par le professeur Bradley permettront de répondre. Compte tenu du risque potentiel, la logique aurait voulu que l'on adopte vis-à-vis des veaux d'origine britannique les mêmes mesures que vis-à-vis des animaux adultes. C'est ce qui vient d'être fait.
Il y a quelques semaines, l'Académie nationale de médecine se prononçait, à la demande du professeur Jeanne Brugère-Picoux (École nationale vétérinaire d'Alfort), en faveur de l'interdiction de la consommation des abats prélevés sur les animaux d'origine britannique, mesure qui conduisait à priver les consommateurs d'une bonne part des célèbres « ris de veau » commercialisés en France (Le Monde du 8 février). Cette mesure avait été prise en Grande-Bretagne en juillet 1994 sur la base

d'expériences scientifiques démontrant que l'on pouvait retrouver l'agent infectieux dans l'intestin de veaux auxquels cet agent avait été administré par voie orale.
Les autorités sanitaires françaises n'avaient pas, alors, réagi. Elles viennent toutefois de décider, à titre conservatoire, de « consigner » les cornes et les thyroïdes des veaux britanniques, le reste des abats étant détruits. Fallait-il agir plus rapidement ? Ce dernier épisode de l'affaire des « vaches folles » illustre une nouvelle fois la course-poursuite entre les responsables sanitaires et une opinion publique internationale de plus en plus inquiète des possibles conséquences de la consommation de viande bovine. L'escalade est telle que l'on en vient aujourd'hui à surévaluer de façon outrancière des risques dont la science nous affirme qu'ils sont hypothétiques et non inévitables. Il est vrai que les incertitudes sont ici nombreuses et que, dans ce dossier, les scientifiques n'ont pas toujours été entendus à temps.

Eric Fottorino
Patrice de Beer

Non, il n'y a pas de « fromage » en Auvergne !

Les comptes de la Région d'Auvergne sont en ordre. Le 14 décembre 1995, la Chambre Régionale des Comptes a procédé au contrôle des comptes de la Région d'Auvergne pour les années 1988 à 1993 (incluses). La juridiction financière n'a retenu aucune observation.
Chefs d'entreprise !
Investissez et créez des emplois en Auvergne, où l'on connaît la valeur de l'effort, du travail et de l'argent public.
Auvergne
CONSEIL RÉGIONAL D'Auvergne
13-15, avenue de Fontmaure - 63402 CHAMALIÈRES CEDEX
Tél. : 73 31 85 85 - Fax : 73 36 73 45

Jusqu'ici, le portefeuille était détenu par des techniciens issus de la communauté blanche.

malgré tout entretenue par les rumeurs sur l'état de santé du président Mandela et la prochaine présentation d'une loi antitrust.

notamment en matière de logement et d'éducation. Son inefficacité était dénoncée comme une des causes de la lenteur du RDP. Désormais, les fonds de ce programme seront gérés par le ministère des finances et les projets par les différents ministères concernés. Jay Naidoo, qui occupait le portefeuille du RDP, devient ministre des postes et télécommunications.

■ Dix mille Zoulous ont manifesté jeudi 28 mars dans le centre de Johannesburg pour célébrer le second anniversaire de la fusillade de Shell House qui avait fait cinquante-trois morts, dont huit militants du parti zoulou Inkatha, à la veille des premières élections multiraciales. Si la manifestation s'est déroulée dans le calme, des incidents ont fait cinq morts à Soweto et dans la province du Kwazoulou-Natal, où la tension reste vive entre l'Inkatha et le Congrès national africain. (AFP Ar. Reuter.)

PRAGMATISME

Le pouvoir noir fait pourtant preuve, depuis deux ans, d'un pragmatisme économique qui n'est pas uniquement lié à la personnalité de M. Mandela. L'ANC a rompu avec son discours d'inspiration communiste d'avant les élections présidentielle et législatives d'avril 1994 et a su ne pas répondre de manière démagogique aux attentes de la population noire. Le gouvernement d'union nationale a mené une politique prudente et rétrograde qui a permis à la fois le retour à la croissance — 3,3 % en 1995, taux le plus élevé depuis 1988 — et le respect des grands équilibres économiques.

L'autre grand changement dans le gouvernement, la suppression du ministère chargé du programme de reconstruction et de développement (RDP), devrait finir de convaincre les milieux d'affaires du pragmatisme du pouvoir noir. Ce ministère avait pour rôle de gérer les fonds et les projets destinés à redresser les inégalités héritées du régime de l'apartheid.

Six ans d'indépendance

A map of Namibia with the capital Windhoek and the port city Walvis Bay marked. The Atlantic Ocean is labeled to the west. An inset map shows the location of Namibia within the continent of Africa. A scale bar indicates 250 km.

l'Afrique ». Pourtant, le taux de chômage atteint 40 % de la population active et la misère commence à se voir dans la capitale, toujours profondément marquée par l'apartheid. Autour du quartier noir de Katutura, se développent, depuis deux ans, des bidonvilles, comparables à ceux des autres métropoles du continent noir.

C'est au rythme de deux mille cinq cents personnes par semaine, affluant des experts européens, que les habitants du Nord, camtonnés, jusqu'en 1990, dans leur région, par les Sud-Africains, viennent s'agglutiner à Okurongva. Dans les baraquas sans hygiène, on y rencontre aussi nombre d'anciens combattants de la Swapo, « libérés » de leurs obligations militaires. Ils sont persuadés que le gouvernement va leur payer de

salaient bien les lieux et que le médecin du monastère pourrait être une vieille connaissance, dont ils ont déjà eu à solliciter les services », écrivait, jeudi, le quotidien algérien *El Watan*. Selon le témoin cité ci-dessus, ces « services » rendus ne se limitaient pas aux seuls « terroristes ».

Le médecin de la communauté, Paul Dorchier, soignait des combattants des deux camps, y compris les officiers de l'armée, qui venaient régulièrement au monastère : « Les moines avaient toutes les peines du monde à le faire partir. Leur principe absolu était de refuser toute arme dans le lieu sacré qu'est un couvent. Ils se situaient seulement en hommes de Dieu », précise le religieux français. Outre le père Dorchier, les six autres trappistes élevés sont le père prieur Christian-Marie de Chergé, Christophe Le Breton, Paul Favre Miville, Michel Pleury, Célestin Ringard et un moine de

A Paris, le ministre des affaires étrangères, Hervé de Charette, a reçu, jeudi, l'ambassadeur d'Algérie, Hocine Djoudi. Le chef de la diplomatie a dit « l'émotion » suscitée en France par l'enlèvement des sept trappistes. Il a rappelé « la nécessité de tout mettre en œuvre pour obtenir leur libération, sains et saufs, dans les meilleurs délais ».

WASHINGTON. Warren Christopher, le secrétaire d'Etat américain, a annoncé jeudi 28 mars, à Washington, à Pcoccion de la conférence chargée du suivi du sommet de Charm el Cheikh, une aide d'urgence aux Palestiniens handicapés par le blocage des territoires consécutif à la dernière vague d'attentats en Israël. Le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, a dénoncé, jeudi, le report de l'évacuation partielle de Hébron par l'armée israélienne prévu pour la fin de ce mois. Israël a, par ailleurs, procédé jeudi, en Cisjordanie, à une rafle de 370 personnes, la plupart originaires de Gaza, qui se trouvaient en Cisjordanie pour suivre leurs études alors que l'armée israélienne leur

BUJUMBURA. Le gouvernement burundais a affirmé qu'au moins 70 personnes avaient été tuées par des éléments armés opérant dans la province de Bururi, au sud du pays. Les victimes seraient presque exclusivement des civils et auraient été massacrées par des « assautiers », terme désignant les rebelles hutus des Forces pour la défense de la démocratie (FDD). Dans la province voisine de Makamba, 10 000 personnes auraient fui leur domicile à la suite d'incursions des FDD et les organisations humanitaires envisagent la création de camps de réfugiés. Le Comité international de la Croix-Rouge à Gèneve avait noté, mercredi, une recrudescence des violences au Burundi. (AER)

■ **LIBERIA** : plusieurs pêcheurs, dont un Français, Eric Chevrier, sont détenus depuis plusieurs jours dans la région de Rivercess, par des combattants du Front national patriotique du Liberia (NPFL), la principale faction armée du pays, qui les accuse de pêche dans les eaux territoriales. — (AEP)

ASIE
■ JAPON : 220 hémophiles japonais touchés par le virus du sida, après des transfusions de produits contaminés, ont conclu, vendredi 29 mars, un compromis avec l'Etat japonais et les firmes pharmaceutiques impliquées, mettant ainsi un terme à sept ans de procédure. L'accord prévoit une compensation financière de 45 millions de yens par personne (environ 2 millions de francs). — (AFP)

■ **TAÏWAN** : la Chine a achevé ses manœuvres à tirs réels dans le détroit de Taïwan, a annoncé, jeudi 28 mars, le ministère taïwanais de la défense. William Perry, secrétaire américain à la défense, avait déjà estimé, mardi, que ces exercices étaient « terminés ». Les manœuvres étaient destinées à intimider Taïwan au moment de l'élection présidentielle. - (AFP)

AMÉRIQUES

■ **ÉTATS-UNIS** - La Chambre des représentants a approuvé, mercredi 27 mars, un projet de loi visant à interdire les avortements tardifs aux États-Unis, sans si la vie de la mère est en danger, après un débat particulièrement vir. Le projet de loi va peser lourd dans la campagne électorale pour la Maison Blanche. Le président Bill Clinton a annoncé qu'il opposera son veto à ce projet, fermement défendu par le républicain Bob Dole. - (AFP)

EUROPE
■ CROATIE: l'ancien ministre croate du tourisme, Anton Marcelo Popovic, a été assassiné dans la soirée de mercredi 27 mars, devant son domicile en Istrie. M. Popovic, ministre de 1991 à 1992, s'était reconverti dans les affaires et dirigeait une chaîne hôtelière. — (AFP)

■ **ESPAGNE :** dans un entretien publié vendredi 29 mars par l'hebdomadaire *Le Point*, le ministre de l'Intérieur de la communauté autonome basque, Juan-María Abutza, affirme que « la tête de l'EIRA est à Paris (...). Les commandos qui ont fui d'Ici (le pays basque espagnol) pour se mettre en réserve sont en France, en Bretagne. Ils sont en semivacances, dans une ferme, pendant quelques mois pendant lesquels on les prépare et on les remplace. »

■ **POLOGNE**: le tribunal de Gdansk a ajourné, jeudi 28 mars, jusqu'au 13 juin le procès du général Jaruzelski et de onze autres anciens dirigeants communistes, accusés d'avoir donné l'ordre de tirer sur les ouvriers de Gdansk en 1970. La répression de décembre 1970 a fait officiellement 44 morts et plusieurs centaines de blessés. — (AFP)

■ **SERBIE** : le Tribunal pénal international a dénoncé, jeudi 28 mars, la fédération serbo-monténégrine comme « un Etat criminel » et menacé de saisir les Nations unies si Belgrade s'obstine dans son refus de lui livrer trois officiers de l'ex-armée yougoslave, inculpés pour le massacre des patients de l'hôpital de Vukovar. Le Conseil de sécurité peut décider de réimposer dans un délai de cinq jours les sanctions internationales s'il juge que Belgrade manque à ses obligations. — (AFP)

■ **TCHÉTCHÉNIE** : des avions russes ont bombardé, vendredi matin 29 mars, le village de Goïskoe, dans le sud de la Tchétchénie, déjà pilonné, jeudi, à l'artillerie lourde et par des hélicoptères. Contrairement à plusieurs villages voisins, Goïskoe a refusé, jeudi, de signer des « accords de paix » avec les Russes, qui ont aussitôt entrepris les bombardements. — (AFP)

ÉCONOMIE

■ **JAPON** : la production industrielle a progressé de 2 % en février par rapport à janvier. En janvier, la production industrielle était restée stable (chiffres révisés) par rapport à décembre 1995. D'autre part, les mises en chantier de logements ont chuté de 1,9 % en février par rapport au même mois de 1995, recul qui intervient après trois mois consécutifs de reprise. Enfin, les prix à la consommation ont baissé en février de 0,2 % par rapport à leur niveau de janvier, portant à 0,2 % la baisse sur six mois.

WASHINGTON. Le Congrès a voté jeudi 28 février un relèvement du plafond de la dette de 4 900 à 5 500 milliards de dollars (+12 %), suffisant pour assurer les dépenses fédérales jusqu'à l'été 1997. Le Congrès, à majorité républicaine, avait plusieurs fois voté des rallonges momentanées, dont la dernière expirait samedi 30 avril. Le secrétaire au Trésor, Robert Rubin, s'est félicité de ce vote qui va protéger la crédibilité des Etats-Unis sur les marchés financiers. La majorité républicaine au Congrès avait cherché pendant plusieurs mois à utiliser le plafond de la dette comme moyen de pression pour obliger le président Bill Clinton à faire des concessions sur le budget dans la guerre d'usure que l'exécutif et le législatif se livrent depuis l'été 1995 sur la façon de rééquilibrer les comptes fédéraux d'ici à 2002. — (AFP)

هكذا من الأسفل

Un cheikh libéral à la tête de la mosquée égyptienne d'El Azhar

LE CAIRE

de notre correspondant

En nommant, mercredi 27 mars, le cheikh Mohammad Sayed Tantawi à la tête de la mosquée d'El Azhar, « Sorbonne » de l'islam sunnite et point de référence de centaines de millions de musulmans, le président Hosni Moubarak a lancé un défi au courant islamiste en Egypte et à l'étranger, notamment en Arabie saoudite.

En effet, celui qui était, depuis dix ans, grand mufti d'Egypte a subi régulièrement les attaques des partisans de l'application de la charia (loi islamique) pour ses fatwas (décrets religieux) jugés trop libéraux. Les milieux musulmans conservateurs, à la tête desquels l'ancien cheikh d'El Azhar, Gadel Haq Ali Gadel Haq, et le plus célèbre télé coraniste, cheikh Métaoui El Chaaroul, ont aussi contesté ouvertement ses prises de position en lui reprochant de prendre trop de liberté dans son interprétation de l'islam.

Les sujets de polémique n'ont pas manqué au cours des dix dernières années. En pleine vogue des sociétés islamiques de placement de fonds qui se présentent comme l'alternative à l'« usure des banques », le cheikh Tantawi a émis une fatwa qui considérait les taux d'intérêt bancaires comme islamiquement licites. Quand l'affaire du port du voile dans les écoles françaises a battu son plein, le mufti a indiqué à une musulmane qui vivait dans l'Hexagone qu'elle pouvait se passer de cet attribut vestimentaire s'il lui causait trop de problèmes.

A CONTRE-COURANT

En décembre 1992, alors que les attentats extrémistes musulmans contre les touristes accusés de répandre des valeurs contraires à l'islam se multipliaient, le cheikh a condamné sans ambiguïté le phénomène et déclaré que « le devoir de tolérance d'un musulman fait qu'il ne doit pas s'en prendre à un non-musulman qui boit de l'alcool si la religion de celui-ci le lui permet ».

Plus récemment, au lendemain de la conférence des Nations unies sur la démographie, qui s'est réunie en septembre 1994 au Caire, le cheikh Tantawi n'a pas hésité à défer le courant musulman conservateur qui vilipendait ces assises. Le grand mufti a estimé que l'excision n'était pas obligatoire en islam et qu'elle pouvait même être interdite si la médecine établissait qu'elle avait des retombées physiologiques et psychologiques néfastes.

Son aval pour la greffe d'organes et l'avortement en cas de malformation du fœtus lui ont valu une levée de boucliers. Sa dernière fatwa avant d'être nommé à la tête d'El Azhar a donné le feu vert au prélèvement de cornes sur les morts.

Ces prises de position lui ont valu de figurer en tête de la liste des personnalités à éliminer par les extrémistes musulmans. Le libéralisme de cheikh Tantawi, pourtant né dans la province de Sohag au fin fond de la Haute-Egypte, est ancien. Professeur d'exégèse coranique à l'université azharite d'Assiout, dans les années 70, au cours de la période de la montée islamiste en Haute-Egypte, il n'avait pas hésité à aller à contre-courant.

Il n'est donc pas étonnant que la nomination du cheikh Tantawi ait satisfait les milieux intellectuels et modérés. Ces derniers espèrent qu'il saura sortir l'institution millénaire du dogmatisme fondamentaliste où l'a ancré durant quatorze ans son prédécesseur, le cheikh Gadel Haq Ali Gadel Haq. La tâche sera longue et dure, mais les modérés espèrent que la « jeunesse » soixante-sept ans du cheikh Tantawi lui permettra de surmonter les nombreux obstacles.

Alexandre Buccianti

La Chine durcit son attitude sur l'avenir de Hongkong

Pékin remet de plus en plus en cause l'accord de 1984 sur la restitution de la colonie britannique. Elle a commencé à mettre sur pied, unilatéralement, une administration qui prendrait les commandes du territoire le 1^{er} juillet 1997

Quinze mois avant que la Grande-Bretagne ne transfère à la Chine son autorité sur Hongkong, les dirigeants de Pékin multiplient les signes d'un durcissement accru de leur position sur l'avenir politique de l'an-

cienne colonie britannique. Sans attendre le 1^{er} juillet 1997, ils paraissent vouloir imposer leur volonté, à l'encontre des accords passés en 1984 avec Londres et des conséquences qu'en avait tirées le gouvernement britan-

nique. La promesse faite par Deng Xiaoping de maintenir une certaine autonomie, pendant cinquante ans, semble oubliée. Actuellement réunis à Pékin, des délégués hongkongais sont quasiment sommés d'accepter

la mise en place unilatérale et anticipée de l'administration qui prendra les commandes du territoire, ainsi qu'un serment d'allégeance et l'abolition de la représentation élue en 1995.



de la « nation la plus privilégiée ». Pour Hongkong, qui sert de société d'export à une bonne part de ce commerce, ce serait une catastrophe. Une de plus, avec la faillite de plus en plus évidente de l'architecture juridique élaborée, dans les années 80, pour l'après-1997.

« UN PAYS, UN SYSTEME »

Car Pékin semble tout faire pour infliger, dès avant la transition, le coup de grâce à la notion « un pays, deux systèmes », telle qu'elle avait pu être envisagée quand Deng Xiaoping disait : « Que les Hongkongais gouvernent Hongkong ! ». Le 24 mars, au lendemain de l'élection de Lee Teng-hui à la tête de l'Etat à Taïwan, la Chine a commencé à mettre en place unilatéralement l'administration qui prendra les commandes du territoire, le 1^{er} juillet 1997. Des agents chinois à Hongkong ont alors répandu le bruit qu'il serait demandé aux fonctionnaires de lui prêter allégeance avant même son entrée en fonctions. En d'autres termes, ils devraient démissionner des postes qu'ils occupent dans l'administration britannique. « Un pays, un système », semble devoir devenir la règle dans les faits, sinon dans les mots.

Des juristes locaux ont appelé Londres à dénoncer, dans cette opération, une rupture des engagements pris lors de la déclaration conjointe de 1984 entre les deux gouvernements - déclaration ayant valeur de traité international, dans la mesure où elle a été déposée aux Nations unies. Le Foreign Office tente encore de camper sur une position intermédiaire selon laquelle l'instauration d'une législature provisoire décrétée par Pékin est « inutile » mais ne constitue pas une violation de ladite déclaration.

Frederick Fung, député élu à Hongkong, membre du comité préparatoire chargé, à Pékin, de concevoir des plans de transition, qui fut le seul à voter contre cette prise de pouvoir anticipée, décrit une procédure qui évoque irrésistiblement la technique de mainmise pratiquée par la République populaire sur des dépendances telles que le Tibet, dans les années 50. Les quatre cents dignitaires sont hébergés aux frais de Pékin dans un grand hôtel et transportés en autocar au Palais du peuple sans avoir eu connaissance préalable de l'agenda complet. Les séances de discussions, en

groupes de travail, ne sont en aucun cas suivies d'un vote, et les séances de vote en aucun cas précédées de discussions. Le vote est à main levée.

ALLÉGEANCE ANTICIPÉE

Le fait accompli est la règle : quand ce député fit savoir qu'il voterait contre les plans de Pékin, pas moins de trois hauts responsables chinois lui signifiaient, tour à tour, qu'il s'excluait de lui-même de la future administration, en vertu d'une règle dont la Chine n'avait jusqu'alors pas parlé.

« Ils ne veulent pas intégrer la culture politique de Hongkong. Ils veulent imposer leur propre culture »

Francis Deron

La BID accroît son soutien aux réformes sociales en Amérique latine

QUINZE MOIS après la crise financière mexicaine, la 37^e assemblée annuelle de la Banque inter-américaine de développement (BID), réunie à Buenos Aires du 25 au 27 mars, a constaté que la majorité des pays de la région avaient malgré tout résisté à la contagion de la crise. Confrontés à une secousse majeure, les nouvelles politiques économiques orthodoxes ont tenu, souligne le rapport annuel de la banque publié à cette occasion ; le commerce international a augmenté, notamment grâce à une croissance des exportations, l'inflation a continué à régresser, et les capitaux étrangers n'ont pas déserté la région : ils se sont réorientés de l'Argentine et du Mexique vers le Brésil.

Le président de la BID, Enrique Iglesias, a écarté le danger d'un nouvel « effet tequila » et s'est félicité des efforts des pays latino-américains pour renforcer leurs systèmes financiers, qui ont été fortement éprouvés en 1995, au Brésil comme en Argentine et au Mexique : « Des turbulences peuvent se produire, mais nous devons apprendre à vivre avec elles, a-t-il prévenu, car elles découlent de la globalisation de l'économie. » Pour en minimiser les effets, M. Iglesias a insisté sur la nécessité d'augmenter l'épargne interne afin que les pays de la région, moins dépendants des apports de capitaux étrangers, soient moins exposés aux secousses extérieures.

Les responsables de la BID ont souligné l'urgence de corriger le coût social élevé des réformes entreprises. Celles-ci viennent après la crise, des années 80, qui avait déjà accru la pauvreté et entraîné une détérioration des services sociaux.

Pour assurer un « développement social plus juste », M. Iglesias a indiqué quatre secteurs prioritaires : l'éducation, le développement des petites et moyennes entreprises, l'amélioration de la qualité de la vie dans les grandes villes et la réforme de l'Etat.

L'augmentation des ressources de la banque, décidée en 1994 et ratifiée par les pays membres en juillet 1995, lui a déjà permis de donner une priorité aux prêts destinés à des programmes sociaux, et notamment à la réduction de la pauvreté : ceux-ci ont atteint l'an dernier 2,7 milliards de dollars, soit plus de 37 % d'un montant total record de 7,3 milliards de dollars. Un groupe de travail a été formé pour présenter un projet de stratégie de lutte contre la pauvreté au conseil des directeurs de la banque au cours du deuxième trimestre 1996. Les cinq pays les plus pauvres de la région ont aussi bénéficié de 769 millions de dollars de crédits « concessionnels » à long terme et très bas taux, accordés par le Fonds des opérations spéciales de la banque. Mais M. Iglesias a indiqué que la BID devrait disposer de 2 milliards de dollars supplémentaires pour satisfaire les besoins de ces pays.

En marge de l'assemblée, le Groupe des 30 (G30), formé de grands « argentiers » de pays développés, a examiné aussi les difficultés qu'affrontent les pays ayant libéralisé leur économie, et notamment la circulation des capitaux : ses membres se sont inquiétés des effets négatifs des mouvements de capitaux spéculatifs, particulièrement en Argentine et au Brésil.

Christine Legrand et Guy Herzlich

Panama obtient une réduction de sa dette bancaire

LE GOUVERNEMENT panaméen a annoncé au début de la semaine qu'un accord de restructuration de sa dette bancaire allait être signé le 17 avril à Paris avec les établissements créanciers. L'accord devrait réduire de 31 % le montant de la dette. Selon le ministre de l'économie et des finances panaméen, Guillermo Chapman, les quatre cinquièmes des banques concernées ont choisi de convertir leurs anciens titres de dette en nouveaux à taux réduit, sur dix-huit ans, mais sans garanties, alors que les autres formules étalaient les versements sur trente ans : cela imposera à Panama des paiements plus élevés sur les prochaines années mais ces obligations pourront être supportées par le pays, compte tenu des perspectives économiques.

La restructuration porte sur un montant total de 3,5 milliards de dollars de crédits bancaires, dont 1,5 milliard correspond à des arriérés de paiement d'intérêts. La dette totale du Panama est évaluée à 6 milliards de dollars.

Après la conclusion de cet accord, pratiquement l'ensemble des pays d'Amérique latine ont obtenu des banques créancières l'allègement de leur dette. Seul le Pérou, qui doit quelque 3,8 milliards de dollars aux banques n'a pas encore signé d'accord. Mais, comme l'a indiqué à l'occasion de sa visite à Paris, à la fin d'octobre 1995, le ministre péruvien de l'économie et des finances, des négociations sont en cours et il reste seulement à mettre au point les formules techniques avec l'ensemble des créanciers.

Eureuil Investissements

SICAV ACTIONS FRANÇAISES / PEA - POUR VOS PLACEMENTS SUR LES GRANDES VALEURS DE LA COTE

Dividende de l'exercice 1995

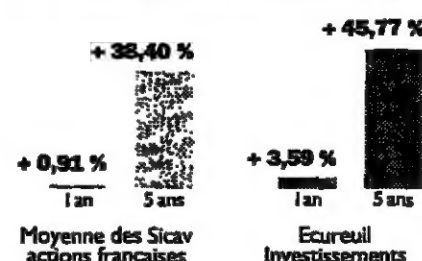
Le conseil d'administration de la Sicav, réuni le 22 février 1996, a arrêté les comptes de l'exercice social clos le 29 décembre 1995.

Ils seront présentés à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires le 5 avril 1996. Sous réserve de son accord, le dividende net de l'exercice a été fixé à 3,77 F par action.

Il sera mis en paiement le 15 avril 1996. Le crédit d'impôt sera déterminé le jour du détachement, le 10 avril. Réinvestissement sans frais jusqu'au 15 juillet 1996.

Performances au 29.12.1995

dividendes nets réinvestis (source : Europerformance)



Politique de gestion

La gestion d'Eureuil Investissements recherche la performance tout en privilégiant la régularité de l'évolution sur le long terme. La Sicav se classe nettement au-dessus de la moyenne de sa catégorie, aussi bien en 1995, année boursière morose, que sur 5 ans, durée minimale de placement recommandée.

Optimisez votre fiscalité : en détenant vos actions Eureuil Investissements dans le cadre d'un FEA conservé au moins 5 ans, vos plus-values et revenus bénéficient d'une fiscalité minimale (RDS de 0,5 %).

Valeur de l'action au 29.02.96 : 166,31 F

Sicav gérée par Eureuil Gestion - Filiale du Caisse d'Epargne et de Prévoyance et de la Caisse des dépôts et consignations.



CAISSE D'EPARGNE



Les valeurs liquidatives de vos Sicav et FCP Eureuil 24h/24 (22 F/mi)

MAJORITÉ Le conseil national de l'Union pour la démocratie française (UDF) doit élire, dimanche 31 mars, à Lyon, le successeur de Valéry Giscard d'Estaing à sa présidence. François

Léotard, président de l'une de ses composantes, le Parti républicain, est favori face à Alain Madelin, vice-président du PR, tandis qu'André Rossinot, président du Parti radical, défend

les couleurs des « petites composantes ». **LE CHOC DU PRÉSIDENT** conditionne l'avenir de la seconde formation de la droite, incapable de présenter un candidat à l'élection prési-

dentielle de 1995 et aujourd'hui divisée entre les anciens partisans d'Edouard Balladur, majoritaires, et ceux de Jacques Chirac, minoritaires. **LA REFORME DES STATUTS** de la

confédération libérale et centriste a été mise à l'ordre du jour par M. Giscard d'Estaing, qui plaide pour l'élection directe du président, à l'avenir, par les militants eux-mêmes.

L'affrontement Léotard-Madelin met en jeu l'existence de l'UDF

Partisan de M. Chirac à l'élection présidentielle, l'ancien ministre de l'économie cherche les moyens de s'imposer comme « premier ministrable », tandis que le député du Var, soutenu par M. Juppé, se propose de consolider la seconde formation de la droite face au RPR

LES CARAVANES électorales de l'UDF ont replié leurs chapiteaux. A trois jours de la réunion du conseil national, qui élira, dimanche 31 mars, le successeur de Valéry Giscard d'Estaing à la présidence de la confédération, les deux principaux candidats en lice - François Léotard en Moselle, Alain Madelin à Orléans - ont animé leurs dernières grandes réunions publiques. Au terme de l'intense campagne qui a occupé, trois mois durant, la seconde for-

M. Juppé veut une « UDF forte »

Alain Juppé estime, dans un entretien au *Progrès de Lyon* du vendredi 29 mars, que « la majorité a besoin d'un RPR fort et d'une UDF forte » pour aborder les élections de 1998. Il se dit « persuadé » que le congrès « saura donner à l'UDF un nouvel élan, une nouvelle cohésion ». Le président du RPR explique que « la majorité dont [il] est le chef en tant que premier ministre a besoin de deux jambes d'une même force pour marcher droit », et prévient qu'il veillera « très personnellement, au moment des investitures pour les élections législatives de 1998, au respect entre [le RPR et l'UDF] de la règle d'union de la majorité ».

En outre, le premier ministre rejette toute idée de primaires pour ces élections, faisant valoir que « des primaires seraient justifiées s'il existait des différences fondamentales » entre les deux formations politiques. « Mais, poursuit-il, nous sommes d'accord sur l'essentiel. » Il faudra donc l'union entre un RPR fort et une UDF forte », conclut-il.

mation de la majorité, ils ont encore une fois mobilisé leurs partisans, passé en revue leurs argumentaires, refait leurs « pointages ».

Dimanche soir, l'UDF aura changé de visage, mais si chacun est convaincu que la confédération commencera à écrire une nouvelle page de son histoire, personne ne sait au juste à quoi elle ressemblera. Pour avoir été incapable de présenter un candidat issu de ses rangs à l'élection présidentielle de 1995, l'UDF est en proie à une profonde remise en cause. Depuis qu'il avait dû renoncer à être candidat, Valéry Giscard d'Estaing impute la défaillance de l'UDF et son affaiblissement face au RPR au poids excessif des partis qui la composent. Il le répète dans la lettre d'adieu, empreinte d'amertume, qu'il a adressée aux membres du conseil national (lire ci-dessous).

Si ce n'est qu'il passe sous silence sa propre responsabilité dans cet état de fait, le constat de M. Giscard d'Estaing recèle une

large part de vérité : depuis sa création, en 1978, l'UDF est demeurée un agrégat de partis, parfois plus occupés à circonscrire l'influence de la chapelle voisine qu'à défendre l'intérêt de la confédération contre les appétits du RPR. Sous l'effet de l'échec collectif du printemps 1995, du poids du fait présidentiel et de la persistance du clivage entre « balladuriers » et « chiraciens », les forces centrifuges se sont accentuées dans la confédération.

Ce sont, aujourd'hui, l'existence même de cette famille politique et sa capacité à faire pièce au RPR lors des élections législatives de 1998 et à redevenir une formation à vocation présidentielle qui sont en jeu dans l'élection du successeur de M. Giscard d'Estaing. Pour le vainqueur, les vraies difficultés commenceront au soir du 31 mars.

Foussé à être lui-même candidat par l'entrée en lice de M. Madelin, vice-président au Parti républicain, M. Léotard est donné favori. Le soutien que lui apportent François Bayrou, président de Force démocrate, et ses propres troupes du PR lui assure, théoriquement, une majorité au conseil national. Sa défaite scellerait l'écrasement des « balladuriers » dans leur propre bastion. L'affaiblissement de son parti, provoqué par la sécession de M. Madelin, face à son allié centriste, devrait conduire M. Léotard, s'il est élu, à entreprendre au plus vite une véritable rénovation de l'UDF.

M. BAYROU, RIVAL ET ALLIÉ

Plus que méfiant, jusqu'alors, face aux propositions giscardiennes destinées à le mettre en difficulté, mais visant aussi à resserrer les liens de la famille UDF, l'ancien ministre de la défense a modifié son approche du problème. M. Giscard d'Estaing suggère-t-il une fusion de l'UDF ? « Pourquoi refuser cet objectif ? », a dit, jeudi, le président du PR. Propose-t-il de faire élire le président de l'UDF directement par les adhérents ? « Pourquoi pas ? Cela donnerait à l'UDF une autorité politique qu'elle a du mal à obtenir », estime le député du Var, à condition que cette nouvelle règle s'applique au prochain renouvellement statutaire, prévu en 1999. M. Léotard prévoit de procéder rapidement à une refonte des statuts de la confédération, de réunir une convention de tous les militants d'ici à la fin de l'année et de faire vivre le débat d'idées au sein de l'UDF.

La marge de manœuvre de M. Léotard serait toutefois tributaire de plusieurs facteurs. Le premier réside dans ses relations avec son rival et allié, M. Bayrou.



Le conseil national de l'UDF, qui doit élire, dimanche 31 mars, le nouveau président de la confédération, est composé de 1721 membres, répartis en trois collèges. Le premier comprend 531 parlementaires nationaux et européens, présidents de conseils régionaux et généraux, maires de communes de plus de 20 000 habitants, et députés et députés départementaux. Le deuxième collège est formé de 2000 représentants élus dans les fédérations. Chaque parti de l'UDF désigne, enfin, dans le troisième collège, cinquante représentants. L'ensemble des députés élus est le président à bulletin secret. La majorité absolue est requise au premier tour. Seuls les deux candidats arrivés en tête peuvent se maintenir, le cas échéant, au second tour.

Le conseil national élève aussi dix-huit membres au bureau politique.

La composition du conseil national montre que les centristes, grâce, notamment, au renfort du Parti social-démocrate d'André Santini, ont pris, un léger ascendant sur le PR. Or l'appétit du ministre de l'éducation ne s'arrête pas là, puisqu'il espère profiter des inévitables recensements qui suivront l'élection du nouveau président pour renforcer encore son parti dans l'UDF.

Pour asseoir son autorité, M. Léotard compte d'abord sur la légitimité que lui donnerait son élection, légitimité proportionnelle à l'ampleur de sa victoire sur ses concurrents. Et ce, contrairement à un second tour par la conjonction des candidatures d'Alain Madelin

et d'André Rossinot, président du Parti radical, serait alors du plus mauvais effet. Ensuite, le maître de Fécamp a pris soin de laisser dans le sillon d'un des points clés de son accord avec M. Bayrou, à savoir le principe d'indépendance du ministre de l'éducation nationale de lui succéder à la présidence de l'UDF avant 1999.

Cependant, à l'évidence, le problème le plus urgent que M. Léotard aura à régler se situe au côté de M. Madelin. Même si le député d'Ille-et-Vilaine continue à ne vouloir envisager que sa victoire, celle-ci semble peu probable. L'ancien ministre de l'économie a, d'ailleurs, pris un risque en faisant

et d'André Rossinot, président du Parti radical, serait alors du plus mauvais effet. Ensuite, le maître de Fécamp a pris soin de laisser dans le sillon d'un des points clés de son accord avec M. Bayrou, à savoir le principe d'indépendance du ministre de l'éducation nationale de lui succéder à la présidence de l'UDF avant 1999.

Cependant, à l'évidence, le problème le plus urgent que M. Léotard aura à régler se situe au côté de M. Madelin. Même si le député d'Ille-et-Vilaine continue à ne vouloir envisager que sa victoire, celle-ci semble peu probable. L'ancien ministre de l'économie a, d'ailleurs, pris un risque en faisant

M. Madelin à Orléans : le temps est venu de « faire l'unité »

ORLÉANS

de notre correspondant

Alain Madelin a terminé sa campagne, le 28 mars à Orléans, devant un millier de personnes. Accueilli par Hervé Novelli, député (UDF-PR) d'Indre-et-Loire, le candidat à la présidence de l'UDF, dont le nom a été scindé par des rangées de jeunes gens, portant tee-shirt et slogans, a rendu un hommage appuyé à Jean-Pierre Raffarin, le ministre du commerce et de l'artisanat - « un ministre qui se bat », a-t-il dit -, présent dans la salle, aux côtés d'un certain nombre d'élus de la majorité, à l'exception du président du conseil régional du Centre, Maurice Dousset : ce dernier est UDF-PR « léotardien ».

« Je ne suis candidat contre personne », a rappelé M. Madelin, en soulignant que ceux qui l'avaient critiqué tout au long de sa campagne n'y étaient « pas allés de main-morte », alors que certains « n'avaient pas de mots assez louangeurs il y a quelques mois »

sur les idées qu'il exprimait. « Ce ne sont pas les convictions de tel ou tel que j'ai dérangées, mais, ce qui est beaucoup plus important, quelques plans de carrière », a affirmé l'ancien ministre.

M. Madelin s'est même montré acerbe, en réponse au reproche de « populisme » : « J'ai du mal à accepter les leçons de ces experts en justice sociale, installés confortablement devant leurs piscines, qui viennent du triangle d'or Autzill-Neuilly-Passy ».

L'UDF, a encore affirmé le prétendant à la succession de Valéry Giscard d'Estaing, « c'est la copropriété de cinq à six partis politiques ». « Après dix-huit ans de vie commune, les frontières se sont estompées entre toutes les familles, les talents se sont mêlés... Le temps est venu de faire l'unité, sans que chacun renonce à sa famille de pensée... Je veux faire de l'UDF le parti des militants et des élus locaux, et non pas en faire la propriété de quelques hommes d'appareils. »

Régis Guyotat

Valéry Giscard d'Estaing dresse un bilan doux-amer de son action

DANS LA LETTRE qu'il a adressée, le 25 mars, aux membres du conseil national de l'UDF, Valéry Giscard d'Estaing rappelle les conditions dans lesquelles il avait accepté de prendre la présidence de l'UDF. « Mon objectif était d'aller plus loin dans la voie de l'unité de l'UDF, indiquait-il, pour en faire une formation capable de jouer à forces égales avec les deux grandes structures du RPR et du Parti socialiste, de manière à pouvoir gouverner avec l'une sur la base d'un partenariat égal, et à combattre l'autre avec des moyens puissants. »

Dressant le bilan de sa prési-

dence, M. Giscard d'Estaing estime que « la réussite n'a été que partielle ». « Le vrai pouvoir est resté entre les mains des partis composant l'UDF, au-dessus desquels flottait la faible structure de l'UDF, constamment harcelée et dénigrée, et ramenée à son rôle réduit de confédération électorale », explique-t-il.

L'ancien chef de l'Etat plaide pour une UDF fédérale, seule garante du succès électoral. « Si l'UDF ne franchit pas rapidement une nouvelle étape vers son unité, je ne lui prédis pas beaucoup d'avenir ! Et je mets amicalement en garde mes collègues, les élus. Depuis que l'UDF a été déstabilisée à l'automne 1995, elle a perdu toutes les élections législatives partielles, à la seule exception du siège jadis détenu par Michel d'Ornano, gardé de justesse. »

« Si l'UDF n'affirme pas davantage son unité et ne maintient pas une ligne politique cohérente (...), ajoute M. Giscard d'Estaing, je crains que, face aux deux grands ensembles organisés du RPR et du Parti socialiste (...), l'UDF n'ait beaucoup de mal à réintégrer, en 1998, les résultats acquis en 1992-1993 : 12 présidents de région et 214 députés. »

Evoquant la rénovation de la confédération, M. Giscard d'Estaing estime qu'elle « ne pourra venir que de la base, en s'appuyant sur d'authentiques consultations démocratiques ».

Partisan de l'organisation d'un référendum et de l'élection du futur président de l'UDF « au suffrage universel des membres de l'UDF, pour échapper aux manœuvres du soir », l'ancien chef de l'Etat souligne qu'ainsi, le futur président de

la confédération « disposerait d'un vrai pouvoir légitime ». « Ce que de Gaulle a fait pour la France, il faudrait le réaliser pour l'UDF. Je fais confiance aux hommes et aux femmes de conviction et de bonne volonté, à ceux qu'anime le désir de servir l'UDF, et non pas de se servir de l'UDF, pour poursuivre cette marche en avant », écrit-il.

M. Giscard d'Estaing conclut sa lettre en évoquant la situation financière de la confédération. « La gestion financière de l'UDF a été scrupuleusement honnête et sa réputation est intacte. Aucun de ses dirigeants n'a touché la moindre rémunération, ni bénéficié du moindre avantage personnel », précise-t-il, avant de prendre congé en remerciant « toutes celles et tous ceux qui ont bien voulu comprendre [ses] intentions et [l']aider dans [sa] tâche ».

Le jeu de René Monory

C'est René Monory (UDF-FD) qui présidera la séance du conseil national au cours de laquelle sera élu le successeur de Valéry Giscard d'Estaing à la tête du RPR. Jean-Pierre Cantegrit, président de la commission nationale de contrôle de l'UDF, a expliqué que l'ancien chef de l'Etat prendrait place dans la salle « avec les conseillers nationaux du Puy-de-Dôme », après son intervention. Discret tout au long de la campagne à l'UDF, M. Monory avait indiqué, le 21 mars, sur France 2, qu'il n'avait pas fait son choix entre les candidats en présence. « Ce qui est important, c'est la question de savoir ce que l'on va faire de l'UDF. A mon avis, il faut que celui qui sera élu soit bien entouré par une équipe unie », avait-il indiqué. Raymond Barre, hôte du conseil national en tant que maître de Lyon, est lui aussi demeuré silencieux. « Je trouve que l'existentialisme qui consiste à annoncer à l'avance ce que l'on va faire n'est pas mon fort », avait-il soutenu le 21 mars au Forum RMC-L'Express.

Dix-huit ans de concurrence avec le RPR

● 1^{er} février 1978 : quinze mois après la fondation du RPR, Valéry Giscard d'Estaing, président de la République, crée l'Union pour la démocratie française (UDF). Présidée par Jean Lecanuet, l'UDF obtient 20,23 % des suffrages, contre 130 députés aux élections législatives de mars, contre 159 au RPR. ● 10 juin 1979 : la liste UDF conduite par Simone Veil obtient 27,6 % aux élections européennes. ● 10 mai 1981 : M. Giscard d'Estaing est battu par M. Mitterrand au second tour de l'élection présidentielle. L'UDF obtient 61 députés, contre 83 au RPR, aux législatives de juin. ● Septembre 1982 : François Léotard devient secrétaire général du Parti républicain. ● 16 mars 1986 : l'UDF obtient 129 sièges à l'Assemblée nationale, contre 145 au RPR. Vingt ministères et secrétaires d'Etat UDF participent au gouvernement de Jacques Chirac. ● 24 avril 1988 : avec 16,5 % des voix, Raymond Barre, candidat de l'UDF, échoue au premier tour de l'élection présidentielle. L'UDF obtient 130 sièges aux législatives de juin, contre 128 au RPR, mais les députés CDS créent leur propre groupe. ● 30 juin 1988 : M. Giscard d'Estaing est élu président de l'UDF. ● 18 juin 1989 : la liste UDF-RPR aux élections européennes, conduite par M. Giscard d'Estaing, obtient 28,7 %, contre 8,4 % à la liste centriste menée par M^{me} Veil. ● 21 et 28 mars 1993 : l'UDF obtient 207 sièges à l'Assemblée nationale, le RPR 242. 16 ministères UDF participent au gouvernement d'Edouard Balladur. ● Décembre 1994 : François Bayrou succède à Pierre Méhaignerie à la présidence du CDS, qui transforme, onze mois plus tard, en Force démocrate (FD). ● 18 mai 1995 : l'UDF, qui n'a pas présenté de candidat à l'élection présidentielle, est représentée par 17 ministères et secrétaires d'Etat dans le gouvernement d'Alain Juppé. Ils ne sont plus que 13 dans le gouvernement remanié le 7 novembre.

Les députés ont adopté le projet de loi limitant l'influence des grandes surfaces

La majorité impose la suppression du délit de refus de vente

Mis de côté l'espace d'une semaine pour cause d'embouteillage du calendrier parlementaire, le projet de loi sur « la loyauté et l'équilibre des relations commerciales », dont l'examen avait commencé les 20 et 21 mars à l'Assemblée nationale, a finalement été adopté jeudi 28 mars par

les députés. La majorité RPR et UDF a voté pour. Les socialistes et les communistes étaient absents lors du vote.

LE GOUVERNEMENT voulait limiter l'influence des grandes surfaces, mais redoutait que les élus ne durcissent encore son projet sur « l'équilibre des relations commerciales ». Yves Galland, ministre délégué aux finances et au commerce extérieur, s'était efforcé la semaine dernière, au début de l'examen du texte, de recadrer le débat et d'éviter une surenchère remettant en cause le principe de la liberté des prix. Le ministre est finalement sorti de l'épreuve, jeudi 28 mars, lors de la dernière séance de discussion, relativement soulagé.

Figuraient au menu des députés les deux derniers articles du projet de loi, le premier sur la libéralisation du refus de vente, le second sur l'encadrement des promotions, ainsi qu'une batterie d'amendements s'appliquant à simplifier le fonctionnement du conseil de la concurrence et à traiter le problème des délais de paiement.

BANQUIERS DE FAIT

« Nos PME se transforment en banquiers de leurs propres clients, de la grande distribution », a expliqué Marc Le Fur (RPR, Côtes-d'Armor), rapporteur du texte pour la commission des finances. Il faut qu'elles puissent bénéficier de délais de paiement beaucoup plus raisonnables », a-t-il indiqué, en proposant un amendement visant à étendre à toute la filière agroalimentaire l'obligation de payer sous un délai plus strict en vigueur depuis 1992 pour les denrées périssables. Les relations commerciales reposent sur un équilibre subtil. Car si cet aménagement est réclamé par les PME de l'agroalimentaire, comme le soulignait M. Le Fur, il est redouté par d'autres petites entreprises, dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration notamment.

M. Galland et Jean-Paul Charlé (RPR, Loiret), rapporteur de la commission de la production et des échanges, se sont faits l'écho des inquiétudes de la Fédération nationale de l'industrie hôtelière. Le ministre a par ailleurs mis en garde contre les risques de délocalisation des centres de facturation. Il a rappelé qu'un grand distributeur, Michel-Edouard Leclerc en l'occurrence, n'avait pas hésité à brandir une telle menace.

Finalement, les députés ont adopté une disposition de compromis proposée par le gouvernement étendant le délai de paiement en vigueur pour les denrées périssables aux seuls produits agroalimentaires congelés et surgelés.

L'Assemblée nationale a supprimé l'interdiction du refus de vente contre l'avis du gouvernement. Ce dernier avait prévu dans son texte de rendre beaucoup plus difficilement applicable cette interdiction, sans se résoudre à l'abroger formellement. Les députés, en revanche, ont suivi le gouvernement qui leur a proposé de réprimer certains moyens de pression pratiqués par la grande distribution, en échange du rétablissement de produits.

ENTENTE ENTRE PRODUCTEURS Ils ont également adopté un dispositif encadrant les promotions exceptionnelles sur les produits alimentaires périssables. Ils ont enfin autorisé des ententes entre producteurs lorsqu'il s'agit de développer ou de maintenir l'emploi. Le gouvernement a réussi à obtenir le rejet d'un amendement qui faisait obligation aux producteurs de communiquer leurs barèmes de prix à la direction générale de la concurrence.

En revanche, les députés ont voté, à l'initiative de M. Charlé, un amendement donnant des pouvoirs de « police économique » aux commissaires aux comptes chargés de veiller au respect des règles de facturation chez leurs clients.

Caroline Mornot

Relance de la réduction du temps de travail

La réduction du temps de travail oppose l'Assemblée nationale et le Sénat. Les députés, qui examinaient, en deuxième lecture, jeudi 28 mars, une proposition de loi rédigée par deux des leurs, Denis Jacquet (UDF, Moselle) et Marie-Thérèse Boisseau (UDF, Ile-et-Vilaine), ont totalement désavoué leurs collègues sénateurs.

Cette proposition de loi vise à aider les entreprises qui utilisent la réduction du temps de travail pour embaucher. Le 13 février, la droite sénatoriale avait validé le texte de sa substance et rétabli l'obligation de baisse de salaire en cas de réduction du temps de travail (Le Monde du 15 février). Les députés, très irrités, ont annulé les modifications apportées au Sénat, à l'exception de l'amendement gouvernemental destiné aux industries d'armement et instituant un mécanisme d'exonération de cotisations sociales applicable à la réduction du temps de travail lorsqu'elle permet d'éviter des licenciements. La majorité a voté pour, les communistes contre, les socialistes se sont abstenus.

Le Sénat a approuvé la départementalisation des services d'incendie

JEAN-LOUIS DEBRÉ, ministre de l'Intérieur, a dû se montrer persévérant pour faire voter par le Sénat, jeudi 28 mars, son projet de loi sur la départementalisation des services d'incendie et de secours. Depuis l'adoption, ce texte, dont le principe avait été posé par la loi du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République, se heurtait aux réticences des parlementaires, particulièrement des sénateurs, et à l'inquiétude des pompiers professionnels. Le prédecesseur de M. Debré, Charles Pasqua, s'y était cassé les dents.

Au nombre de vingt-trois mille en France (sans compter les sept mille sapeurs-pompiers de Paris et les marins-pompiers de Marseille, qui dépendent du ministère de la Défense), les pompiers ont démontré à cette occasion leur capacité à s'organiser en un groupe de pression d'autant plus efficace qu'ils sont en contact quotidien avec les élus locaux.

La toute jeune Union nationale des chefs de corps sapeurs-pompiers avait demandé à ses adhérents de sensibiliser les maires et les parlementaires. La démarche a fait mouche auprès des sénateurs, proches des maires par leur mode d'élection quand ils ne sont pas, eux-mêmes, investis de mandats locaux. Le 27 juin 1995, en première

lecture, plusieurs d'entre eux avaient exprimé leur inquiétude à l'égard des collectivités locales supportant l'essentiel du coût de la réforme. Le ministère de l'Intérieur a répondu en créant un groupe de travail chargé d'évaluer l'impact financier de la départementalisation.

Entre-temps, les sapeurs-pompiers ont manifesté, le 15 février, devant l'Assemblée nationale, tandis que les députés examinaient le texte en deuxième lecture (Le Monde du 17 février).

« POMPIERS DE PERSONNE »

« Notre crainte est de devenir les pompiers de personne, qu'aucune autorité ne se sente plus responsable de l'efficacité des services de secours », résume le lieutenant-colonel Christian Favre, commandant du corps de Toulon et président de l'Union des chefs de corps. Cette formule traduit la dimension « affective » de la réforme. « Il y a une appropriation des pompiers sur leur territoire et une appropriation des élus sur leurs pompiers », confirme Jean-Paul Delevoe (RPR), président de l'Association des maires de France (AMF), sénateur du Pas-de-Calais et maire de Bapaume.

Concrètement, le texte prévoit de placer, dans chaque département, les services d'incendie et de secours sous l'autorité d'un établissement public commun à l'ensemble des

collectivités territoriales et doté d'un corps spécifique. Cette disposition va bouleverser une organisation aujourd'hui empirique, à laquelle les pompiers, choyés par les élus, trouvent leur compte. Ils redoutent, à l'inverse, de dépendre d'un chef de corps départemental dont la nomination, en dernier ressort, reviendra aux « technocrates » de la direction de la protection civile.

« Le texte pose le problème des relations entre l'Etat et les collectivités territoriales, dans la mesure où il prévoit que celles-ci prennent en charge le coût d'objectifs fixés par le ministère », précise M. Delevoe. Pourtant, élus et pompiers ne contestent pas la nécessité de rationaliser la gestion des moyens matériels. « A condition que celui qui paie décide », insiste le président de l'AMF.

Cette réserve, reprise par plusieurs sénateurs en deuxième lecture jeudi, concerne les grosses communautés urbaines, comme Toulouse, Lyon, Dunkerque ou Lille, susceptibles de contribuer beaucoup plus que le conseil général au financement d'un corps départemental et qui entendent, à ce titre, présider l'établissement public.

M. Debré a levé, devant le Sénat, quelques obstacles liés au financement de la réforme. Les chefs de

corps faisaient valoir que, « plus une organisation est grosse et centralisée, plus les coûts de gestion sont importants ». Ils ne nient pas, cependant, que la gestion commune du gros matériel des centres opérationnels et des centres de traitement des alertes permettrait des économies d'échelle.

VOIE MOYENNE

Les tentatives d'évaluation du coût de la réforme établissent que le coût global des services d'incendie et de secours ne dépend pas tant du mode d'organisation (communal, intercommunal ou départemental) que de la densité démographique et des risques locaux (forestiers, industriels). Le coût par habitant varie de 161,23 francs, en Mayenne, à 395,68 francs en Gironde ; le rapport entre dépenses de fonctionnement et d'investissement va de 62 % à 38 % dans l'Orne à 84 % à 16 % en Charente. La direction de la protection civile estime, elle, que des coûts qui semblent induits par le projet préexistaient à celui-ci.

Le texte voté par les sénateurs, et qui va revenir devant les députés, tente de concilier les deux conceptions de l'organisation des services d'incendie, en trouvant une voie moyenne entre le « tout-Etat » et le « tout-communal ».

Pascale Sauvage

Désaccord entre les conseillers généraux

Malgré l'unanimité affichée par l'Assemblée des présidents des conseils généraux (APCG), réuni à Lyon mercredi 27 et jeudi 28 mars, la départementalisation des services d'incendie divise les élus départementaux. Jean Potch, président de l'APCG, a beau répéter que celle-ci « a fait passer à peu près tout ce qu'elle voulait », les divergences demeurent.

Les réticences à voir le conseil général investi d'une nouvelle compétence sont grandes, notamment parmi les élus ruraux, qui craignent une hausse du coût de fonctionnement. Le désaccord porte aussi sur l'organisation de l'établissement public départemental gestionnaire des services de secours, résultat d'un compromis sur l'importance respective des contributions des départements, communes et groupements de communes. Le choix du président donnera lieu à des rivalités entre les élus départementaux et les maires des grandes villes.

Lille rechigne, la Seine-et-Marne a pris de l'avance

LES ÉLUS et les sapeurs-pompiers de la communauté urbaine de Lille (CUDL) ont été parmi les plus réticents à la départementalisation. En trente ans, la CUDL s'est dotée d'un service d'incendie performant : 1 600 personnes, dont 866 professionnels, avec certaines équipes très spécialisées et dotées d'un matériel de pointe. A zones spécifiques, besoins spécifiques, estiment les pompiers, faisant valoir la configuration particulière du Nord, tout en longueur, adossé à la frontière belge et comprenant une zone littorale très industrialisée, une métropole (Lille) d'un million d'habitants, et le sud du département, qui ressemble à la moyenne des départements français.

« L'EXCEPTION COMMUNAUTAIRE »

Pierre Mauroy, maire de Lille et président de la CUDL, avait défendu devant le Sénat « l'exception communautaire », c'est-à-dire la reconnaissance de l'effort consenti par les communautés urbaines en matière de services de secours et la possibilité, pour elles, d'échapper à une départementalisation généralisée. Le Sénat n'a pas retenu, jeudi 28 mars, les amendements déposés dans ce sens. Les communautés urbaines tenteront donc d'obtenir — pulvérisée la départementalisation est acquise — une pérennisation des coûts au sein des établissements publics départementaux, afin d'alléger l'effort financier fourni par leurs habitants (300 francs par an et par habitant à Lille et à Dunkerque, moins de 100 francs, en

moyenne, dans le reste du département). A l'inverse, en Seine-et-Marne, engagée dans la départementalisation depuis les lois de décentralisation de 1982, personne ne songe plus sérieusement à mettre en cause un système cher, mais performant. Dans les faits, les communes avaient abandonné leurs prérogatives en matière de secours dès la fin des années 60. Le redécoupage de l'ancienne Seine-et-Marne et les feux à répétition de la forêt de Fontainebleau avaient convaincu les autorités départementales de la nécessité de renforcer les moyens humains et matériels. Aujourd'hui, pour 1,1 million d'habitants, le département compte 950 professionnels et 1 200 volontaires, répartis dans 54 centres d'intervention.

Cette organisation est justifiée par la structure d'un département qui couvre à lui seul la moitié de la superficie de l'Île-de-France. Avec 514 communes, dont 387 de moins de 2 000 habitants et aucune ville de plus de 50 000 administrés, le regroupement des moyens apparaît comme une mesure de bon sens, défendue au Sénat par Jean-Jacques Hyst (UDF-FD), vice-président du conseil général, Jacques Larché (UDF-PR), sénateur et président du conseil général, qui, selon lui, « pourrait aller à l'encontre de la décentralisation, notamment dans les départements qui comptent d'importantes communautés urbaines ».

Jean-René Lore et Roland Puig

Alain Lancelot nommé au Conseil constitutionnel

Le président du Sénat a choisi un politologue proche de la majorité pour occuper la place laissée vacante après la mort de Marcel Rudloff

UN POLITOLOGUE aux compétences reconnues par ses pairs entre au Conseil constitutionnel. Pour succéder à Marcel Rudloff décédé, René Monory, vendredi 29 mars, a choisi Alain Lancelot, directeur de l'Institut d'études politiques de Paris depuis 1987. Achevant le mandat de son prédécesseur sans pouvoir être renommé, M. Lancelot ne siègera que cinq ans parmi les gardiens de la Constitution, où il retrouvera un seul autre professeur des universités, Jacques Robert.

Ce choix du président du Sénat est en rupture avec une habitude qui commençait à s'installer : celle de nommer au Conseil constitutionnel des membres de l'Assemblée du palais du Luxembourg. Il a préféré, cette fois, désigner un juriste, il est vrai proche de la droite, mais connaissant parfaitement les dossiers qu'il aura à traiter.

M. Monory avait déjà agi dans le même esprit lorsqu'il avait nommé Jean Gicquel au Conseil supérieur de la magistrature, ou Philippe-Olivier Rousseau et Jean-Marie Cottet au Conseil supérieur de l'audiovisuel. Manifestement, ce pouvoir de nomination est trop précieux à ses yeux pour ne servir qu'à des remerciements pour services rendus, comme cela avait été le cas lorsque, en février 1995, il avait fait d'Etienne Dailly un gardien de l'Etat de droit.

Depuis longtemps, il est vrai, Alain Lancelot, pourtant de sensibilité gaulliste, est un proche de René Monory. Il fut l'un de ses conseillers officieux, du temps où l'actuel président du Sénat était

ministre de l'éducation nationale dans le gouvernement de Jacques Chirac, lors de la première cohabitation. C'est aussi à son initiative que François Mitterrand avait nommé, en décembre 1992, le directeur de Sciences-po au comité consultatif, présidé par Georges Vedel, chargé de préparer un vaste « toilettage » de la Constitution. L'autorité de ce politologue avait déjà conduit Pierre Bédégovoy, alors premier ministre, à le désigner, en juin 1992, à la commission qui avait tenté de dégrader un consensus politique sur une réforme du mode de scrutin législatif. Les personnalités qui l'avaient côtoyé à ces occasions avaient apprécié sa défense des principes essentiels — même si elle était associée à un certain pragmatisme — et son indépendance d'esprit vis-à-vis des institutions à qui il devait sa nomination.

De cette indépendance, il va devoir apporter la confirmation au Conseil constitutionnel, où cet homme autoritaire, qui s'est à plusieurs reprises heurté aux personnalités et aux étudiants de Sciences-po, va devoir apprendre la collégialité. Mais même si ce n'est pas un constitutionnaliste de formation et si ses travaux en ont fait un spécialiste reconnu de l'évolution de la vie politique française, ses compétences seront précieuses dans une institution chargée de veiller aux respects des grands principes par les majorités successives, mais dont le rôle n'est pas toujours admis par les politiques.

Thierry Bréhier

Bruxelles s'étonne du projet de zone franche en Corse

LE PORTE-PAROLE DE LA COMMISSION DE BRUXELLES, interrogé jeudi 28 mars sur le projet d'une création de zone franche en Corse, a répondu : « Pour l'instant, la Commission n'a toujours pas été informée de ce projet et a même été surprise de l'apprendre par la presse. » Notre correspondant à Bruxelles, Jean de la Guévière, précise que la Commission estime que la mesure aurait dû donner lieu à une notification préalable. A Paris, le porte-parole du Parti socialiste, François Hollande, a jugé que ce projet « ne paraît pas être la formule susceptible de provoquer un "electrochoc" ». Le président de l'Assemblée de Corse, Jean-Paul de Rocca Serra, député (RPR) de Corse-du-Sud, a jugé à l'inverse qu'il s'agit d'une mesure « de portée historique », tandis que José Rossi, député (UDF-PR) et président du conseil général de Corse-du-Sud, estime que le gouvernement a fait preuve de « courage » en opérant un choix « lucide ».

DÉPÊCHES

■ COMMERCE EXTÉRIEUR : l'excédent commercial de la France a atteint, en janvier, 8,439 milliards de francs, en données corrigées des variations saisonnières. Ce chiffre s'inscrit dans la tendance de l'année 1995 (+ 104,5 milliards d'excédent), qui s'était achevée sur un solde positif de 7,1 milliards en décembre.

■ SCRUTIN RÉGIONAL : M. Juppé va consulter les présidents des conseils régionaux sur une éventuelle modification du mode de scrutin régional, a annoncé Matignon, jeudi 28 mars, au terme d'une « réunion de concertation » des présidents des groupes parlementaires de la majorité et des secrétaires généraux du RPR et de l'UDF avec le premier ministre (Le Monde du 29 mars).

■ DÉPARTEMENT : le premier ministre a tenté de rassurer les conseillers généraux, lors des assises organisées, jeudi 28 mars, à Lyon, par l'Association des présidents de conseils généraux. Alain Juppé a souligné que le département s'est « définitivement affirmé comme un échelon fondamental de solidarité ». Il a réaffirmé que le département serait le « maître d'œuvre » de la prestation autonome en faveur des personnes âgées dépendantes.

PARLEMENT

■ COMPTES DE CAMPAGNE : le Parlement a définitivement adopté, jeudi 28 mars, la proposition de Pierre Mazeaud visant à clarifier la loi sur le financement des campagnes électorales. L'Assemblée nationale a voté conforme le texte approuvé par le Sénat le 19 mars (Le Monde du 21 mars). Le RPR et l'UDF se sont prononcés pour, à l'exception de Jean-Louis Masson (RPR, Moselle), le PS contre, le PCF n'a pas participé au vote. Contre l'avis du ministre de la justice, les députés ont donc avalisé la disposition introduite par les sénateurs permettant au juge de l'élection de ne pas prononcer l'indéligibilité du candidat dont il a reconnu la bonne foi. M. Masson a tenté en vain de faire supprimer cet article « d'auto-amnistie ».

■ DDOEF : le projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier a été définitivement adopté par le Parlement, jeudi 28 mars. Députés, puis sénateurs, ont approuvé le texte élaboré, le 27 mars, par la commission mixte paritaire (Le Monde du 29 mars). La majorité RPR-UDF a voté pour et le PS et le PCF contre.

■ SERVICE NATIONAL : la mission d'information sur le service national, créée par l'Assemblée nationale, a commencé, jeudi 28 mars, sous la présidence de Philippe Séguin, ses auditions. Elle a notamment entendu le ministre de la Défense, Charles Millon, qui a précisé le calendrier et indiqué que, dans l'hypothèse d'un service volontaire, la conscription s'arrêterait à la classe 1998.

■ MARSEILLE : la mairie a mis en place, vendredi 29 mars, des transports gratuits de substitution par autobus privés, face à la grève dans les transports publics. Par ailleurs, environ 350 commerçants ont manifesté jeudi devant la mairie contre la « désertification du centre-ville » entraînée selon eux par cette grève.

ÉTRANGERS L'affaire des Africains expulsés de l'église Saint-Ambroise puis du gymnase Japy, à Paris, a permis au gouvernement de réaffirmer sa « fermeté » dans la lutte

contre l'immigration clandestine. Il est en effet envisagé de durcir certaines dispositions de la loi Pasqua adoptée en 1993. ● JEAN-LOUIS DEBRÉ, ministre de l'Intérieur, a préparé un avant-projet de loi multipliant les mesures répressives. Ce texte sera remanié en fonction des conclusions de la commission d'enquête parlementaire sur l'immigration et

pourrait être adopté en conseil des ministres avant l'été. ● CINQUANTE-DEUX MALIENS, dont sept faisaient partie du groupe réfugié la semaine dernière à l'église Saint-Ambroise,

ont été reconduits par charter, jeudi 28 mars, à Bamako. Sur le terrain juridique, les dossiers des Africains expulsés de l'église se compliquent un peu plus chaque jour.

Le gouvernement prépare un renforcement des lois sur l'immigration

M. Debré souhaite réaménager les textes Pasqua sur l'entrée et le séjour des non-résidents. Il a rédigé un avant-projet, tandis qu'une commission d'enquête parlementaire était à l'œuvre. Si Alain Juppé n'a pas encore tranché, le travail de l'exécutif avance à grands pas

MOINS DE TROIS ANS après son adoption en urgence, la loi Pasqua sur l'immigration serait-elle déjà obsolète, au point de nécessiter un ravalement complet ? La question taraude certains cercles de la majorité. L'insatisfaction liée à l'inefficacité chronique du système des reconduites à la frontière (22 % des décisions ont été effectivement exécutées en 1995) et la pression de certains élus réticents par la xénophobie montante et les scores du Front national poussent à remettre sur le métier une législation qui a déjà subi treize modifications en seize ans. L'affaire des Africains sans papiers de l'église Saint-Ambroise vient de fournir une démonstration de l'acuité du problème.

Sans attendre la publication des conclusions de la commission parlementaire sur l'immigration clandestine, prévue le 11 avril, le ministre de l'Intérieur a préparé un avant-projet de loi extrêmement répressif (*Le Monde* du 7 mars). Morceaux choisis : la prolongation à l'infini de la rétention pour les étrangers qui dissimulent leur passeport, la confiscation de ce document et le relevé informatisé des empreintes digitales de tous les étrangers, la constitution d'un fichier des personnes hébergeant des étrangers, l'interdiction de débarquer pour les passagers clandestins qui demandent l'asile.

Ce texte a fait l'objet, jeudi 21 mars, d'un premier examen interministériel. M. Debré a été invité à reprendre partiellement sa copie, notamment pour apprécier les risques - sérieux - de censure par le Conseil constitutionnel en matière de rétention et de droit d'asile. Particulièrement onéreuse, la disposition sur le relevé des empreintes digitales n'a pas été retenue. Mais elle devrait réapparaître dans le rapport de la commission parlementaire qui inspirera la rédaction du projet définitif. Ce texte pourrait éventuellement être adopté par le

conseil des ministres avant l'été pour être voté à l'automne, assure-t-on dans l'entourage d'Alain Juppé.

Cependant, rien n'indique aujourd'hui que le gouvernement souhaite relancer un vaste chantier législatif sur ce sujet miné que les textes votés en 1993 prétendaient avoir traité pour longtemps. « Le projet n'en est qu'à son stade préparatoire et n'a fait l'objet d'aucune délibération », précise-t-on à Matignon. Le premier ministre n'a pas donné son sentiment. « Il est vrai que, même au lendemain de l'expulsion des Africains de Saint-Ambroise, Alain Juppé s'était gardé de la moindre allusion au projet gouvernemental, affichant seulement sa « fermeté » contre « l'immigration clandestine et l'insécurité ». A peine plus explicite, le garde des sceaux a assuré, après la série de remises en liberté décidées par les juges, qu'il allait envisager une modification des règles de la rétention condui-

sant « probablement à améliorer la loi ».

En réalité, la perspective d'une refonte de la loi Pasqua est loin de faire l'unanimité au sein de l'exécutif. Alors que le ministre de l'Intérieur et nombre d'élus de la majorité voient d'un bon œil une « loi Debré » compléter la célèbre « loi Pasqua », certains, dans les allées du pouvoir, fustigent déjà le « prurit législatif » sur l'immigration. Il est vrai qu'en ayant accepté, en octobre, la constitution à l'Assemblée nationale de la commission d'enquête sur l'immigration clandestine le gouvernement a entrouvert la boîte de Pandore.

LES ÉLUS LES PLUS RADICAUX

Préside par Jean-Pierre Philibert, député (UDF) de la Loire et rapporteur modéré de la loi Pasqua de 1993, cette instance comprend les élus de droite les plus radicaux. Pierre Bernard, le maire (divers droite) de Montfermeil, par deux

fois condamné pour avoir refusé l'inscription d'enfants d'étrangers dans les écoles, y cite Jean-Marie André, le maire (UDF-FR) de Beaucourt (Nord), qui a récemment réclamé que toute installation d'un étranger dans son département soit soumise au préfet. Les quatre députés de gauche, sur trente membres, sont réduits à faire de la figuration.

La commission s'apprête à rendre publiques nombre de propositions que les collaborateurs de Charles Pasqua avaient écartées en 1993, mais dont certaines se retrouvent dans l'avant-projet Debré. Il serait ainsi question de prolonger la durée de rétention administrative des étrangers en situation irrégulière, pourtant bloquée à dix jours par le Conseil constitutionnel. Un contrôle élargi du juge judiciaire serait réservé à ces rétentions longues (plusieurs semaines), tandis que les autres placements s'effectueraient dans un cadre strictement administratif,

policiers en l'occurrence. Le rapport suggérerait aussi que soient relevées les dix empreintes digitales de tout étranger sollicitant un visa ou un titre de séjour, afin de repérer ensuite l'identité des illégaux qui font disparaître leur passeport.

L'OMBRE DE M. PASQUA

Une autre proposition tendrait à accroître les pouvoirs des maires pour la délivrance des certificats d'hébergement nécessaires à l'accueil d'un étranger. Il est question de mettre à la charge des organisateurs de filières de travail clandestines les frais de rapatriement. Le projet envisagerait enfin de restreindre à nouveau l'accès des sans-papiers à l'aide médicale à domicile. « Les grands principes ne seront pas remis en cause », se défend M. Philibert. Le président de la commission admet que remplacer l'immigration au cœur du débat politique « n'est pas très bon », mais estime que la difficulté à organiser l'éloignement for-

cé des irréguliers exige un renforcement de la législation. « A titre personnel », il juge que « certaines personnes en situation irrégulière », comme les parents d'enfants français et les conjoints de Français, « méritent d'être traités autrement que par la voie répressive ». Mais, précise-t-il, il s'agit de situations « résiduelles » résultant de faits antérieurs à la loi Pasqua.

L'ombre de l'ancien ministre de l'Intérieur plane sur tous les débats. Ceux qui, dans la majorité, lui préfèrent son successeur ne seraient pas fâchés d'apporter la démonstration des limites de la loi de 1993. A l'inverse, certains proches de M. Pasqua soulignent les dispositions inacceptables pour les libertés communes dans l'avant-projet actuel. Et ceux-là prophétisent volontiers que la petite montagne du projet Debré pourrait accoucher d'une souris.

Philippe Bernard

Les leçons de Saint-Ambroise

Paris plante le décor. Bonnes âmes militantes contre gardiens de l'Etat de droit, indignation hypocrite d'une partie de la gauche contre accusations de laxisme, fermeté gouvernementale contre avancée du Front national. Tout est en place pour relancer un débat venimeux alimenté par les premiers échos des projets gouvernementaux.

L'expulsion des Africains dans l'actualité fournit pourtant l'occasion de confronter ces projets à une situation bien réelle. Suffira-t-il, comme des députés y songent, d'avoir mémorisé dans un immense fichier informatique les empreintes digitales de tous ceux qui ont été interpellés pour rendre aisée leur reconduite à la frontière, avec femme et enfants nés en France, voire leur reconnaissance par les consuls ? En quoi le fichage des demandeurs de certificat d'hébergement aurait-il empêché des Maliens d'entrer en France clandestinement ? La prolongation de la durée légale de rétention aurait-elle empêché des juges de remettre en liberté certains interpellés pour sanctionner des illégalités de procédure ? Même si elles avaient force de loi, les actuelles propositions gouvernementales

n'auraient permis de prévenir ou de réprimer que peu de situations irrégulières présentées par les « réfugiés de Saint-Ambroise ».

L'expulsion concertée de centaines d'Africains musulmans à Saint-Ambroise et l'étonnant spectacle de la détermination de femmes prêtes à passer des nuits dans un coin d'église, à rester assises sous la pluie pendant des heures avec leurs enfants, ont suscité la surprise, alimentée par un énorme fossé social et culturel. Le même type d'incompréhension aboutit à d'autres contresens en matière de répression du séjour irrégulier en France. Ainsi se trompe-t-on probablement en imaginant qu'une prolongation de la privation de liberté amènera les sans-papiers qui font disparaître leur pièce d'identité pour échapper à l'aviation à révéler leurs véritables identités et nationalités. Les pressions qui poussent les migrants à fuir la misère et l'oppression sont d'une telle ampleur que bien des « irréguliers » préfèrent la rétention ou la prison ici au retour libéré. L'échec de la « rétention judiciaire » de trois mois inventée par la loi Pasqua s'explique en partie par cette réalité.

Tout se passe en fait comme si

l'on ne cessait de considérer la question de l'immigration comme une passoire hexagonale dont on s'emploierait à colmater les trous. De restrictions de visas en fichage des hôtes de visiteurs étrangers, d'entorses au droit d'asile en contrôles d'identité banalisés, les frontières de nos libertés se resserrent à mesure que se ferment celles du pays. Mais les réalités des migrations internationales sont mouvantes, l'astuce des candidats au voyage n'a pas de bornes et de nouveaux « trous » apparaissent.

Le défi du travail clandestin n'a été relevé par aucun gouvernement

Reste la nécessité de contrôler les flux, de faire respecter les lois sur l'entrée et le séjour des étrangers, d'améliorer l'efficacité des reconduites. En dépit des apparences, tous les efforts en ces directions ne sont pas condamnés

à l'inefficacité. Une piste essentielle, parce que préventive, concerne la répression du travail clandestin, aujourd'hui limitée faute de moyens et de coordination entre les administrations. Objet de nombreux discours et textes, ce défi n'a été relevé par aucun gouvernement, tant les intérêts économiques et corporatifs s'y opposent.

D'autres progrès concernent la diplomatie. L'une des principales causes d'inefficacité des reconduites à la frontière réside dans le refus des consuls, de bonne ou de mauvaise foi, de reconnaître leurs ressortissants interpellés en situation irrégulière et de leur délivrer le laissez-passer indispensable au retour. Le cloisonnement des administrations isole la politique de coopération de celle d'immigration. L'exemple de l'Allemagne, qui contraint ses voisins de l'Est à reconnaître leurs clandestins, moyennant aide financière et investissements, mérite d'être médité. Comme toutes les politiques de développement qui tendent à fixer les populations sur place en les dissuadant de tenter l'aventure de l'émigration.

Ph. B.

Cinquante-deux Maliens ont été expulsés par charter vers Bamako

SEPT des trois cents Maliens qui avaient occupé l'église Saint-Ambroise, à Paris, pendant cinq jours, ont été reconduits à la frontière, jeudi 28 mars. Ils ont été placés à bord d'un Boeing 737 de la compagnie Air Charter affrété par le ministère de l'Intérieur, qui a décollé à 17 h 30 en direction de Bamako. Quarante-cinq autres Maliens en situation irrégulière et frappés d'un arrêté de reconduite à la frontière se trouvaient également à bord. Depuis août 1995, il s'agit du quinzième départ groupé de clandestins à bord d'un charter, a annoncé le ministère de l'Intérieur.

Les sept Africains de Saint-Ambroise avaient été interpellés le 22 mars, lors de l'évacuation de

l'église parisienne par la police. Un arrêté de reconduite à la frontière avait été prononcé contre eux par le préfet de police et confirmé par le tribunal administratif, mais tous avaient été remis en liberté, samedi 23 mars, par un juge au motif que leur interpellation ne s'était pas faite régulièrement. Ces libérations ont ensuite été annulées par la cour d'appel de Paris.

Tous ont alors été convoqués par la préfecture de police pour « examen de leur situation ». Comme souvent en pareil cas, ils ont été accueillis non par des agents administratifs mais par des policiers. Replacés en rétention, ils ont été conduits au centre du Métron-Amelot, près de Roissy, en attendant leur embarquement, jeu-

di. Plusieurs organisations, parmi lesquelles la Cimade et la Ligue des droits de l'homme, ont immédiatement condamné cette « expulsion collective ».

BATAILLE JUDICIAIRE

Sur le terrain juridique, le dossier se complique chaque jour. Pendant que le tribunal de grande instance examinait le référé présenté par les familles (*lire ci-contre*), la cour d'appel prononçait, jeudi 28 mars, dix libérations de Maliens.

Le conseiller Jean Bernheim, qui avait annulé les décisions de remise en liberté prononcées en première instance en faveur des trente-huit Maliens interpellés à l'église Saint-Ambroise, a cette

fois confirmé huit libérations prononcées, mardi 26 mars, en faveur des Africains évacués du gymnase Japy. Il y a ajouté deux remises en liberté de Maliens dont le juge délégué avait ordonné la prolongation de la rétention. Une cinquantaine d'autres cas devaient encore être examinés vendredi 29 mars. Par ailleurs, sept prêtres de la mission ouvrière de Paris ont adressé, jeudi 28 mars, une lettre ouverte à Mgr Lustiger. « L'expulsion que vous avez demandée couvre de honte notre Eglise. Une honte que le courage, la générosité et l'engagement d'une multitude de chrétiens pour et avec les immigrés ne sauraient cacher », écrivent-ils.

Pendant ce temps-là, deux cents personnes - hommes, femmes et enfants - en majorité maliennes, poursuivent leur pérégrination à travers Paris. Après l'église Saint-Ambroise, le gymnase Japy, la librairie de la Ligue communiste révolutionnaire, le siège de l'association Droits devant et un local paroissial, ils ont passé la nuit de jeudi à vendredi au syndicat SUD-PTT, rue de la Mare, dans le 20^e arrondissement. Vendredi matin, ce groupe, dans lequel figurent soixante-dix enfants en bas âge, a de nouveau démenagé pour s'installer à la Cartoucherie, dans le bois de Vincennes.

Nathaniel Herzberg

Référé contre Mgr Lustiger et le préfet de police

Le juge des référés du tribunal de grande instance de Paris se prononcera le 2 avril sur la demande formée par une partie des étrangers expulsés de l'église Saint-Ambroise, qui invoquent une « voie de fait » commise par Mgr Lustiger, le maire de Paris et le préfet de police. Le 28 mars, M. Gérard Tcholakian a demandé la réintégration des personnes expulsées, en soutenant que la façon dont les locaux avaient été utilisés les rendait assimilables à un domicile. Selon l'avocat, le préfet de police aurait agi illégalement en procédant à l'expulsion sans attendre une décision d'une juridiction judiciaire ou administrative. Pour M. Alexandre Martin-Combes, défenseur du préfet de police, il ne s'agissait pas d'« expulsion » mais seulement d'une « évacuation » réalisée dans le cadre des prérogatives de police administrative du préfet. Cette thèse a été soutenue par le substitut, qui a demandé au juge de se déclarer incompétent.

Recommandé par
"Paris pas cher" et "Paris Combines"
pour mieux acheter : testez
literies et canapés...
de grandes marques

Appelez le
42.08.71.00 - 7/7

MOBECO
5500 m² d'exposition
737, rue de Belleville Paris 19^e 75019
50, avenue Foch Paris 16^e 75016

Préfecture de la Haute-Loire direction des affaires internationales 1 ^{er} bureau	Préfecture de la Loire direction des relations avec les collectivités locales 3 ^{ème} bureau
Conformément aux dispositions de l'arrêté interpréfectoral du 15 MARS 1996 le projet d'aménagement de la RN 88 bis à Firminy-le Puy-en-Velay sera soumis DU 17 AVRIL 1996 AU 31 MAI 1996 ENCLUS aux formalités d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, à l'attribution du caractère de route express à cette voie et à la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols des communes de Monistrol-sur-Loire et Yssingeaux.	
Pendant cette période, les dossiers d'enquête seront déposés en mairies de :	
— Fraissinet et Firminy (dans le département de la Loire)	
— à la sous-préfecture d'Yssingeaux, en mairies de St-Ferréol d'Auroure, Pont Salomon, la Selve-sur-Sembois, la Chapelle d'Aurec, Monistrol-sur-Loire, St-Maurice de Lignon, Yssingeaux, Besançon, le Pertuis, Saint-Hostien, St-Etienne Lardérol, St-Pierre Eyraud, Blavory, St-Gervais-Laprade, Brives-Charensac, le Montell (dans le département de la Haute-Loire) où ils pourront être consultés aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux.	
Les observations pourront être consignées sur les registres ouverts à cet effet ou être adressées par écrit, avant la clôture de l'enquête, à M. Jean Saurou, président de la commission d'enquête, à la sous-préfecture d'Yssingeaux.	
Cette commission désignée par le tribunal administratif de Clermont-Ferrand est composée de M. Jean Saurou, président, Ingénieur des TPE honoraire, de M. Pierre Granger, directeur de services techniques en retraite et de M. Jean-Claude Traulle, géomètre-expert.	
La commission d'enquête ou un de ses membres siègera en mairies des communes suivantes :	
— Fraissinet : le 22 avril 1996 de 13 h 30 à 17 h 30	
— Firminy : le 29 avril 1996 de 13 h 30 à 17 h	
— St-Ferréol d'Auroure : le 24 avril 1996 de 14 h à 17 h	
— Pont Salomon : le 26 avril 1996 de 9 h à 12 h	
— Monistrol-sur-Loire : le 30 avril 1996 de 13 h 30 à 16 h 30	
— Saint-Maurice de Lignon : le 2 mai 1996 de 14 h à 17 h	
— Yssingeaux : le 3 mai 1996 de 8 h à 12 h	
— Besançon : le 15 mai 1996 de 8 h 30 à 12 h 30	
— St-Pierre Eyraud : le 20 mai 1996 de 10 h à 12 h	
— St-Etienne Lardérol : le 20 mai 1996 de 14 h à 16 h 30	
— Blavory : le 21 mai 1996 de 8 h à 12 h	
— St-Gervais-Laprade : le 21 mai 1996 de 14 h à 18 h	
— le Pertuis : le 22 mai 1996 de 8 h à 12 h	
— St-Hostien : le 23 mai 1996 de 14 h à 17 h	
— Brives-Charensac : le 29 mai 1996 de 8 h à 12 h	
— le Montell : le 29 mai 1996 de 16 h à 19 h	
— à la sous-préfecture d'Yssingeaux : le 31 mai 1996 de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h	
A l'issue de l'enquête, copie du rapport de la commission d'enquête sera déposée à la préfecture de la Loire, à la préfecture de la Haute-Loire, à la sous-préfecture d'Yssingeaux, et dans chacune des mairies concernées.	
Toute personne intéressée pourra en demander communication.	
le Puy-en-Velay, le 15 mars 1996 Le Préfet de la Haute-Loire Nicolas JACQUET	St-Etienne, le 15 mars 1996 Le Préfet du Département de la Loire Jean DAUBIGNY

Un rapport dénonce la surconsommation de somnifères et de tranquillisants en France

Le professeur Edouard Zarifian met en cause la formation initiale et continue des médecins

Dans un rapport de mission commandé en janvier 1995 par M^{me} Veil et M. Douste-Blazy, remis vendredi 15 mars aux autorités et rendu public

jeudi 28 mars, le professeur Edouard Zarifian explore les méandres de la prescription massive de médicaments psychotropes en France. Il dé-

nonce la « pensée unique » du tout-médicament et la collusion des experts avec l'industrie pharmaceutique (lire aussi notre éditorial page 13).

LE CONSTAT est sévère, et dressé par un homme avisé : « Si la situation reste inchangée, on peut facilement annoncer l'explosion de la médicalisation pharmacologique de l'existence. » Autrement dit, les moins aléas de la vie quotidienne pourraient un jour être « soignés » sur simple prescription médicale grâce aux molécules agissant sur le système nerveux central.

Les conclusions du professeur Edouard Zarifian (CHRU de Caen), chargé en janvier 1995 par Simone Veil et Philippe Douste-Blazy d'établir un rapport sur la prescription de médicaments psychotropes en France, sont accablantes : enseignement partiel et partial, formation continue et informations médicales biaisées, collusion des experts et des décideurs avec l'industrie pharmaceutique, agressivité promotionnelle des laboratoires.

Les Français consomment « un peu plus de trois fois plus de médicaments psychotropes que l'Allemagne ou la Grande-Bretagne et largement plus de deux fois ce que consomme l'Italie ». Les dernières enquêtes disponibles évaluent à 11 % le nombre de Français adultes prenant régulièrement (au moins une fois par semaine depuis au moins six mois) un médicament psychotrope (tranquillisants, hypnotiques, neuroleptiques ou antidépresseurs). Près de 30 % des femmes de plus de soixante ans sont des consommatrices régulières. Cette consommation tend à croître avec l'âge. Elle est aussi liée à des difficultés d'ordre professionnel, les chômeurs dépassant de 57 % le taux moyen de consommation.

« Soumis aux seules représentations de la promotion, pressé par la demande de sa clientèle, le médecin est un héros de savoir encore, parfois, résister à la tentation de prescrire systématiquement »

Cependant, explique le rapporteur, « le volume des ventes des médicaments psychotropes, aussi élevé soit-il, ne peut renseigner sur l'état de la santé mentale des Français ». Les causes de ce « mésusage du médicament » sont multiples et renvoient, selon l'auteur, à une forme de « pensée unique » dans la prise en charge de la souffrance mentale. Selon le professeur Zarifian, « il existe une intentionnalité claire de fournir exclusivement aux médecins généralistes ou spécialistes, par la voie de discours académiques, une représentation monolithique réduite aux seuls symptômes accessibles aux seuls médicaments ». « Seul compte, déplore-t-il, un répertoire de symptômes. On ne prend plus en compte ce qu'est le patient, ce qu'il exprime à titre individuel, ni le contexte de survenue des troubles. »

La dépendance de la presse médicale

Dans son rapport, le professeur Zarifian pose la question de « l'indépendance de la presse médicale ». La jeunesse « très préoccupante », il indique qu'en dehors de quelques revues (par exemple *Prescrire*), la presse médicale dépend financièrement de ses annonceurs et « surbit des pressions multiples de la part des chefs de produit sur le contenu rédactionnel dès lors qu'il s'agit de médicaments ». Ils s'inquiètent également de la multiplication des revues internes aux laboratoires, présentées de manière attrayante, comportant les signatures des leaders d'opinion et des experts habituels. Ces revues, dit-il, « ne véhiculent qu'une information totalement orientée ».

« La mort de la presse médicale indépendante et même de la presse médicale tout court est prévisible à très court terme », écrit le professeur Zarifian, demandant aux pouvoirs publics de tenir compte de l'engagement des laboratoires qui alimenteraient une presse « réellement indépendante ».



Cette foi hexagonale dans le « tout-médicament » est essentiellement provoquée par les carences de la formation et de l'information des médecins. « Revues, colloques, congrès sont (...) soit organisés, soit sponsorisés par l'industrie pharmaceutique. Des pans entiers d'informations n'arrivent pas aux médecins français », observe encore le psychiatre. La prescription s'en trouve uniformisée et « universalisée » si l'on peut dire. C'est ainsi que « non formé à la faculté, uniquement formé ultérieurement par des sources contrôlées par l'industrie, sans références académiques objectives et indépendantes qui pourraient être contradictoires avec des messages promotionnels, soumis aux seules représentations de la promotion, - directe ou indirecte -, pressé par la demande de sa clientèle, le médecin est un héros de savoir encore, parfois, résister à la tentation de prescrire systématiquement ».

Dénouant la disparition de l'enseignement de la psychopathologie dans les facultés de médecine, la suprématie de la prescription médicamenteuse dans le discours dominant et l'élimination de toute évocation des « médecines alternatives » dans les cursus universitaires, le professeur Zarifian regrette en outre que « l'industrie pharmaceutique, directement ou indirectement, façonne le contenu de la formation médicale continue ». La toute-puissance promotionnelle des laboratoires fabriquant ces molécules est détaillée par le même.

L'indépendance des experts, des

universitaires et des différents « leaders d'opinion » dans le domaine médical est gravement mise en cause. « On voit les liens étroits qui existent entre de nombreux leaders d'opinion du secteur académique et l'industrie pharmaceutique, écrit le psychiatre. Il n'est donc pas étonnant qu'ils puissent servir de relais au discours promotionnel qui est alors émis avec une caution académique pour lui conférer une crédibilité supplémentaire. » Les décideurs institutionnels (Agence du médicament, commissions diverses) ne sont pas épargnés : « Comment peut-on être un expert indépendant pour les pouvoirs publics (dans le cadre d'un quasi-bénévolat) lorsque l'on est en même temps un consultant bien rémunéré, parfois un prestataire de

Qui prescrit quoi ?

Les médecins généralistes représentent 70 % à 75 % des prescripteurs d'antidépresseurs et 75 % à 80 % des prescripteurs d'anxiolytiques et d'hypnotiques. Une enquête « France entière » de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (Cnamts) citée dans le rapport d'Edouard Zarifian, révèle que « 14,81 % des ordonnances analysées comportent au moins la prescription d'un médicament anxiolytique ou hypnotique ». 83 % de ces prescriptions sont rédigées par des médecins généralistes. Le Temesta et le Lexomil arrivent en tête de liste des anxiolytiques les plus prescrits et l'Anavane, le Stilnox et le Rohypnol sont les hypnotiques les plus fréquemment indiqués.

Le nombre de médicaments sur ordonnance passe de 3,7 en moyenne à 5,3 si celle-ci comporte au moins un psychotrope. La « qualité rédactionnelle » de ces ordonnances apparaît par ailleurs moins bonne que celle des prescriptions de médicaments anti-infectieux. L'ancienneté moyenne des traitements est de 7,5 ans.

services ou même simplement un obligé d'une firme pharmaceutique ? », demande le spécialiste, qui résume son propos par la formule « qui paie, commande ».

De même, le rapporteur estime que « la mort de la presse médicale indépendante, et même de la presse médicale tout court, est prévisible à très court terme ». Selon lui, « il paraît utile de favoriser la constitution d'un groupe de travail réunissant tous les porteurs d'intérêt et débouchant sur la définition d'une déontologie qui, en préservant les intérêts de chacun, serve principalement la santé publique ». Il préconise aussi la création d'un observatoire national de la prescription médicamenteuse, le renforcement conséquent de la pharmacovigilance et surtout, une « optimisation de la chaîne de soins » passant par « un nouveau partenariat des acteurs de la santé ».

En l'absence de ce système contractuel où « la transparence des liens entre les leaders d'opinion et l'industrie pharmaceutique de-

rait être clairement affichée », la ligne de démarcation entre le normal et le pathologique sera de plus en plus floue et de nature à entraîner de dangereux dérapages. Le professeur Zarifian n'a par exemple pas de mots assez durs pour dénoncer les biais induits lors des essais cliniques des médicaments psychotropes. « Les malades avec qui sont réalisés ces essais thérapeutiques, fait-il observer, ne représentent en rien les populations qui seront traitées une fois que le médicament aura obtenu son autorisation de mise sur le marché. »

Finalement, estime le rapporteur, « on a le sentiment que tout a été dit, mais que rien n'a été fait ». Le psychiatre souligne l'impérieuse nécessité de mieux informer le grand public, qui « confond très souvent tristesse et dépression », et il s'inquiète de l'éventuelle apparition en France « de nouvelles classes thérapeutiques à visée comportementale, dans le domaine de l'agressivité et de la violence par exemple ». Le professeur Zarifian croit même possible d'« annoncer la maîtrise pharmacologique des enfants débilités, comme cela est le cas aux États-Unis avec la Ritaline, et le développement rapide du marché des psychotropes dans le domaine pédiatrique ».

Hervé Gaymard, secrétaire d'Etat à la santé et à la Sécurité sociale doit présenter, mardi 2 avril, une série de mesures prises en application de ce rapport de mission. Il est à espérer que la décision politique sera à la hauteur des enjeux de société que soulèvent ces prescriptions.

Laurence Folléa

Responsabilités multiples dans le drame du Drac selon les experts

Six enfants et un adulte avaient péri noyés

GRENOBLE de notre bureau régional Les experts - deux géomètres et deux hydrologues - commis par le juge Nathalie Carnevale pour déterminer les causes de la catastrophe survenue dans le lit du Drac (Isère), le 4 décembre 1995, n'ont épargné aucun des « acteurs » présumés du drame qui fit sept victimes (six enfants âgés de six à huit ans et leur accompagnatrice) parmi les participants d'une classe verte. Le niveau du Drac s'était brusquement élevé à la suite d'un lâcher d'eau du barrage de Saint-Georges-de-Commiers.

Le rapport de cinquante pages remis au magistrat instructeur (Le Monde du 28 mars) révèle de graves dysfonctionnements dans les différents services, notamment ceux d'EDF, de l'éducation nationale et des communes de Saint-Georges-de-Commiers et de Grenoble. Dès la semaine prochaine, le juge d'instruction devra procéder à une série de mises en examen. Les experts soulignent en effet la « présence aventureuse » d'enfants dans ce site dont l'accès était certes réglementé par des panneaux mais où se pratiquait depuis de nombreuses années un « tourisme sauvage » indirectement encouragé par EDF et les deux communes, qui envisageaient la création d'un « espace nature ».

Des incidents de même nature que celui survenu le 4 décembre s'étaient déjà produits au cours des années précédentes sans qu'apparemment en aient été tirées les conséquences. Le rapport constate par ailleurs l'insuffisance de la réglementation en matière de lâchers d'eau mis en œuvre par EDF et rappelle qu'aucune

contrainte n'imposait à EDF d'informer la préfecture, la gendarmerie et les communes concernées par ces « délestages ». Depuis le 4 mars 1996, un arrêté l'oblige désormais à alerter les services de sécurité et les communes concernées.

CLIMAT SOCIAL TENDU Par ailleurs, M^{re} Denis Dreyfus, avocat de parents de victimes, note, comme les experts, que le drame s'est produit « dans une période sociale très tendue » (un huis-clos était venu, à la demande de la direction régionale d'EDF, constater l'occupation de la salle des machines), « ce qui a, peut-être, précipité un lâcher sans que l'on prenne toutes les sécurités nécessaires ». Ce sont des raisons purement économiques et non de sécurité - l'exploitation en amont de la retenue de Saint-Georges-de-Commiers du puissant barrage du Monteynard - qui ont motivé une vidange partielle de l'installation hydroélectrique, afin que ce barrage puisse fonctionner à plein régime.

Son usine n'était pas alors entravée par le mouvement de grève, qui affectait uniquement la centrale située en aval, mais ses employés souhaitaient interrompre le fonctionnement de l'ensemble du dispositif hydroélectrique, et un bras-de-fer s'était engagé entre la direction et les syndicats. La décision d'ouvrir les vannes de la retenue de Saint-Georges-de-Commiers fut prise au niveau de la direction régionale d'EDF et la manœuvre fut contrôlée par deux ingénieurs de la centrale.

Claude Francillon

DECIDEMENT, VOUS AVEZ D'AUSSI MAUVAISES FREQUENTATIONS QUE VOS ENFANTS.

"THE ROLLING STONES STRIPPED" LE 30 MARS À 21 H 10 SUR CANAL+. VOUS ET VOS ENFANTS ASSISTEZ À LA TOURNÉE LA PLUS PRIVÉE DES STONES : LE SIXTON ACADEMY OF LONDRES, LE PARADISO D'AMSTERDAM, L'OLYMPIA À PARIS. IMAGES EXCLUSIVES, BACKSTAGES, RÉPÉTITIONS, EXTRAITS DES FAMEUX 3 CONCERTS INTIMISTES DES STONES DANS LE DOCUMENT "THE ROLLING STONES STRIPPED". LE PLUS GRAND GROUPE DE ROCK DU MONDE EST VRAIMENT LE PLUS GRAND.

LA FNAC OFFRE* UN CD SAMPLER NÉCÉSSAIRE POUR TOUT ACHAT DE L'ALBUM (STRIPPED). *DANS LA LIMITE DES STOCKS DISPONIBLES.

Pendant qu'on regarde CANAL+ au moins on n'est pas devant la télé.

Trente-huit quartiers sensibles pressentis pour devenir « zones franches urbaines »

Un projet de loi sera transmis au Parlement en mai

Le gouvernement a rendu publique, jeudi 28 mars, la liste des trente-huit quartiers défavorisés qui souhaitent obtenir le statut de zones

franches, et donc proposer aux entreprises des allègements fiscaux et sociaux. Les pouvoirs publics, qui envisageaient à l'origine vingt à trente

zones, n'excluent pas de porter à trente-cinq le nombre de sites qui seront désignés. Un projet de loi sera transmis au Parlement en mai.

LE MINISTRE de l'aménagement du territoire, de la ville et de l'intégration, Jean-Claude Gaudin, et le ministre délégué à la ville et à l'intégration, Eric Raoult, ont présenté, jeudi 28 mars, les trente-huit quartiers pressentis pour devenir « zones franches urbaines ». Un peu plus de deux mois après l'annonce, le 18 janvier, du pacte de relance sur la ville, cette mesure phare du plan d'Alain Juppé, qui propose des exonérations fiscales et de charges sociales pendant cinq ans pour les entreprises, entre dans sa phase active. Les maires des quarante-six communes concernées disposent d'un mois pour remplir le dossier de candidature. Les services de l'Etat examineront les demandes, avant que le premier ministre n'annonce « la trentaine » de sites qui seront labellisés.

Trente-huit quartiers répartis à travers quarante-cinq villes : au cours des derniers jours, la liste initiale - publiée par *Le Monde* du 23 mars - s'est enrichie de deux nouveaux venus : la Croix-Rouge, à Reims, et le Vermandois, à Saint-Quentin (Aisne). De même, le gouvernement a finalement dé-

cidé de prendre en compte l'ensemble du quartier des Hauts-de-Garonne, en y incluant la partie bordelaise. Enfin, à Vaulx-en-Velin (Rhône) et sur les communes de Roubaix et de Tourcoing (Nord), les périmètres envisagés ont été étendus et pourront couvrir l'ensemble des quartiers déjà intégrés dans les opérations de réhabilitation lourdes baptisées « grands projets urbains ». Les services de l'Etat ont d'abord désignés les 700 « zones urbaines sensibles », à savoir les quartiers les plus en difficulté, puis ont imposé cinq critères : une population supérieure à 10 000 habi-

lants, un taux de chômage supérieur à 14 %, une proportion de jeunes supérieure à 36 % et de non-diplômés supérieure à 29 %, un potentiel fiscal de moins de 3 800 francs par habitant. « Nous n'avons pas tenu compte des critères politiques », a assuré Jean-Claude Gaudin, mais il y a eu de la majorité que de l'opposition.

Les municipalités ont jusqu'au 29 avril pour remettre le dossier. Elles y proposeront notamment un périmètre précis regroupant le quartier et des terrains utilisables pour accueillir des entreprises. Selon Jean-Claude Gaudin, le

gouvernement n'a pas retenu de quartiers même délabrés de centre-ville, car la détermination du périmètre aurait posé de graves problèmes, deux côtés d'une même rue se trouvant l'un exonéré d'impôt, l'autre pas. Les conseils municipaux concernés devront avoir approuvé la création de cette zone. La délégation interministérielle à la ville (DIV) instruit les dossiers avant la décision finale du gouvernement.

Ce choix ne devrait cependant pas être trop corrélatif. Eric Raoult a en effet annoncé que la commission européenne avait remis, le 27 mars, un avis favorable pour 35 zones : le gouvernement, qui envisageait à l'origine vingt à trente zones, n'exclut donc plus de « monter à trente-cinq ». Si certaines villes comme Vaulx-en-Velin - dont le maire, Maurice Charrier (divers gauche), s'était opposé au principe - persistent à refuser les zones franches, la tâche des ministres sera encore simplifiée. Un projet de loi sera présenté en conseil des ministres à la fin du mois d'avril, puis transmis au Parlement en mai.

Nathaniel Herzberg

Les communes dont la candidature a été retenue

● Région parisienne : Meaux, Montreaux, Les Mureaux, Strasbourg, Mulhouse, Belfort. ● Ouest : Dreux, Le Mans, Le Havre, Cherbourg-Octeville. ● Centre : Bourges, Châteauneuf. ● Rhône-Alpes : Saint-Etienne, Vaulx-en-Velin, Valence. ● Sud : Nîmes, Marseille, Montpellier, Perpignan, La Seyne-sur-Mer, Nice, Bordeaux - Cenon - Floirac - Lormont.

● Est : Metz, Reims, Saint-Dizier, Strasbourg, Mulhouse, Belfort. ● Ouest : Dreux, Le Mans, Le Havre, Cherbourg-Octeville. ● Centre : Bourges, Châteauneuf. ● Rhône-Alpes : Saint-Etienne, Vaulx-en-Velin, Valence. ● Sud : Nîmes, Marseille, Montpellier, Perpignan, La Seyne-sur-Mer, Nice, Bordeaux - Cenon - Floirac - Lormont.

CARNET

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Jong Hae et Peter STOKLOSAS sont heureux d'annoncer la naissance de

Amélia Min, à Paris, le 21 mars 1996.

23 bis, rue Bruni, 75013 Paris.

Janine et Etienne FÉNICAUD, Geneviève et Pierre VIDAL-NAQUET, laissent à

Elie, la joie de faire part de la naissance, chez leurs enfants, Blaudine et Vincent, de

Juliette VIDAL-NAQUET, le 26 mars 1996.

52, rue des Archives, 75004 Paris.

Danielle, Bernard, Marie-France, Patrick, Clément, Fabrice, sont heureux de faire part de la naissance de leur petit-fils et neveu.

Maxime, le 27 mars 1996, et remercient Benoît et Valérie de ce beau cadeau.

Félicitations

- Ton épouse, Et les enfants chéris l'adressent leurs plus vives félicitations à l'occasion de la promotion.

Anne-Marie.

- Odette, Denise et Mehdi Tehigil, Le laboratoire et le département d'ethnologie et de sociologie comparative (CNRS-Université Paris-X), Et tous ses amis, ont la douleur d'annoncer le décès accidentel de

Laurent AÏSSAOUL, survenu le 18 mars 1996, en Indonésie.

Les obsèques auront lieu le 30 mars, à 14 heures, au cimetière de Montrouge.

- M. Albert ben Guigui, a la douleur de faire part du décès de son frère.

Paul GUIGUI, magistrat honoraire, survenu, le 29 février 1996, à Montrouge, à l'âge de soixante-huit ans.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les inscriptions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Michel Noblecourt

Le cyclone Bêti oblige à reporter certains CAPES en mai

POUR 26 500 candidats au CAPES, le cyclone Bêti qui a traversé la Nouvelle-Calédonie, mercredi 27 et jeudi 28 mars, à 18 700 km de la métropole, est lourd de conséquences. Ils devront recommencer l'une des épreuves, tandis que les autres sont reportées, à des dates très proches de celles de l'aggrégation, que passent aussi de nombreux candidats. Le CAPES étant un concours national, tous les candidats doivent composer en même temps : ceux de métropole commencent le 27 mars à 9 h, ceux de Nouvelle-Calédonie le 26 à 23 h heure locale.

Voici le nouveau calendrier : composition française en lettres classiques et en lettres modernes : 2 mai de 9 h à 15 h ; dissertation des CAPES d'allemand, anglais, espagnol : 2 mai de 9 h à 13 h ; options des CAPES de documentation et langues régionales : 2 mai. Première épreuve grammaticale en lettres modernes : 3 mai de 9 h à 11 h 30 ; deuxième épreuve : 3 mai de 14 h à 16 h 30 ; épreuve de traduction des CAPES d'allemand, anglais et espagnol : 3 mai de 9 h à 13 h.

■ ETA : un militant de l'organisation séparatiste basque espagnole ETA, Jesus Echevarri-Elordi, 42 ans, a été condamné, jeudi 28 mars, par le tribunal correctionnel de Paris à quatre ans d'emprisonnement pour participation à une association de malfaiteurs. Cette condamnation a été assortie de cinq ans d'interdiction de séjour dans plusieurs régions françaises. M. Echevarri-Elordi était poursuivi dans l'affaire concernant l'hébergement par des Bretons de Basques espagnols soupçonnés d'appartenir à l'ETA (*Le Monde* des 3 et 4 mars).

■ INJURES : Bernard-Henry Lévy a été condamné, jeudi 28 mars, par la 17^e chambre du tribunal correctionnel de Paris à 10 000 francs d'amende pour avoir injurié Jean-Marie Le Pen et le Front national dans les colonnes du *Point*, le 9 septembre 1995. Évoquant le meurtre de Jean-Claude Poulet-Dachary, adjoint au maire de Toulon, le chroniqueur écrivait notamment que le FN était « le plus louche » et « le plus falsifié » des partis. Le tribunal a estimé que ses propos dépassaient les « quelques excès de langage » que permet le débat politique.

■ GIGASTORAGE : Blaise Dimitrov, fondateur de la société Gigastorage, est sorti de la prison de Besançon, jeudi 28 mars, après le versement par son avocat d'une caution de 600 000 francs. En détention provisoire depuis début février, l'homme d'affaires américain d'origine bulgare a été remis en liberté par un arrêt de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Besançon, qui lui a imposé un contrôle judiciaire, assorti de l'interdiction de quitter la France. Christian Proust (MDC), président du conseil général de Belfort, et Jean-Pierre Mallot, directeur de l'agence de développement économique du département (ADEST), sont toujours en détention provisoire.

Avis de messes

- Une messe sera célébrée à la mémoire du

président Georges POMPIDOU,

en l'église de Saint-Louis-en-l'Île, à Paris, le mardi 2 avril 1996, à 9 h 30.

Ses amis et anciens collaborateurs sont invités à y participer.

Colloques

- Colloque international, sous la présidence de M. Jean Lecat et sous le parrainage de M. Henry de Lumley La communication écrite en Méditerranée

Des signes photographiques à l'alphabet, 14 et 15 mai 1996.

Villa grecque Kérylos, 06310 Beaulieu-sur-Mer.

Renseignements : Association « Alphabets », Tél. et télécopie : (33) 93-53-63-13.

- La commission Droits et libertés des personnes âgées de la Fondation nationale de gérontologie organise, mardi 2 avril 1996, à l'Unesco, salle XII, un colloque ayant pour thème : Agir, vers un racisme sévère ? Renseignements : FNG, 49, rue Mirabeau, 75016 Paris. Tél. : 45-25-92-80.

- L'Association Le Chaudron a été créée pour célébrer le premier centenaire du terme Psychoanalyse, 30 mars 1996-1996. Philippe Christophe, Michèle Ninio-Moise, Jacqueline Poullain-Colombier.

Communications diverses

CONTRE LE MASSACRE DU PEUPLE TCHÉTCHÈNE

SOS TCHÉTCHÈNE et le comité des mères de soldats russes

appelent à un rassemblement, le 30 mars 1996, à 14 heures, à l'Esplanade des Invalides, métro : Invalides.

SOS TCHÉTCHÈNE, 37, rue Pascal, 75013 Paris. Tél. : 42-60-80-03 - 49-22-01-58. Fax : 43-37-75-29 - 49-22-01-58.

- La Fondation Jean-Jaures (président Pierre Mauroy) organise une rencontre sur

L'INTÉGRATION

avec M^{me} Dominique Schnapper, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales.

Et M. Fodé Sylla, président de SOS-Racisme.

Le mardi 2 avril 1996, à 18 h 30 (accueil à 18 heures), à la Fédération nationale Léo-Lagrange, 12, cité Malesherbes, 75009 Paris (métro Pigalle).

Veuillez vous inscrire en téléphonant au 40-72-21-21 (demandeur Corinne), dans la limite des places disponibles.

ARTELANO

Mobilier contemporain

SOLDES EXCEPTIONNELS

vend. 29 - sam. 30 - dim. 31 mars

de 10 h à 17 h

Entrepôt ARTELANO

4, rue du Kéfir, Z.I. SENIA DRLY

Tél. : 46.87.86.20

HORIZONS

ENQUÊTE

Vache anglaise : la semaine du désastre

LA semaine de folie que vient de vivre la Grande-Bretagne et dans laquelle John Major a montré une confondante inaptitude à imposer un cap restera pour les étudiants en sciences politiques d'Oxford comme un formidable exemple d'échec en matière de politique et de communication. Un cas d'école. Toutes les erreurs ou presque semblent avoir été commises, méthodiquement. Improvisation, atermoiements, contradictions, cacophonie... Le gouvernement a couru à sa perte, bateau ivre emporté par un torrent furieux. De la crise annoncée, il a fait un désastre.

C'est pourtant M. Major lui-même qui a lancé l'affaire ; c'est lui qui a décidé de rendre public un rapport - destiné à être publié dans l'hebdomadaire médical britannique *Lancet* - d'un groupe de chercheurs dirigé par le professeur Robert Will, du Western General Hospital d'Edimbourg, qui contenait une bombe : la révélation d'un lien possible entre la maladie de la « vache folle » (ESB) et la maladie de Creutzfeldt-Jakob (MCJ). Le geste se voulait habile : il faisait du premier ministre un apôtre de la transparence, tout en lui permettant de contrôler la sortie d'une information éminemment menaçante. Apprendre que son bœuf est contaminé et peut transmettre à

découvrir leur portrait : Peter Hall, l'étudiant végétarien qui se gavait autrefois de hamburgers ; Jean Wake, ex-employée d'une usine de pâtes en croûte ; Michelle Bowen, bouchère tombée malade alors qu'elle était enceinte ; Maurice Callaghan de Belfast, qui avait survécu aux attentats pour succomber à la « vache folle » : les fossyeurs, raconte-t-on, ont creusé sa tombe 1 mètre plus profond que les autres et portaient des vêtements protecteurs à ses funérailles.

Devant les sourires figés des victimes, le duo Dorrell-Hogg contre-attaque. Omniprésent à la télévision, il y affiche une assurance imperturbable. C'est Stephen Dorrell qui, en raison de sa plus grande aisance, joue le rôle de chef d'orchestre et n'hésite pas à affronter en direct les consommateurs. Ses efforts tombent à plat. Les pays européens, à l'exemple de la France, interdisent les uns après les autres le bœuf britannique, avec le soutien, dès vendredi, de Bruxelles. L'Angleterre est sous le choc, hypnotisée par le scénario-catastrophe que lui présente une poignée de savants contestataires devenus les chouchous des médias. Richard Lacey est un peu leur héros. Pas un débat où ne l'invitent, pas un journal où le public ne reconnaisse sa silhouette rondelette, son visage préoccupé, son filet de voix égal. Sans relâche, l'universitaire de Leeds, qui réclame déjà il y a six ans l'abattage de six millions de

profanes : on trouve des traces de bœuf dans la soupe et le nougat, les boîtes de spaghetti à la bolognaise et certains desserts au chocolat, les pâtés de porc, la gelatine, le rouge à lèvres et le pudding de Noël ! Certains haussent les épaules. N'empêche. Les bouchers pourrissent en témoignage : les Anglais, ce week-end, boudent le steak. Les éleveurs sont en plein cauchemar. Leur cheptel, en une nuit, a perdu 20 % à 30 % de sa valeur. Les supermarchés annulent leurs commandes, les abattoirs sont désertés et les rares vaches présentes au marché aux enchères de Banbury tournent lamentablement devant les barrières sans trouver d'acheteurs. Un désastre, pleurent les paysans, qui refusent d'endosser la moindre responsabilité et s'attendent au pire : l'abattage du cheptel.

Toute l'Angleterre attend la décision. Déjà, la presse spéculé : combien de bêtes à tuer d'urgence ? Onze millions ? Compiqué, notamment pour l'incinération des carcasses ; traumatisé pour l'ensemble des fermiers ; et formidablement coûteux, puisqu'on parle de 20 milliards de livres. Cinq millions, c'est-à-dire tous les élevages ayant connu au moins un cas de maladie ? Dramatique pour 54 % des fermes laitières ; et encore très onéreux. Alors, combien ? Les vaches de plus de trois mois ? Ou alors les très vieilles, en fin de carrière laitière ? L'attente est minable. Le pays, groupé devant la télévision et conscient d'un affolement croissant - « Se pourrait-il que ce soit plus grave que le sida ? », titre le *Daily Express* - espère de son gouvernement des réponses rapides.

Peine perdue ! Le pouvoir flotte, persuadé que ses propos rassurants - « On peut manger du bœuf » - rassureront l'opinion et triompheront de « l'hystérie » de la presse. Voilà que le *Sunday Times* annonce que le mouton pourrait être contaminé, comme le bœuf... Et l'on a repéré des chats (69 cas) ainsi que des élevages de visons également atteints. C'est beaucoup pour le consommateur - qui est aussi un électeur. Il ne peut que se rabattre sur le porc ou la volaille, apparemment insensibles à cette fameuse farme de viande responsable de l'épidémie. Mais au fait, soufflé-t-on de plus en plus.

décidés et non appliqués, l'abandon devant les puissances d'argent. Bref, un procès en règle de la politique de déréglementation à outrance de Margaret Thatcher. N'est-ce pas au nom du moins d'Etat que l'on a réduit les contrôles sur la santé animale ou les permis de port d'armes ? Le débat est devenu politique. Que peuvent répliquer MM. Dorrell et Hogg ? Que le bœuf anglais est le meilleur du monde, qu'il reste comestible, que l'on n'a rien sans risques, que fumer ou traverser la rue est plus dangereux que mâcher du steak... Rien n'y fait.

Le gouvernement est coupé de l'opinion et se cramponne à ses vieux arguments, le Royaume-Uni isolé du reste du monde. Car les experts bruxellois confirment leur décision. Nouveau camouflage pour M. Major. Il doit monter au créneau. Un vif débat s'engage aux Communes avec le leader travailliste, Tony Blair. Et c'est le dérapage : le premier ministre affirme que l'intérêt de l'industrie du bœuf est aussi important que celui que porte la population à la santé. La phrase sonne comme un aveu : les tories, plus que jamais, apparaissent comme le parti de l'argent. Une semaine d'efforts sont partis

en fumée. Et les paysans, conscients qu'il en va de leur crédibilité, porteront le coup final en proposant eux-mêmes l'abattage sélectif des plus vieilles vaches laitières au lieu de les transformer en viande hachée. Sonné, le gouvernement semble se rallier à cette proposition comme à une bouée de sauvetage.

Mercredi sera sombre. Suppléments et menaces n'auront servi à rien. La Commission confirme que la Grande-Bretagne est désormais le seul pays où l'on puisse manger du bœuf anglais. John Major est dans une impasse. Sa stratégie de dédramatisation est apparue comme une volonté délibérée de traîner les pieds, l'appel aux « preuves scientifiques » le moyen de se défaire.

Bref, tout a mal marché. L'exemple de McDonald's serait à méditer qui, en annonçant samedi soir qu'il renonçait au bœuf anglais, a profité de la crise et s'est offert dans la presse dominicale une belle publicité gratuite. Quel meilleur moyen de lancer son burger végétarien ?

Patrice de Beer
et Annick Cojean
Dessin de D.Ole.

La grand-mère d'une victime : « Chaque jour, je m'assieds à son chevet et je pense que quelqu'un dissimule la véritable cause de la maladie qui la ronge »

l'homme une maladie terrible qui transforme son cerveau en éponge, que dix personnes en sont déjà mortes et que d'autres sont dans un coma irréversible, voilà de quoi bouleverser John Bull, « John le Taureau », Britannique moyen. C'est pourtant ce qui se passe, mercredi 20 mars, à la Chambre des communes quand, dans un jargon administratif, Stephen Dorrell, ministre de la santé, déclare : « Il ne reste aucune preuve scientifique que l'ESB puisse être transmise par le bœuf à l'homme ; mais le comité (consultatif scientifique) a conclu que l'explication la plus plausible était que ces cas étaient liés à un contact avec l'ESB avant l'incubation des abats bovins spécifiée en 1989. » Les médias traduisent : manger un hamburger peut causer la mort.

Le risque est « extrêmement faible », rassure le ministre de l'Agriculture, Douglas Hogg, qui ne croit pas que les révélations du jour « nuiront à la confiance du consommateur et au marché du bœuf », mais annonce de nouveaux contrôles. Las ! On apprend très vite que ces mesures ne seront pas tout de suite appliquées. Mais ne s'était-on pas rendu compte fin 1995 que 43 % des abattoirs ne respectaient pas la réglementation prévue en 1989 ? Le premier ministre reste en retrait ; il n'apparaît même pas aux Communes. Informé le lundi du fameux rapport dattant de début mars, il a réuni dès le mardi ses ministres pour en étudier les conséquences. M. Hogg se gardera d'en souffler mot à ses collègues européens, furieux lorsqu'ils apprendront la nouvelle.

C'est donc jeudi que la presse fait ses gros titres sur l'affaire, qui ne quittera plus la « une ». Quel vacarme ! On évoque l'abattage de tout le cheptel britannique, environ onze millions de têtes. On craint pour les enfants. Le *Times* et le *Financial Times* présentent en « une » une vache à poil humide ; le *Daily Telegraph* affiche une blondinette avec un chapeau de paille : Vicky Rimmer, dix-huit ans, frappée par Creutzfeldt-Jakob et dans le coma depuis deux ans. Elle a travaillé dans un chenil. « Chaque jour, je m'assieds à son chevet et je pense que quelqu'un dissimule la véritable cause de la maladie qui la ronge », confie sa grand-mère. Car, maintenant, les victimes ont un nom et on

vaches, livre le terrible message qui lui a valu, chez les scientifiques proches du ministère de l'Agriculture, une réputation d'« extrémiste » : l'ESB est contagieuse, le bœuf est dangereux, les victimes de Creutzfeldt-Jakob se chiffrent au siècle prochain entre 5 000 et 500 000 par an... Effet garanti sur le petit écran. D'autant que, pour une fois, la réalité d'un tel risque est confirmée par le président de la commission gouvernementale sur l'ESB, le très officiel docteur Pattison. Le docteur Harash Narang est aussi sur la sellette, lui qu'une équipe de Prix Nobel invitait aux Etats-Unis dès 1984, mais que le comité des experts a jugé indigne d'être accueilli dans son cercle. Dommage, comprennent les Britanniques. Car l'obstiné docteur Narang a, semble-t-il, du courage et du talent.

PRIVÉ de subventions, innocent de son laboratoire, il s'est accroché à ses études sur l'ESB et a mis au point un test susceptible de détecter la maladie sur les animaux vivants. Une innovation prometteuse qui permettrait d'établir un véritable tableau d'évolution de la maladie. Mais un instrument refusé par les officiels... « à cause du coût des animaux qu'il faudrait abattre », dit-il au *Guardian*, qui évoque une « campagne de terreur » à son encontre. Scandaleux, accuse un autre médecin, le docteur Dealler, également écarté par ses pairs pour avoir affirmé que chaque Britannique avait avalé en moyenne une cinquantaine de repas comprenant du bœuf infecté. « J'espère que ce n'est pas cumulatif », dit-il. Dans ce cas, cela vaut encore la peine de s'arrêter de manger du bœuf. Si c'est cumulatif, c'est trop tard. » Les Anglais éprouvent quelques frissons rétrospectifs. On leur a bel et bien menti.

Le pays est sonné quand arrive le week-end. Car la liste des pays boycottant le bœuf britannique ne cesse de s'allonger. La Nouvelle-Zélande joue les traîtresses en ralliant la position de douze pays européens. Mais s'il n'y avait que l'étranger ! Voilà l'Association des consommateurs qui affirme qu'il n'y a pas d'autre choix, pour éviter la maladie, que de rayer des menus familiaux le bœuf et tous ses produits dérivés. La liste publiée dans les journaux a de quoi effarer les



Atermoiements, erreurs, maladresses, ambiguïtés : le gouvernement britannique a accumulé les faux pas, donnant plus d'ampleur encore à la crise et renforçant l'isolement du Royaume-Uni

fort, n'est-ce pas le gouvernement qui avait autorisé l'alimentation du bétail avec ces déchets animaux concassés ?

MM. Hogg et Dorrell semblent imperturbables. Le ministre de l'Agriculture reconnaît toutefois « qu'une politique d'abattage n'est pas exclue si les scientifiques le demandent », à condition qu'ils ne s'appellent ni Dealler ni Lacey ou Narang. Quant à M. Dorrell, cet ancien ministre de la culture qui croyait que Jeanne Moreau était un homme, il joue sa carrière et marche sur des œufs. C'est lundi, par sa voix, que viendra la réponse des experts officiels réunis le week-end en conclave sur la nocivité du bœuf pour les enfants. Lors de l'un de ces débats houleux dont les Communes sont friandes, M. Dorrell est heureux d'affirmer qu'ils ne courent pas plus de risques que leurs parents ; mais pas moins. Inutile donc de supprimer le bœuf du



L'avenir
de l'Union européenne

L'Europe en bataille pour l'emploi

La conférence intergouvernementale de Turin ne pourra pas ignorer le chapitre social

SOCIAL Les opinions publiques se sont détournées ces dernières années de la construction européenne, qui leur paraissait trop éloignée de leurs préoccupations immédiates. L'Europe est même devenue un bouc émissaire dans certains pays qui connaissent un chômage persistant, comme si les ambitions qu'elle affiche, en matière monétaire notamment, étaient la cause du marasme social. L'un des enjeux de la négociation qui s'ouvre vendredi 29 mars à Turin sera de réhabiliter l'Europe aux yeux de ses citoyens. Cela suppose de trouver, pour en parler, un langage qui ne soit pas purement bureaucratique et institutionnel. Mais quand bien même les quinze parviendraient à parler de façon plus accessible de l'Europe, ils n'auraient sans doute pas encore raison du scepticisme qu'engendre le malaise social. Il leur faudra pour cela sans doute démontrer que le social est au premier plan de leurs préoccupations et doit par conséquent être une priorité pour l'Europe. C'est du moins ce qu'estiment plusieurs pays membres, auxquels la France s'est jointe peu avant le sommet de Turin.

Page réalisée par
Henri de Bresson,
Philippe Lemaître
et Claire Tréan.

L'emploi est-il au menu des négociations pour la révision du traité de Maastricht ?

La principale raison d'être de la conférence intergouvernementale (CIG), qui s'ouvre vendredi 29 mars, est d'adapter les institutions de l'Union européenne, à la fois pour tenir compte de l'expérience acquise depuis l'entrée en vigueur du traité de Maastricht le 1^{er} janvier 1993 et dans la perspective de l'arrivée de nouveaux pays membres. On peut donc s'étonner que certains annoncent leur intention d'y débattre de la politique sociale et de celle de l'emploi. L'ensemble du traité peut toutefois être revu, à l'exception, unanimement agréée, du chapitre ayant trait à l'Union économique et monétaire (UEM).

Tous les Etats acceptent-ils de parler du social et de l'emploi ?

Jusqu'à un passé récent, plusieurs Etats membres, dont la France, plaçaient pour une approche « minimaliste » de la CIG, limitée à l'inevitable réforme des institutions, au renforcement de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et à la coopération en matière de sécurité intérieure.

La Suède, appuyée par les autres pays nordiques, les socialistes du Parlement européen (notamment Elisabeth Guigou, l'un des deux représentants du Parlement au sein du « groupe de réflexion » chargé de préparer la CIG), croyait au contraire nécessaire de revoir en profondeur les dispositions du traité concernant le social et l'emploi. Leurs idées ont trouvé davantage de résonance depuis le ralentissement conjoncturel du second semestre 1995. On a aussi mieux cerné, y compris à Paris, combien la persistance d'un chômage élevé sapait la confiance des gens à l'égard de la construction européenne.

A l'approche du sommet de Turin, les dirigeants français ont mis en avant le thème de l'Europe sociale. Ils ont fait parvenir à leurs partenaires un « mémorandum », présenté le 27 mars au conseil des ministres à Paris. « La question sociale et l'emploi feront partie des sujets importants abordés lors de la conférence intergouvernementale », avait déclaré en janvier, devant le Parlement, Jacques Santer, le pré-

sident de la Commission, prenant ainsi acte d'une évolution qui s'apparente à un mouvement de fond.

La politique de l'emploi se conçoit et s'exécute principalement au niveau national. Que peut-on faire dans le traité ?

Le message à faire passer est clair : l'Union compte toujours près de 20 millions de chômeurs.

Commission invitent cependant à la prudence, avec le souci de maintenir l'équilibre par rapport à l'Union économique et monétaire. L'idée est de ne rien faire et de ne rien dire qui puisse affecter le projet de monnaie unique ou qui porte à croire qu'on pourrait prendre quelques libertés avec les critères de convergence des économies (réduction des déficits publics, etc.) si cela favorisait l'emploi.

objectifs en matière d'emploi et les intégrer dans le mécanisme de surveillance multilatérale. Avec, à la clé, des recommandations adressées aux Etats membres (comme c'est le cas actuellement en cas de « déficits excessifs ») si les politiques suivies ne permettent pas de les atteindre.

Agir dans ce sens, ce qui reviendrait à renforcer les pouvoirs du Conseil des ministres de l'économie et des finances (« Ecofin »), répondrait à l'attente de ceux qui appellent de leurs vœux un « gouvernement économique européen », afin d'équilibrer les pouvoirs dont disposera la Banque centrale européenne et de se prémunir contre le risque de dérive monétariste.

S'agissant de la politique sociale proprement dite, de la défense des intérêts des salariés, le traité de Maastricht n'a guère permis de progresser. Peut-on faire mieux ?

L'originalité du traité de Maastricht, en la matière, c'est le protocole social, qui a autorisé onze Etats membres (les Douze de l'époque moins la Grande-Bretagne) à adopter des directives fixant des prescriptions minimales applicables progressivement dans ces onze pays.

La clause d'exemption reconnue ainsi à Londres a freiné tout progrès : les autres Etats hésitant à adopter des règlements qui leur imposaient des contraintes dont seraient a priori dispensés leurs concurrents anglais. La Commission propose la suppression du protocole, donc de la dérogation britannique, et la réintégration de la politique sociale dans le droit commun du traité.

Ces projets sont-ils suffisants pour redonner confiance à une opinion déçue ?

Les Etats membres et la Commission sont conscients de la nécessité d'une mobilisation qui dépasse le cadre de la CIG. C'est dans cet esprit qu'il faut comprendre l'initiative de Jacques Santer de convoquer au mois de mai une table ronde sur l'emploi, où partenaires sociaux et pouvoirs publics essaieront de dégager les lignes directrices d'une politique plus active pour lutter contre le chômage.

Des négociations gigognes

● **Programme** : la CIG s'inscrit dans une série de négociations qui vont se poursuivre jusqu'à la fin du siècle. Comme l'expose la Commission, « dans les quatre années à venir, l'Europe doit avoir mis en place une monnaie unique, décidé de ses orientations en matière de défense, établi le nouveau cadre financier de l'Union et ajusté ses politiques dans la perspective de l'élargissement ».

Chacune des négociations programmées a sa dynamique propre, mais elles interféreront les unes sur les autres.

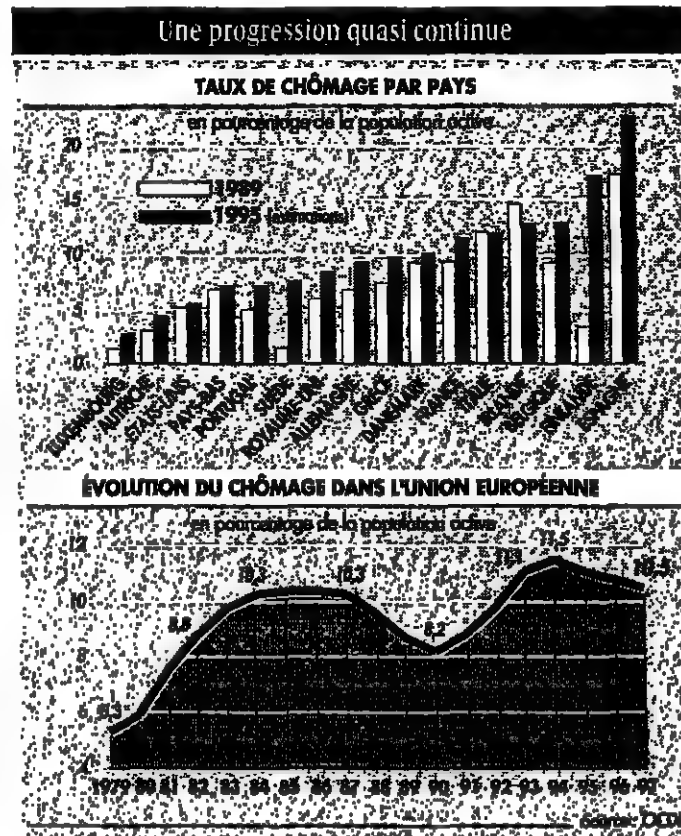
● **Union monétaire** : la monnaie unique doit voir le jour au plus tard au 1^{er} janvier 1999, d'après le traité de Maastricht. En dépit de l'engagement réitéré par la quasi-totalité des gouvernements, le succès n'est pas garanti.

L'immobilisme risque donc de prévaloir à la CIG. Début 1997, la situation pourrait se décanter : on saura si le rebond conjoncturel annoncé s'est produit, si les critères de convergence sont respectés. Une réponse positive stimulerait la CIG en renforçant la perception de la dynamique d'intégration européenne.

● **Défense** : le traité de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) expire en 1998, date à laquelle il devra être renouvelé et éventuellement révisé. La perspective de cette échéance interfère avec les discussions sur la défense dans le cadre de la CIG, ainsi qu'avec les discussions en cours dans le cadre de l'Alliance atlantique sur la réforme de l'OTAN.

● **Budget européen** : les négociations budgétaires devaient débiter en 1998, les précédentes décisions budgétaires ayant été prises pour la période 1995-1999. C'est un autre enjeu important, particulièrement pour les pays du Sud, « créanciers nets ». Ils réclament la perspective d'un élargissement à solidarité financière réduite. La crainte de perdre tout risque de les conduire à adopter une attitude très prudente à la CIG, à propos par exemple d'une nouvelle pondération des votes au Conseil.

● **Négociations d'élargissement** : elles ne s'ouvriront, avec chaque pays candidat, qu'une fois achevée la CIG.



Ce qui a été tenté jusqu'à présent a été très insuffisant. Il convient, pour l'avenir, de se doter des moyens de faire davantage. Le texte actuel des articles 2 et 3 du traité ne reflète pas assez l'idée que l'emploi doit être placé en tête des priorités de l'Union européenne.

Au-delà d'un tel ajustement du texte, peut-on envisager l'inclusion dans le traité d'un chapitre social ?

Certains y pensent, notamment parmi les socialistes. La majorité des Etats membres ainsi que la

Des mesures concrètes en faveur de l'emploi seront-elles finalement adoptées ?

Ceux qui prônent la prudence font valoir que le traité, tel qu'il est, offre des possibilités d'intervention qui ne sont pas suffisamment exploitées.

Inutile donc de l'alourdir, il suffit de l'appliquer ! Le texte actuel prévoit l'adoption par le Conseil européen de « grandes orientations de politiques économiques » et un système de surveillance multilatérale, par les ministres des finances. En s'appuyant sur ce dispositif, le Conseil pourrait très bien fixer des

Les Quinze à la recherche d'un modèle

L'EMPLOI est devenu le maître mot de tous les discours sur la conférence intergouvernementale. Les 18 millions de chômeurs hantent, les chiffres de croissance ne permettent pas d'envisager une amélioration de la situation, les grèves françaises de décembre sont dans tous les esprits. Rendre la dimension sociale plus visible dans le projet politique européen est l'objet du mémorandum préparé par le gouvernement français pour le conseil de Turin. Quelles qu'en soient les justifications de politique intérieure, il n'en traduit pas moins un large consensus en Europe sur l'idée que l'Union ne se fera pas sur un modèle néolibéral inspiré par les expériences américaines ou thatchériennes britanniques, et qu'elle a un modèle social à défendre.

Cette constatation rend plus aigu le problème posé par le gouvernement conservateur britannique de John Major, qui, comme l'a réaffirmé son Livre blanc sur la CIG, continue de récuser toute politique sociale européenne. Londres, au moins jusqu'aux prochaines élections législatives, n'entend pas revenir sur son refus d'adhérer au protocole social adopté lors de la signature du traité de Maastricht, encore moins de le voir réintégré dans le traité révisé, comme l'a proposé la Commission. Résistant aux pressions pour fixer un salaire minimum décent, John Major s'accroche à sa croyance absolue dans le rôle régulateur du marché. Il en veut pour preuve la diminution officielle ces derniers mois de la

courbe du chômage dans son pays. Le relatif consensus des autres pays sur la nécessité pour l'Union d'offrir à ses citoyens des perspectives dans le domaine social ne signifie cependant pas que tout le monde soit d'accord sur les moyens d'y parvenir. Les Nordiques, qui ont une tradition d'économie sociale de marché très ancrée, auraient voulu revoir le traité d'Union pour ajouter l'emploi dans les paramètres à observer pour avancer vers la monnaie unique. Cette vision des choses, appuyée au Parlement européen par une partie des socialistes, s'est heurtée à une opposition résolue de la plupart des autres gouvernements.

Français et Allemands, qui ont préparé ensemble les principaux dossiers de la CIG pour tenter de canaliser les travaux, ont à peu près réussi à trouver un langage commun. A Laval, où le conseil économique et financier franco-allemand était réuni le 26 mars, Jean Arthuis et Theo Waigel se sont mis d'accord pour proposer que les pays qui adopteront l'euro se dotent d'un « conseil de stabilité », chargé de coordonner les politiques économiques et sociales au sein de la future Union monétaire, pour servir de contrepois à la future Banque centrale européenne. Mais cet accord ne doit pas faire oublier que les différences entre les traditions corporatistes françaises et libérales allemandes n'ont pas disparu. On continue, de part et d'autre du Rhin, à s'observer du coin de l'œil, ce qui ne facilite pas la définition d'actions concrètes.

« La préoccupation majeure des gens, c'est le chômage »

Pour le commissaire européen Yves-Thibaut de Silguy, l'urgence est de redonner confiance

UNE FOIS n'est pas coutume, la Commission européenne ne fait pas figure de bouc émissaire ; la France et la Commission européenne sont sur la même ligne. Yves-Thibaut de Silguy, commissaire en charge des affaires économiques et monétaires, se réjouit de constater que bon nombre des idées développées dans le « mémorandum pour un modèle social européen », soumis par Paris aux pays partenaires à la veille du sommet de Turin, reprennent des propositions de la Commission.

Pourquoi un chapitre social dans une CIG dont le principal objet devrait être d'adopter les institutions de l'Union européenne à son prochain élargissement ? « Le traité de Maastricht est un traité purement institutionnel, assez loin des préoccupations des citoyens. Si l'on veut les intéresser à l'Europe, il est nécessaire de traiter des sujets correspondant à leur attente. Aujourd'hui leur préoccupation majeure, c'est le chômage. »

Il faut se garder de l'angélisme : en termes opérationnels, le résultat de la conférence intergouvernementale ne peut pas être considérable. « Ce n'est pas en insérant un article supplémentaire dans le traité qu'on va résoudre le problème. Mais l'important est de faire passer un message à l'opinion, lui faire ressentir notre détermination à s'attaquer au fléau du chômage. »

Dans son avis sur la CIG, la Commission a mis en avant deux idées. Elle a souligné que l'emploi était une « question d'intérêt commun ». « Au même titre que la monnaie, par exemple ; c'est une

idée très forte dans le langage européen », déclare M. de Silguy. Pour concrétiser l'intérêt ainsi manifesté, la Commission a suggéré que l'on reprenne dans le traité, à propos de l'emploi, des procédures existantes, bien rodées (dites de surveillance multilatérales), qui permettraient de suivre les effets des politiques suivies.

Le souci, toujours le même, est de redonner confiance à l'opinion.

« C'est nécessaire pour réaliser

« Si l'on veut intéresser les citoyens à l'Europe, il est nécessaire de traiter des sujets correspondant à leur attente »



YVES-THIBAUT DE SILGUY

l'Union monétaire, mais aussi pour relancer la machine européenne », affirme le commissaire. Une sorte d'obsession pour la Commission Santer qui, sur ce terrain, est allée, note M. de Silguy, « sensiblement plus loin que les Commissions précédentes ».

Comment ? En recommandant de se servir davantage du levier européen, c'est-à-dire de la panoplie de moyens dont dispose l'Union. C'est dans cet esprit qu'il faut comprendre la proposition

d'affecter 2 milliards d'écus d'économies réalisées sur les dépenses agricoles au financement des quatorze projets de réseaux transeuropéens sélectionnés comme prioritaires par les chefs d'Etat et de gouvernement en décembre 1994. « Si l'on arrive, par exemple, à boucler le financement de la TGV-Est, on démarquera effectivement le TGV-Est et cela aura un effet économique de soutien de la demande, mais surtout un effet

alternance. Si l'on donne plus de flexibilité au marché du travail, on va améliorer la compétitivité des entreprises et ce gain devra être mis à profit pour créer des emplois. Cela doit être obtenu de manière négociée, que ce soit au niveau européen, régional, par branches, par entreprises, de manière négociée entre partenaires sociaux. »

Pour M. de Silguy, il est important que l'exercice soit entrepris également au niveau européen. Celui-ci facilitera un précieux échange d'information. L'expérience des autres est précieuse : « Il se passe des choses en Allemagne, en Belgique, qui peuvent être utiles pour les voisins. Chaque pays n'a pas le monopole des idées en la matière. »

Mais l'avantage d'une action collective au niveau des Quinze, c'est davantage encore « un effet de mobilisation, un effet d'entraînement, qui puisse ensuite se décliner à des niveaux nationaux, régionaux ». Légiférer sur le plan social n'est pas évident pour l'Union. Le commissaire parle de « blocage » en évoquant le « protocole social » inséré dans le traité de Maastricht, en vertu duquel les Anglais peuvent ne pas souscrire aux dispositions approuvées par les quatorze autres pays membres et donc ne pas être tenus de les respecter. « C'est indéniablement une épine dans le système, un défaut qu'il faudra corriger dans le cadre de la CIG. L'Europe à la carte est contraire à l'esprit des traités, un vrai frein si l'on veut bâtir une Europe sociale. »

مكتبة المجلد

Les Français sous tranquillisants

LES ALLEMANDS, à qui il arrive d'envier les Français pour leur art de vivre, emploient parfois l'expression « Heureka comme Dieu en France ». Dieu, peut-être, mais pas les Français, à en juger par leur véritable bonhomme pour les somnifères et tranquillisants : nous consommons trois fois plus de médicaments psychotropes que les Allemands et les Anglais, deux fois plus que les Italiens. Record mondial, quelle que soit la classe thérapeutique ! La France tranquillisée, mais à quel prix ?

De ce point de vue, les conclusions du rapport que vient de rendre public le professeur Edouard Zarifian sont accablantes : formation partielle et insuffisante des futurs médecins sur le médicament et la psychiatrie, formation médicale continue et information médicale biaisées, collusion des experts et des décideurs avec l'industrie pharmaceutique, agression promotionnelle des laboratoires, etc. « Il existe en France, écrit le professeur Zarifian, une intentionnalité claire de fournir aux médecins généralistes ou spécialistes, par la voie de concours académiques, une représentation monolithique réduite aux seuls symptômes accessibles aux seuls médicaments. » Un

traitement d'une maladie de société consiste à prendre un produit qui pourrait aider à la supporter. »

Véritable manne pour l'industrie pharmaceutique, cette surconsommation médicamenteuse devrait de manière quasi automatique balayer avec la mise en place des références médicales opposables (RMO) qui encadrent en France, depuis mars 1995, la prescription des hypnotiques et des anxiolytiques. Rappelant quelques règles essentielles – il n'y a pas lieu d'associer deux hypnotiques ; il faut tenir compte des durées de prescription et des posologies réglementaires, etc. –, elles constituent, pour les médecins, autant de garde-fous indispensables. Pour autant, ces règles de prescription, qui s'inscrivent dans le cadre de la maîtrise médicalisée des dépenses de santé, ne sauraient suffire. Faute de pouvoir guérir la France, d'un coup de baguette magique, de la maladie de société qui la ronge, une réforme profonde de la formation initiale et continue des médecins s'impose aujourd'hui avec d'autant plus d'urgence que l'aggravation du chômage et de la fracture sociale sont pourvoyeurs d'idées noires dans une population désespérée.

1^{er} avril par Nicolas Vial



DANS LA PRESSE

EUROPE 1
Alain Duhamel
■ Jacques Chirac arrive en Italie avec son memorandum sur l'Europe sociale. Il est bien décidé à se battre pour le faire prendre en considération. Il sait parfaitement que l'Europe sociale ne figure pas à l'ordre du jour de la conférence intergouvernementale. Il connaît l'aversion de John Major pour toute réglementation sociale. Il a constaté aussi que les autres pays européens ne sont pas disposés à débiter l'argent supplémentaire. Il lui faudra faire preuve d'opiniâtreté et de beaucoup de détermination pour progresser sur ce terrain. Il y est résolu. Cela ne se fera pas en quelques heures ni en quelques jours, mais la conférence durera au moins un an. C'est à l'arrivée que l'on verra si Jacques Chirac a pu atteindre ou non ses objectifs : Europe sociale, défense commune, renforcement du conseil européen.

LCI
Pierre Luc Séguillon
■ La conférence intergouvernementale n'évitera un échec programmé que si les peuples sont associés d'office à son cheminement. Le président de la République, en levant le rideau, a eu l'heureuse initiative de prendre l'opinion française à témoin. C'est un bon début. Cela ne suffit pas. Il lui faudra trouver les

moyens, tout au long des travaux de cette conférence, d'informer, d'interroger et de consulter les Français. De tous les défauts dont souffre la construction européenne, le plus grave est le déficit de démocratie.

FINANCIAL TIMES
■ La tâche de la conférence intergouvernementale est de réviser le traité de Maastricht. Il y a des points où cela est nécessaire, mais les traités en eux-mêmes ne peuvent garantir le bon fonctionnement des institutions. Et ces institutions ne peuvent résoudre les problèmes par le simple fait de leur existence. La plus parfaite des constitutions ne peut guérir l'Europe du chômage. De plus, on peut douter que l'Union européenne puisse contribuer beaucoup à la solution de ce problème, alors qu'un échec dans ce domaine est probablement la principale cause de l'euro-pessimisme. Ce que l'UE peut et doit faire, c'est mettre en place un cadre de règles et de pratiques permettant aux sociétés européennes de continuer à coexister en paix et développer leurs échanges mutuellement enrichissants (...). Au bout du compte, la conférence intergouvernementale doit trouver les moyens de rassurer les citoyens et de les persuader que l'Union travaille pour eux et non pas contre eux.

Une culture de l'impunité

Suite de la première page

Mais, une fois de plus, le débat semble biaisé : affolés par la crainte de nouvelles condamnations – certaines instructions font apparaître des malversations postérieures à l'amnistie de 1980 –, les parlementaires sont tentés de réformer dans la précipitation des règles qu'ils viennent tout juste d'élaborer.

En insistant sans relâche sur l'absence d'enrichissement personnel de M. Emmanuel, le PS a encore accru la confusion. Urba était certes une structure centralisée plus présente qu'un réseau de comptes en Suisse, mais ce système a abouti au trépas systématique et organisé des marchés publics français. A la longue, ces détournements ont totalement perverti la logique de la décision publique : à un juge qui s'interrogeait, en 1989, sur la sanction réservée aux entrepreneurs qui ne s'exécutaient pas, un dirigeant de la Somme répondait benoîtement : « Je ne sais pas car cela n'est jamais arrivé. » Majoritaire de 1981 à 1986, le PS, qui s'est abstenu pendant cette période de réformer le financement des partis, savait d'ailleurs très bien qu'il violait la loi : en 1987, le gendre d'Orba, Joseph

puté, qui peut par ailleurs cumuler des mandats locaux et nationaux, de diriger une entreprise si elle ne travaille pas à titre principal pour l'Etat.

Plutôt que d'affronter ce débat, le monde politique semble aujourd'hui tenté de supprimer les affaires par un coup de baguette magique, comme si cette page nauséabonde de notre histoire pouvait être tournée une bonne fois pour toutes. Même accompagnée d'une amnistie, une nouvelle loi sur le financement des partis politiques ne suffirait pourtant pas à mettre un terme à la corruption : les trois employés de maison des époux Balkany rémunérés par la mairie de Levallois-Perret, la piscine du sénateur Pradille payée par la surfacturation des travaux de l'office HLM du Gard ou le système de fraude sur les marchés publics du conseil général de Seine-Maritime récemment examiné par le tribunal de Rouen ne servaient nullement à financer des campagnes électorales. Ils témoignent plus banalement des petits arrangements avec la loi qui caractérisent la corruption à la française.

Aujourd'hui, l'enjeu n'est pas de mettre un terme brutal aux soubresauts judiciaires, mais d'apprendre à vivre dans une société contentieuse de plus en plus exigeante à l'égard de ses élus. « La corruption est un comportement ancien, depuis longtemps réprouvé, mais objet d'une pratique tolérée à de hauts niveaux, résumait le pro-

Contrairement à ce qu'affirme le monde politique, la corruption n'est pas une somme de petits dérapages individuels, mais un mal profondément ancré dans les traditions politico-administratives françaises

Delcroix, écrivait que Gérard Monnat souhaitait « éviter [les] correspondances, qui laissent des traces », ajoutant : « Les fouilleuses de poubelles existent. »

Les affaires méritent pourtant mieux que ce débat confus. Contrairement à ce qu'affirme le monde politique, la corruption n'est pas une somme de petits dérapages individuels, mais un mal profondément ancré dans les traditions politico-administratives françaises. « Tout se passe comme si les élites françaises au pouvoir avaient de la corruption une définition archaïque, simpliste et primaire : l'enveloppe, le dessous-de-table, le bakchich, note Yves Mény dans *La Corruption de la République* (Payard, 1992). (...) Mais ce sont là peccadilles et faits divers au regard des processus et des modalités de la corruption à la française : trafics d'influence, « vente » de décisions, ingérence, prélèvements indus de pourcentages, manipulation des plans d'occupation des sols, détournements des marchés. (...) La corruption n'est pas à côté ou en marge du système, elle vit en symbiose avec lui, se nourrit de ses faiblesses, s'infiltre dans ses interstices. »

En France, la corruption est en effet intimement liée à une culture qui ignore pour l'essentiel le problème du « conflit d'intérêt ». Alors que les Anglo-Saxons interdisent au même homme de détenir des fonctions qui peuvent se révéler contradictoires – les Etats-Unis et le Canada ont codifié en 1989 et 1990 les règles imposées aux public officials –, la France continue le plus souvent à tolérer la confusion des rôles. « Tout le monde trouve commode et efficace d'avoir pour maire un fonctionnaire du Trésor, membre du cabinet du ministre capable de débloquer les fonds nécessaires au sauvetage d'une entreprise en perte de vitesse », résume Yves Mény. Rien n'interdit ainsi à un dé-

curier général près la Cour de cassation, Pierre Truche, dans l'hebdomadaire *Le Point* en 1994. On est entré aujourd'hui dans une période où cet état de fait n'est plus. » Apparus dans un espace public déserté par les affrontements idéologiques, la revendication éthique a peu à peu transformé les hommes politiques en justiciables, conférant à la magistrature une position inédite : longtemps maltraitée par le pouvoir politique, elle se trouve désormais au centre du jeu.

Face à la persistance, dans toutes les familles politiques, d'une culture de l'impunité, la démocratie n'a cependant rien à gagner d'une réaction provocatrice des juges, notamment par un usage abusif de la détention provisoire. La société française parviendra peut-être un jour à vivre cette mutation dans la sérénité. Pour cela, il faudra sans doute une magistrature plus professionnelle, mais aussi et surtout des élites capables d'accepter la fin brutale des immunités.

Anne Chemin

PRÉCISION

CONSUMMATION

Nous avons omis d'indiquer dans notre cahier « Consommation », publié avec *Le Monde* du jeudi 28 mars, que le photographe Martin Parr est représenté par l'agence Magnum. D'autre part, les photographies de Christian Milovanoff sont extraites d'une série, « Le Jardin », exposée au Musée d'art moderne de Saint-Etienne en 1994, accompagnée d'un ouvrage publié par le musée. Enfin, les photos d'Éric Bauré font partie d'une exposition, « Hypermarchés », qui sera présentée à la FNAC de Colmar, du 2 avril au 25 mai.

Quand la France profonde « coopère » en Afrique

EN AFRIQUE, certains Français construisent des écoles, dirigent des ateliers, forment des infirmiers. Ils sont agriculteurs ou architectes, médecins ou enseignants. Ces hommes et femmes de terrain, ni agents de l'Etat ni coopérants traditionnels, participent d'une activité en plein essor : la coopération décentralisée. Ils travaillent pour le compte des collectivités locales françaises.

L'acte de baptême de la coopération décentralisée remonte à 1985. Mais son véritable élan date de 1992, année où, dans le prolongement des lois de 1982, les collectivités territoriales obtiennent une compétence internationale et le droit de contracter avec leurs homologues étrangers. Communes, départements et régions mènent aujourd'hui des centaines d'actions de développement avec l'appui de l'Etat.

L'ETAT EN SECONDE LIGNE

Chaque fois qu'un projet local recueille un franc, l'Etat s'engage à verser autant, ce qui permet parfois, lorsque plusieurs collectivités sont impliquées, de tripler la mise initiale. Cette année, l'aide du ministère de la coopération, en forte progression, atteindra 37 millions de francs, alimentant au total des cofinancements d'environ 100 millions. Mais, loin d'exercer une tutelle sur ces opérations, l'Etat reste en seconde ligne. Il se contente d'apporter de l'argent et, si besoin, des conseils.

La coopération décentralisée offre de nombreux avantages. Complémentaire de l'aide publique gouvernementale, elle « colle » au plus près aux besoins

concrets de l'Afrique. Elle est conçue par des élus locaux rompus à la gestion, et qui usent au mieux de leurs deniers. Elle est mise en œuvre par des professionnels qui apportent sur le terrain une expérience et une compétence spécifiques. Ses interventions sont moins lourdes et plus rassurantes que celles de l'Etat. « Avec elle, nous avons l'impression d'avoir un partenaire à notre dimension », soulignait l'ambassadeur de Centrafrique en France, lors d'un récent colloque au Sénat. C'est – par excellence – une coopération « de proximité ».

Elle contribue à stimuler les économies locales. Les partenaires français mobilisés – chambres de métiers, coopératives agricoles, lycées techniques, groupements de PME – jouent leur rôle dans la création d'entreprises et d'emplois, l'encouragement de l'épargne, la formation des cadres. Elle remplit aussi une fonction citoyenne. En Afrique, elle aiguillonne les initiatives de la base, appuie la décentralisation et accompagne ou conforte l'évolution démocratique. En France, elle sensibilise une large gamme d'acteurs économiques aux problèmes quotidiens du tiers monde. Elle noue des liens durables et souvent amicaux entre les sociétés civiles du Nord et du Sud.

A condition d'éviter certaines erreurs dont la coopération étatique n'a pas toujours su se garder : le saupoudrage des aides, le gigantisme des projets, le gaspillage des fonds dans des opérations de prestige. Cela suppose, comme le fait par exemple la ré-

gion Nord-Pas de Calais, de respecter quelques principes simples. Elle cible étroitement ses actions, synergie oblige : opérant au Sénégal, le long du fleuve, elle s'est installée au Mali voisin, par souci de continuité géographique. Au lieu de disperser son énergie, elle maximise l'expérience acquise.

Elle choisit avec soin les ONG locales en charge de l'exécution des projets. Pour responsabiliser les bénéficiaires, elle privilégie la concertation permanente avec la population, avant, pendant et après ses opérations, dont elle assure – c'est essentiel – le suivi et l'évaluation. Elle consacre 80 % de son budget à l'investissement sur place, et 20 % seulement aux inevitables dépenses de fonctionnement. Dans le même esprit, le conseil général de la Vienne préfère soutenir des projets menés au Burkina-Faso par quatre communes plutôt que d'en lancer de nouveaux pour son propre compte.

CONCENTRATION A L'OUEST

La coopération décentralisée se déploie surtout en Afrique de l'Ouest, où le Mali, le Sénégal et le Burkina-Faso recueillent, à eux seuls, plus du tiers de ses financements. Ce n'est pas un hasard. Les plus fortes communautés africaines en France sont originaires de ces trois pays, réalité dont les élus locaux tiennent fortement compte. Ne sont-elles pas les premières intéressées au succès des projets entrepris dans leurs régions natales ? Outre la francophonie, d'autres critères entrent en jeu : la pauvreté des popula-

tions, l'urgence des besoins, l'existence de préoccupations communes. Une municipalité française affrontant des problèmes d'environnement acceptera plus facilement qu'une autre de financer un programme écologique en Afrique.

Si en vogue qu'elle soit, la coopération décentralisée reste modeste. Sur 36 500 communes, 400 ont des « relations ponctuelles » et 150 seulement des « relations suivies » avec une commune africaine, le plus souvent sous la forme de « jumelages-coopération » qui ont renouvelé les vieilles formules de jumelages, à caractère surtout culturel. Ces chiffres ne prennent toutefois pas en compte les actions directes que mènent certaines villes de France, notamment dans les domaines scolaire et hospitalier.

L'effort des régions est inégal. Le Nord-Pas de Calais affecte 0,5 % de son budget global à ce type d'opérations, pourcentage comparable à celui inscrit dans le budget du ministère de la coopération. C'est huit fois plus, par tête d'habitant, que l'Ile-de-France. Celle-ci y consacre en effet 1/2 500 de son budget, soit une dépense microscopique de 50 centimes par contribuable francilien. Chacun, en tout cas, s'accorde sur un constat : cette forme de solidarité n'a rien à voir avec l'action humanitaire. Il s'agit d'autre chose : participer, fût-ce encore modiquement, au développement de l'Afrique, en aidant ses hommes à prendre en main leur destin.

Jean-Pierre Langellier

L'honneur des juges de Rennes

par Bruno Boccara

EST-IL encore permis à un juriste d'affronter les vagues compactes et serrées de l'idéologie dominante qui, défendant l'honneur d'Henri Emmanuelli, n'hésite pas à stigmatiser massivement le pouvoir « inique » et « absolu » des juges ? Il faut en tout premier lieu cesser de travestir l'identification pénale, étatique et morale de la corruption. A ceux qui ont l'impudence de nous dire que les délits réalisés étaient des délits obligés et qu'ils constituent « le prix de la démocratie », il faut rappeler que ce qui est en cause, c'est la vente par des élus des marchés publics dont ils sont des garants, des grandes surfaces dont ils sont les tuteurs ou des mètres carrés d'urbanisme dont ils sont les contrôleurs. Payés en liquide pour la droite ou en fausses factures pour la gauche, toute cette masse d'argent ne fait que correspondre aux trente lingots de la trahison de leurs mandats électifs.

Le véritable problème est celui-là, au-delà de l'effondrement éthique d'un service public « qui se manifeste dans le brouillage de la ligne de partage — nette et infranchissable autrefois — entre les domaines public et privé ». Il tient au fait que, « pour beaucoup d'hommes politiques, mœurs douteuses ont longtemps rimé avec impunité totale » et qu'ainsi, le problème global de la corruption est indissociable de l'Etat de droit, de la séparation des pouvoirs et de la restauration d'une justice indépendante, qualifiée et outillée.

Il faut créer une structure hiérarchique nationale et indépendante, assurant la coordination et la cohérence de la politique pénale pour les affaires sensibles

Le coût de la corruption est triple :

a) un coût financier lourd car « derrière chaque gaspillage, il y a la corruption » (François de Closets), soit, suivant les analyses, de 5 % à 10 % des 1700 milliards de marchés publics ;

b) un coût gestionnaire dramatique car « de toutes les corruptions, la plus lourde de conséquences est à l'évidence la corruption népotiste avec ses redoutables effets destructeurs, puisque mettre à un poste public un ami ou un partisan, c'est se priver de l'agent qualifié qui devrait prendre en charge les intérêts de l'Etat » ;

c) mais aussi et surtout, un coût étatique tragique, puisque le complet discrédit de la classe politique actuelle la prive de la possibilité d'exiger de la nation les lourds sacrifices imposés tout à la fois par la mondialisation de l'économie et par l'accumulation des banqueroutes du pouvoir.

La grande presse a privilégié ces dernières années un slogan dérisoire : pourquoi condamner des hommes politiques « notoirement intègres » qui ne se sont pas enrichis personnellement ? Ce qui appelle deux observations :

— l'enrichissement personnel n'est pas une condition de la répression, c'est l'une des trois exceptions aux lois d'auto-amnistie que les partis politiques ont fait voter : pas d'amnistie pour certains délits — dont la corruption —, pas d'amnistie pour les parlementaires et pas d'amnistie en cas d'enrichissement personnel. Le pouvoir, c'est l'enrichissement des partis, donc des élus ;

— seconde observation, cent fois soulignée en Italie : même si le

prix de la corruption ne bénéficie qu'aux partis, il tend à la prise du pouvoir et il va être l'occasion d'une pluie d'enrichissements dont vont bénéficier directement tous les hommes du parti majoritaire, dont nous savons qu'ils n'auront plus à payer ni la totalité de l'impôt ni un véritable loyer, sans oublier différents avantages accessoires, voyages d'études aux antipodes, taux d'intérêts privilégiés, etc.

Soyons sérieux et rappelons ce que moi j'ignore : réussir dans la politique, c'est, sinon « s'enrichir » directement ou indirectement, du moins bénéficier d'une multitude de privilèges qui ont économiquement un prix identifiable. Henri Emmanuelli, qui restera dans l'histoire politique par son mot stupéfiant : « Un délit n'est quand même pas un crime », a été extrêmement prolifique sur son intégrité et sur l'infamie de l'indélicatesse qui le frappe. Je crains fort néanmoins que l'honneur d'Henri Emmanuelli ne soit perdu depuis longtemps puisque les Français, qui sont des gens de bons sens, ont déjà signifié en 1993 que tous les hommes politiques pris en flagrant délit « de ce type de trafic » (...) hélas ! répandu dans l'ensemble de la classe politique » (Franz-Olivier Giesbert, *Le Figaro*, 15 mars 1996), ont un honneur quelque peu ébréché.

L'infamie de l'indélicatesse ? Mais qui ne voit que cette indigence est la seule issue des tragiques développements de la corruption de la classe politique si on veut éviter à ses membres l'emprisonnement comme en Italie ? Les élus délinquants amnistiés ou prescrits peuvent échapper aux poursuites et à l'emprisonnement, mais ils sont mal placés pour gouverner la France.

Dans ces conditions, la condamnation d'Henri Emmanuelli était sans doute l'honneur des juges qui devaient s'attendre à une campagne de presse hostile ; mais elle était avant toute chose leur devoir puisque la justice ne pouvait pas envisager de condamner les fusibles — les Monatte et autres — plus sévèrement que ceux qui, à la direction des principaux postes politiques, étaient les organisateurs du système. Hélas pour la classe politique, en République, comme le rappelle M. Toubon, la justice est (en principe) égale pour tous.

Reste une question : « Pourquoi Henri Emmanuelli et pas les autres ? », c'est-à-dire les autres trésoriers, ce qui est une bonne question, qui en cache une meilleure : pourquoi le trésorier d'un parti, et pas ceux qui assument la direction du parti ?

Mais la réponse suggérée est certainement mauvaise : de toute évidence, on ne peut relaxer le trésorier d'un parti au motif que les autres trésoriers ne sont pas simultanément poursuivis, jugés et condamnés, même s'il faudrait effectivement que les procédures concernant les trésoriers de la droite ne subissent pas de troubles lents.

En réalité, cette dernière question n'appelle qu'une seule réponse. Si l'on veut en terminer avec une anarchie des poursuites qui traduit le poids diversifié de la pression de la chancellerie suivant les majorités, les époques ou les magistrats, il faut mettre un terme à une pratique qui est anticonstitutionnelle, puisque l'article 64 de la Constitution impose l'indépendance de la magistrature et que les magistrats du parquet sont des magistrats au même titre que les magistrats du siège.

Ce qui suppose deux réformes majeures. La première étendant les pouvoirs du CSM concernant l'avancement de la hiérarchie du parquet. Mais la seconde devant nécessairement tendre à la mise en place d'une structure hiérarchique nationale, et bien sûr indépendante, assurant la coordination et la cohérence de la politique pénale pour les affaires sensibles et pouvant consensuellement s'expliquer en pleine transparence.

Bruno Boccara est avocat.

Le drame du présumé coupable

par Christian Pierret

SAINT-DIÉ-DES-VOSGES, 4 mars 1987, 9 h 30. Sept inspecteurs du SRPJ de Versailles débarquent dans les locaux de permanence, posent les menottes sur le bureau de mon assistant parlementaire, scellent des documents en échangeant, à mon propos, des phrases du style « on finira bien par en avoir un », « il n'est pas clair non plus, ça fait longtemps qu'on veut s'en occuper ».

L'instruction de la faillite frauduleuse de la Cipa a commencé. D'emblée, le fond du dossier est délibérément écarté. On « se paie Pierret », comme on vient de « se payer » Nucchi. « L'affaire Cipa » proprement dite ne retient pas l'attention.

Alors qu'il apparaît clairement que je suis étranger à cette faillite — à l'époque, j'en ignorais totalement les rouages —, ce qui mobilise l'attention, c'est le financement, par la Cipa, d'une mission d'assistance et de conseil réalisé par la société Idex, dont j'avais été cogérant pendant quelques mois, sans signature bancaire, sans rétribution, sans qu'il soit question que je touche ni le moindre salaire ni le moindre avantage, comme l'a montré le jugement prononcé par le tribunal de Paris le 19 mars dernier.

Il me restait à expliquer à ma plus jeune fille : « Non, papa n'est pas un voleur », et à supporter, ainsi que mon épouse, les coups d'œil en biais (« il n'y a pas de fumée sans feu »).

Il a fallu neuf ans pour que l'on se décide à juger en droit au lieu de conduire sans relâche un safari politico-médiatique. Neuf ans pour que l'on veuille, enfin, considérer des faits précis. Neuf ans de « bonnes feuilles » dans les journaux, et de mauvais jeux de mots du style « Pierret dans le rétroviseur de la Cipa ». Neuf ans de « Pierret menteur » badigeonnés au goudron, à chaque campagne électorale.

Un simple citoyen peut être incarcéré sans preuve, il n'y a pas une ligne dans les journaux, pas un mot à la radio ni à la télévision. Son dossier porte un numéro « X » sur une pile « Y ». Le nom d'un homme politique apparaît-il à la marge d'une procédure, c'est l'acharnement, le déferlement d'articles, l'avalanche de « révélations ».

En fin de compte, il s'agit bien du même drame, tantôt muet, tantôt criant, et la situation empire avec les années.

Pourquoi avais-je accepté la cogérance d'Idex ? Pour l'emploi. Il s'agissait de faire d'Idex une « maternelle d'entreprises » pour attirer des emplois, avec l'aide d'entrepreneurs locaux, dans une région qui comptait 15 % de chômeurs.

Ma conviction reste intacte : un élu doit se battre sur le terrain pour l'emploi. Quelles que soient les qualités des administrations qui interviennent dans le développement économique d'une région, l'Idex est un fer de lance indispensable, avec son enthousiasme, sa force de conviction, ses qualités de contact, ses réseaux, sa connaissance inimitable, presque charnelle, du territoire à aménager.

Mais trop, c'est trop : on pourrait parler maintenant de « délit de sale gueule » au sujet des élus. Les quelque 500 maires actuellement en examen le ressentent quotidiennement. De son côté, le pré-

sident du conseil général de Belfort, Christian Proust, ne me démentira pas non plus.

On n'a jamais autant « incupé » que depuis que l'on met « en examen ». Le changement de terme n'est là que pour couvrir d'une prétendue pudeur ce qui sonne, battage médiatique aidant, comme autant de mises en accusation, d'où la défense est exclue ou dérisoire.

Dans ce maélström de culpabilités aréolées ou hypothétiques, tout finit par se mélanger, soupçons et preuves, délits et crimes. La mise en scène médiatique abolit ce qui fonde la marche même de la justice : la sereine recherche de la preuve. L'horizon temporel du quotidien ou de l'hébdomadaire prime, car le spectacle n'attend pas.

La chronique au jour le jour et la justice virtuelle qu'elle inspire se substituent, dans l'opinion publique, à l'instruction et au juge-

ment. Plus les premières se multiplient, plus les seconds se font attendre comme si, finalement, le procès avait déjà eu lieu.

Certains y trouvent une impunité inespérée quand d'autres perdent leur honneur. On marche sur la tête : tout ce qui est virtuel est vrai.

Cela l'est encore plus quand ne sont pas respectées les dispositions visant à protéger, alors que l'enquête suit son cours, l'image d'une personne entravée ou portant des menottes (circulaire du garde des sceaux, 9 mars 1994), ou encore lorsque la circulaire du parquet général de la cour d'appel de Paris (2 janvier 1995), visant à protéger le secret de l'instruction et les droits de la personne dans la procédure judiciaire, n'est pas appliquée.

A quoi sert que le législateur ait rappelé que « chacun a droit au

1) La présomption d'innocence devrait être rappelée clairement dans tout article relatif à une mise en examen ou à une mise en cause.

2) Les médias qui ont relaté une mise en examen ou une mise en cause seraient tenus, en cas de non-lieu ou de relaxe, d'en faire l'annonce, sans même que la personne concernée ait à l'exiger.

3) Si une personne impliquée dans une procédure est l'objet d'un non-lieu alors que les médias avaient indiqué sa mise en examen, l'Etat devrait systématiquement lui donner les moyens de rétablir sa réputation, dans les mêmes supports, proportionnellement à la gravité du préjudice moral qu'elle a subi, au-delà du simple droit de réponse déjà garanti par la loi.

4) Le déroulement de chaque instruction devrait faire l'objet de « rapports d'étape » systématiques rédigés par le juge d'instruction et accessibles aux parties civiles, permettant d'apprécier que toutes diligences sont faites pour que l'instruction soit la plus rapide possible.

5) Le premier pas devrait conduire à fixer des dates butoirs aux instructions, évitant les lenteurs déraisonnables des procédures, ou plus encore leur « enterrement » illégitime.

6) La nature du travail du juge d'instruction et la haute responsabilité qu'elle engage devraient conduire à une revalorisation morale et matérielle de cette fonction, pour qu'elle constitue l'accomplissement d'une carrière, et non, comme c'est trop souvent le cas, son point de départ. La fonction de juge d'instruction serait ainsi l'apanage de magistrats expérimentés, et les postes seraient occupés suffisamment longtemps par un même magistrat.

Naturellement, ces dispositions demandent des moyens supérieurs à ceux dont dispose actuellement la justice. D'où celle-ci des crédits qui lui permettraient d'être mieux armée de nos libertés, et de reconquérir le statut qui lui revient.

Prenez garde aussi à ce que les « affaires », et leurs traitements médiatique et judiciaire, ne siphonnent pas les valeurs mêmes de nos institutions. La parole est au Parlement. Qu'il ait l'audace de faire son devoir.

Christian Pierret est ancien député (PS) des Vosges et maire de Saint-Dié.



Pour ne pas succomber à la nouvelle Audi A4 110 ch TDi, c'est très simple.

سعودي

oupab

ENTREPRISES

LE MONDE / SAMEDI 30 MARS 1996

15

21

SOCIAL Trois mois et demi après la fin du conflit social, les 180 000 électeurs de la SNCF étaient appelés jeudi 28 mars à élire leurs délégués du personnel et leurs représentants

aux comités d'établissement. ● LA CGT, premier syndicat (49 % des voix aux élections des délégués du personnel) augmente ses scores de plus de trois points. Elle assoit sa supré-

matie sur l'ensemble des cheminots, mais aussi auprès des agents de conduite, traditionnellement tentés par le vote catégoriel. ● LA CFDT (21 % des voix aux élections des dé-

légués) enregistre un recul historique de sept points qui la ramène « vingt ans en arrière », selon ses propres dirigeants. ● SUD (Solidaires unitaires démocratiques) obtient 4 % des voix

et treize sièges aux comités d'établissement. Cette émergence, timide sur le plan national, menace d'ébranler à terme le traditionnel équilibre des pouvoirs syndicaux à la SNCF.

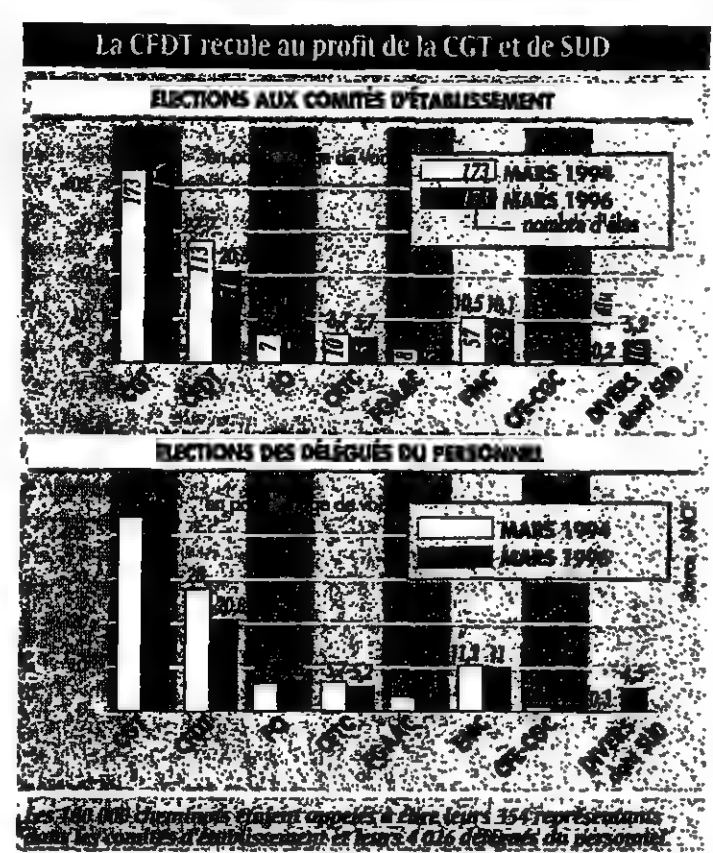
La CGT est la grande gagnante des élections professionnelles à la SNCF

Le nouveau syndicat SUD marque des points au détriment de la CFDT et devient ainsi la quatrième organisation syndicale de la société ferroviaire. Ces résultats vont relancer les débats au sein de la centrale de Nicole Notat

TROIS MOIS ET DEMI APRÈS la fin du conflit social, les élections professionnelles de la SNCF, qui se sont déroulées jeudi 28 mars, marquent une nette évolution du paysage syndical de l'après-grève. Si l'ordre de classement des différents syndicats reste à peu près inchangé, les rapports de forces sont profondément modifiés.

La CGT assoit sa suprématie sur l'ensemble des cheminots mais aussi auprès des agents de conduite, traditionnellement tentés par le vote catégoriel. La CFDT enregistre un recul historique qui la ramène « vingt ans en arrière », selon ses propres dirigeants. L'émergence, timide sur le plan national mais massive dans certains bastions locaux, d'un nouveau syndicat SUD, issu des rangs contestataires de la CFDT, menace d'ébranler à terme le traditionnel équilibre des pouvoirs syndicaux de l'entreprise ferroviaire.

Les 180 000 salariés de la SNCF étaient appelés à élire leurs 354 représentants au sein des 31 comités d'établissement (un pour chacune des 23 régions et des 8 directions régionales) et leurs 4 026 délégués du personnel (au sein des 391 établissements de la SNCF). La CGT ressort très lar-



gement victorieuse de la consultation. Avec 47,24 % des voix dans les comités d'établissement (contre 44,04 % deux années auparavant), elle obtient 178 élus, soit plus de la moitié des sièges à pourvoir. La fédération dirigée par Bernard Thibaut totalise également 48,91 % des voix aux élections des délégués du personnel (contre 45,59 % en 1994). Elle renforce également ses positions auprès des agents de conduite, fer de lance des grèves de novembre-décembre et traditionnellement enclin à un vote catégoriel au profit de la fédération générale autonome des agents de conduite (FGAAC). La CGT totalise 44,87 % des voix des agents de conduite dans les comités d'établissement alors que, quatre ans plus tôt, elle ne recueillait que 35,65 % de leurs suffrages. À l'inverse, la FGAAC enregistre un score de 30,9 % cette année, contre 40,3 % en 1992.

Un net recul. À l'inverse, la CFDT cheminots apparaît sérieusement affaiblie par le scrutin. Opposée à la ligne confédérale incarnée par Nicole Notat, et contestée par les sécessionnistes du nouveau syndicat SUD, la CFDT cheminots semble

avoir des difficultés à trouver ses marques, malgré son engagement clair pendant le conflit. Le syndicat dirigé par Bruno Dalberto, recule de 27,98 % en 1994 à 20,80 % des voix aux élections des délégués du personnel. Pour les élections au comité d'établissement, son recul de 27,66 % à 20,63 % des voix lui fait perdre 42 représentants en deux ans. Elle ne totalise plus que 71 titulaires dans les comités d'établissement. Au sein du collège des agents de conduite, le recul est particulièrement net. La CFDT ne totalise plus que 13,17 % des voix, contre 21,72 % en 1994.

L'émergence de SUD n'est évidemment pas étrangère au recul de la CFDT. Le syndicat Solidaires Unitaires Démocratiques, inspiré des syndicats SUD de La Poste et de France Télécom, a été créé à l'issue du dernier conflit par des dissidents de la CFDT. Contrairement au syndicat CFDT cheminots qui affiche ouvertement son opposition à Nicole Notat, les partisans de SUD-Cheminots ont préféré poursuivre le combat de l'extérieur. Présent uniquement dans quelques bastions régionaux, sur environ un tiers du territoire, SUD revendique 4 % des voix au

La CFDT-cheminots rend les positions confédérales responsables de sa défaite

« C'EST UN COUP DUR qui doit nous conduire à nous interroger en profondeur sur le syndicat que nous proposons aux cheminots », expliquait, au vu des résultats vendredi 29 mars, Bruno Dalberto, le secrétaire général de la CFDT-cheminots. « C'est un vote sanction. Nous avons perdu du terrain sur tous les collèges, toutes les régions et toutes les fonctions », reconnaît-il. Fer de lance de l'opposition à la ligne défendue par Nicole Notat, la CFDT-cheminots souligne « les ravages de la position confé-

la CGT » ajoute-t-il. En état de choc, la CFDT-cheminots choisissait vendredi matin de tirer les leçons politiques du scrutin. Bruno Dalberto revendique toujours la tenue d'un congrès extraordinaire de la confédération pour « vérifier laquelle des deux attitudes de la CFDT est majoritaire ». Il affirme que 600 syndicats, sur les 1984 que comptent la CFDT, sont favorables à la tenue de ce congrès.

Mais la CFDT-cheminots devra aussi s'interroger sur sa stratégie au sein de l'entreprise ferroviaire. Sur une ligne défensive pendant le conflit, elle n'a pu être pas réussi à se démarquer suffisamment de la CGT. Les cheminots pourraient avoir préféré l'original à la copie. À l'avenir, la CFDT compte prendre ses marques dans le débat sur l'avenir de l'entreprise ferroviaire (projet industriel, contrat de plan, débat national...).

Plus de trois mois après le mouvement social de la fin de 1995, les élections professionnelles à la SNCF, jeudi 28 mars, étaient le premier test grandeur nature dans l'entreprise qui avait justement été en première ligne. Les coordinations ayant été totalement absentes, à la différence de 1995, tous les syndicats étaient engagés dans cette grève, ce qui empêche de distinguer, au-delà de la forte participation au scrutin, une prime pour ceux qui étaient « en lutte » et les autres, cela en dépit de différences

dans le degré d'engagement. Or le verdict des cheminots, et plus encore des agents de conduite, est très clair : la CFDT est la grande perdante. La CGT progresse sensiblement, les autres stagnent et SUD, comme déjà à France Télécom en juin 1995, réussit sa percée dans les quelques régions où ce nouveau syndicat était présent, et surtout là où son implantation suivait un départ de la CFDT.

Un « échec injuste », selon la formule de Bruno Dalberto, le « patron » des cheminots cégétistes, qu'il attribue évidemment « aux effets désastreux des positions de Nicole Notat ». L'image confédérale semble en effet avoir joué davantage que le comportement dans l'entreprise. Mais, si les cheminots

cégétistes avaient progressé, ils auraient aussi mis leur succès sur le compte de leur différence avec la confédération... accusée dans tous les cas de figure. En l'occurrence, c'est là où SUD fait un tabac que la CFDT s'effondre. Ces résultats vont donc relancer le débat dans la confédération et dans la fédération. Dans la première, les opposants à M^{me} Notat vont reprendre l'offensive lors du conseil national d'avril. Dans la seconde, les avocats d'une stratégie de sortie et d'un ralliement à SUD se trouvent renforcés. Voilà qui pourrait donner des idées à SUD dans d'autres secteurs et relancer l'esquisse d'une re-composition syndicale.

SUD-Cheminots sur la voie de la légitimité

Avec 4 % des voix aux élections professionnelles de la SNCF, le syndicat SUD-Cheminots a affirmé sa représentativité. SUD-Cheminots a réalisé un score comparable à ceux de la CFTC et de FO, avec des listes présentées auprès de moins d'un tiers des 180 000 électeurs, dans cinq régions (Paris Saint-Lazare, Paris Sud-Est, Rouen, Clermont-Ferrand, Lyon) sur vingt-trois. Les élections n'ont pu avoir lieu à Metz-Nancy et Paris-Est, car les décisions des tribunaux ont été trop tardives.

Depuis plusieurs semaines, le dernier-né des syndicats SNCF a dû mener la bataille de sa représentativité auprès des tribunaux. Sur cent procédures engagées pour contester la légitimité de SUD-Cheminots, la moitié ont fait l'objet d'une décision. Une cinquantaine d'élections sont donc suspendues à la décision des tribunaux, notamment à Strasbourg et dans les directions centrales Grandes Lignes et Sernam.

dérale sur une grande entreprise publique comme la SNCF. Lâchée par la confédération, qui avait gardé ses distances à l'égard des mouvements sociaux de novembre-décembre, la CFDT-cheminots avait choisi de se rebaptiser « CFDT en lutte » lors de son dernier congrès (Le Monde du 9 février). « Nous avons souffert du décalage entre l'attitude combattive de nos militants sur le terrain et les positions de la confédération », explique-t-il. « À l'inverse, les cheminots ont été séduits par la position cohérente de

LES DIVIDENDES DE LA GRÈVE La CGT savourait, elle, sa victoire vendredi matin. « Nous avons gagné 5,6 % des voix en l'espace de deux élections » explique Pierre Delanoue, secrétaire fédéral. « Nous avons remporté la majorité absolue des sièges dans 15 régions sur 21 » ajoute-t-il. La nette progression de la CGT ne semble pas surprendre outre mesure ses dirigeants, qui recueillent les dividendes de la grève. « Nous avons enregistré depuis deux mois 3 000 adhésions, portant nos effectifs à 30 000 », explique Pierre Delanoue. La CGT semble avoir recruté principalement auprès de jeunes cheminots, syndiqués pour la première fois. Elle reconnaît avoir aussi gagné des adhérents de la CFDT et de la FGAAC.

La CGT refuse de politiser sa victoire, mais elle avertit toutefois que « le gouvernement et la direction de l'entreprise devront tenir compte des aspirations des cheminots, manifestées pendant la grève et réaffirmées à l'occasion des élections ».

Au nouveau syndicat SUD, Francis Dianou, membre du collectif provisoire, revendique le « rang de la quatrième organisation syndicale, avec 13 élus dans les comités d'établissement et 141 délégués du personnel », derrière la CGT, la CFDT et la Fédération Maîtrise et Cadres. Un résultat

Il suffit de ne pas l'essayer.

Découvrez la gamme Audi A4 TDi : 90 et 110 ch.

Audi

Air France tente de contrer Air Liberté en Afrique

LE PRÉSIDENT d'Air France, Christian Blanc, a écrit le 15 mars à Anne-Marie Idrac, secrétaire d'Etat aux transports, pour s'opposer au projet d'Air Liberté d'étendre de une à deux fréquences par semaine la desserte des lignes Bordeaux-Abidjan et Toulouse-Dakar. Le Conseil supérieur de l'aviation marchande avait donné un avis favorable le 13 mars à ce projet.

« Cet avis, si vous décidez de le suivre, aurait des effets négatifs extrêmement importants pour l'exploitation d'Air France, ainsi que pour celle d'Air Afrique », écrit Christian Blanc. Sans nous opposer à la désignation de nouveaux opérateurs français sur des destinations extra-communautaires, il conviendrait, selon nous, que soient prises en compte, de manière plus approfondie, lors de l'examen des demandes, les répercussions que celles-ci pourraient avoir sur (...) les transporteurs français exploitant déjà la ligne », explique M. Blanc en conclusion de sa lettre.

DÉPÊCHES

■ **FECHNEY** : le groupe spécialisé dans l'aluminium a annoncé, vendredi 29 mars, un bénéfice net (part du groupe) de 1,465 milliard de francs pour l'exercice 1995, contre une perte de 3,181 milliards en 1994. Les comptes de 1994 avaient été marqués notamment par un amortissement exceptionnel de 2,8 milliards de francs des écarts d'acquisition. Le bénéfice de 1995 se répartit à égalité entre le résultat des activités (730 millions de francs) et une plus-value de 735 millions résultant du programme de cession d'actifs.

■ **CRÉDIT FONCIER DE FRANCE** : l'institution financière spécialisée dans le financement de l'immobilier « envisage de passer d'importantes provisions sur l'exercice 1995, dont le montant exact ne sera arrêté qu'après les résultats des audits mis en œuvre sur les risques immobiliers », a-t-elle annoncé dans un communiqué publié vendredi 29 mars. Le Crédit foncier de France (CFF) ajoute qu'il met au point, « en concertation avec toutes les parties concernées, le plan lui permettant de faire face à cette situation et d'organiser l'évolution à moyen terme de l'établissement ».

■ **BANQUES** : huit établissements sur dix bafoueraient une règle de la loi « informatique et libertés » qui garantit le droit pour chaque individu d'accéder aux informations des fichiers nominatifs le concernant, selon les résultats d'une enquête du mensuel *Que Choisir* publiée dans son édition d'avril. La loi « informatique et libertés » donne le droit d'accéder à toutes les informations détenues sur les clients dans les fichiers des banques.

■ **BANQUE DE FRANCE** : les personnels de la fabrication des billets ont débrayé massivement jeudi 28 mars, à l'appel de six syndicats, à l'occasion de la tenue d'ultimes négociations sur le plan de redressement de cette activité. Selon la direction de la Banque, le taux de participation de grève a été de 63 % sur le site de Puteaux (Hauts-de-Seine), 72 % sur celui de Châmalot (Puy-de-Dôme) et 63 % sur celui de Vichy-le-Comte (Puy-de-Dôme).

■ **BP FRANCE** : la filiale française du pétrolier britannique a annoncé le 29 mars une chute de 69 % de son bénéfice net en 1995, lié aux pertes enregistrées dans le raffinage pétrolier et aux provisions constituées pour rationaliser cette branche. Malgré la performance jugée « excellente » des activités chimiques, le résultat net consolidé a diminué à 154 millions de francs en 1995 contre 537 millions en 1994.

■ **GRUNDIG** : le groupe allemand d'électronique grand public a accusé en 1995 une perte nette de 598 millions de marks (2 milliards de francs), contre une perte de 127 millions de marks l'année précédente, a confirmé jeudi 28 mars le président du directoire Pieter W. Van der Wal. Ces pertes avaient été dévolées début février par le groupe qui avait annoncé la suppression d'un quart de ses effectifs, soit 3 000 emplois.

■ **MEDIOBANCA** : la plus puissante banque d'affaires italienne a enregistré une baisse de son bénéfice avant impôt sur les six mois se terminant le 31 décembre 1995, à 171,2 milliards de lire (547 millions de francs), contre 288,5 milliards sur la même période de 1994. Ce recul s'explique par des provisions de 290,7 milliards de lire que la banque a dû effectuer.

■ **ING** : le groupe néerlandais de services financiers a réalisé en 1995 un bénéfice net de 2,65 milliards de florins (8 milliards de francs) contre 2,3 milliards l'année précédente, en hausse de 15,1 %, indique jeudi 28 mars un communiqué du groupe.

Ecureuil

Distrimonétaire

SCAV MONÉTAIRE DE DISTRIBUTION POUR LA RÉMUNÉRATION DE VOS DISPONIBILITÉS

Dividende de l'exercice 1995

Le conseil d'administration de la Scav, réuni le 21 février 1996, a arrêté les comptes du premier exercice social clos le 29 décembre 1995.

Ils seront présentés à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires le 2 avril 1996. Sous réserve de son accord, le dividende net de l'exercice a été fixé à 538,64 F par action.

Il sera mis en paiement le 15 avril 1996 (détachement le 10 avril). Le crédit d'impôt est nul.

Performance au 29.12.1995

+ 5,53%
Sur 1 an

Valeur de l'action
au 29.02.96 :
10 729,82 F

Politique de gestion

L'objectif d'Ecureuil Distrimonétaire est de rémunérer des disponibilités à court terme en toute sécurité. Tirant parti des mouvements de tensions sur les taux courts, elle offre en 1995 une performance très appréciable pour une épargne disponible à tout moment, sans frais.

Sicav gérée par Ecureuil Gestion - Filiale des Caisse d'Épargne et de Prévoyance et de la Caisse des dépôts et consignations.



CAISSE D'ÉPARGNE

Les exploitants téléphoniques britanniques BT et Cable & Wireless envisagent une fusion

L'opération donnerait naissance à un géant mondial

Après un premier échec, BT (ex-British Telecom) et Cable & Wireless ont repris les négociations sur une fusion, qui donnerait naissance à un groupe repré-

sentant plus de 140 milliards de francs de chiffre d'affaires. Au préalable, le sort de Mercury, filiale de Cable & Wireless et principal concurrent de BT

en Grande-Bretagne, doit être réglé. De même que celui de Hong Kong Telecom, autre filiale de Cable & Wireless, pour laquelle une OPA serait nécessaire.

LES DEUX principaux exploitants téléphoniques britanniques, BT et Cable & Wireless, sont engagés dans des discussions en vue d'une fusion, qui, si elles aboutissent, donnerait naissance à un nouveau géant mondial, proche, en termes de poids, des deux titans que sont le japonais NTT et l'américain AT&T. Dans un communiqué, diffusé jeudi 28 mars en début de soirée, à la suite d'une forte agitation à la Bourse de Londres durant toute la journée, la direction de Cable & Wireless a confirmé « que des discussions exploratoires se tiennent avec BT, qui pourrait conduire ou pas à une fusion ». Au début du mois de mars, la direction de Cable & Wireless avait indiqué avoir rejeté une offre formalisée fin 1995 par BT, car elle n'était « pas dans l'intérêt de nos clients, de nos actionnaires et de nos partenaires ».

Sur le papier, un rapprochement entre BT (33,9 milliards de livres de chiffre d'affaires) et Cable & Wireless (5,1 milliards de livres de chiffre d'affaires) présente un certain nombre d'intérêts pour les deux groupes. Pour BT, l'opération signifierait un élargissement de la présence internationale. Implanté dans cinquante pays au niveau mondial, Cable & Wireless est notamment très actif en Asie (Hongkong, Japon). Cette zone géographique en forte croissance est l'une des priorités pour les années à venir de BT, dont la présence inter-

nationale se borne quasiment aux États-Unis, où le groupe détient 20 % de MCI.

Autre intérêt de Cable & Wireless : il est au capital de Bouygues Telecom en France, un marché dont BT, qui a tout juste commencé à tisser sa toile en Europe (à peine 1 % de son chiffre d'affaires), est absent. Pour les analystes, Cable & Wireless offrirait aussi à BT, soumis à une forte concurrence en Grande-Bretagne, une croissance et une capacité de financement non négligeables.

A l'inverse, BT pourrait représenter pour Cable & Wireless une occasion de stabilisation en termes de management. Depuis fin novembre 1995, le groupe n'a plus ni président ni directeur général. Après une bataille publique, liée à des divergences sur la stratégie à mener, Lord Young et James Ross, qui occupaient respectivement les postes

de président et de directeur général, ont été remerciés par le conseil d'administration. Une fusion avec BT pourrait également redonner en Bourse de la valeur aux titres Cable & Wireless, selon les analystes. Ces derniers estiment que la politique de fédération suivie ces dernières années par le groupe, pour conduire son développement international, n'a pas permis une appréciation du titre.

DIFFICULTÉS À HONGKONG

Pour aller à leur terme, les négociations devront cependant lever un certain nombre d'obstacles. En Grande-Bretagne tout d'abord, BT devra recevoir l'aval du ministère du commerce et de l'industrie pour prendre plus de 15 % de Cable & Wireless. Il faudra également aux deux groupes inévitablement se séparer de Mercury, le principal concurrent de BT outre-Manche,

et dans la mesure où celui-ci est contrôlé à 80 % par Cable & Wireless.

Il faudra aussi compter avec l'allemand Veba, qui, compte tenu de ses 10,5 % dans Cable & Wireless, aura son mot à dire sur l'opération. D'autant plus que celle-ci, si elle aboutit, va venir perturber le jeu des alliances en Allemagne, sujet qu'il faudra clarifier : Cable & Wireless s'est associé avec Veba, au sein de Vebacom, dans la perspective de la libéralisation de l'ensemble des services de télécommunications début 1998, tandis que BT fait, de son côté, cause commune avec Viag.

Mais c'est probablement à Hongkong que se situe l'une des principales difficultés du projet. Cable & Wireless détient 57,5 % de Hong Kong Telecom, qui est sa filiale la plus rentable (plus de dix fois de ses bénéfices opérationnels) et représente à elle seule 80 % de sa capitalisation boursière. Selon les règles boursières en vigueur à Hongkong, tout acquéreur de Cable & Wireless devrait automatiquement se porter acquéreur de 42,5 % du capital de Hong Kong Telecom qui sont dans le public. Ce qui reviendrait à débours 6 milliards de livres (4,1 milliards de francs). Une somme sans doute un peu lourde pour BT.

Philippe Le Cœur

Deux groupes complémentaires

■ **BT**
Chiffre d'affaires : 33,9 milliards de livres (107 milliards de francs)
Résultat avant impôt : 2,66 milliards de livres
Effectifs : 190 000 personnes
En Grande-Bretagne, le groupe contrôle 95 % du marché du téléphone résidentiel, 83 % des communications d'entreprises et 72 % des appels internationaux.

■ **Cable & Wireless**
Chiffre d'affaires : 5,13 milliards de livres (39,5 milliards de francs)
Résultat avant impôt : 84,1 millions de livres
Effectifs : 41 124 personnes
Les principaux actifs du groupe sont Mercury en Grande-Bretagne (80 % du capital), Hong Kong Telecom (57,5 %) et ITT (17,58 %) au Japon.

L'industrie de défense devra réduire ses coûts de 30 % en six ans

REPLACÉ le 27 mars, lors du dernier conseil des ministres, par Jean-Yves Helmer (*Le Monde* du 28 mars), Henri Conze était, en réalité, donné partant, depuis quelque temps déjà, de son poste de délégué général pour l'armement. Des événements de la semaine dernière ont, semble-t-il, précipité son départ. On lui a attribué, entre autres, la responsabilité de l'impasse dans le cadre de la programmation militaire 1997-2002, qui sera soumise en juin au Parlement. En la matière, la DGA joue un rôle d'expert, souvent amené à contredire la haute hiérarchie militaire.

Au tout début de février, M. Conze confiait encore au quotidien *La Voix du Nord* : « Dans le périmètre de mes responsabilités, je ne suis plus inquiet et je vois clairement ce qu'il faut faire. » Moins de deux

mois plus tard, il est incité à partir. Que s'est-il passé entre-temps ?

D'abord, une fois arrêtées les grandes lignes des réorganisations annoncées le 12 février par le chef de l'État, la DGA et les États-majors se sont lancés dans une opération - « traumatisme », selon l'un des acteurs - qui consiste à préciser, par le détail, les réductions, les reports, voire les annulations de projets dans le cadre de la programmation militaire 1997-2002, qui sera soumise en juin au Parlement. En la matière, la DGA joue un rôle d'expert, souvent amené à contredire la haute hiérarchie militaire.

Ensuite, les Allemands se sont plaints, à plusieurs reprises, au sein d'instances de concertation avec les Français, que leurs interlocuteurs à la DGA ou dans les États-majors les avaient ou mal ou

incomplètement informés des conséquences que pouvaient avoir, sur leur propre « base technologique et industrielle de la défense », les réorganisations militaires et industrielles en France. M. Conze est apparu - à tort - comme l'un de ceux que les Allemands montraient du doigt pour ne pas les avoir assez tenus au courant du sort des projets français et de leurs effets sur la coopération entre les deux pays.

LA RÉPONSE DE L'ÉTAT

Enfin, le ministre de la défense, Charles Millon, a annoncé qu'il avait l'intention de porter le fer dans la DGA, après la réorganisation décidée dans les forces armées et les industries d'armement. La restructuration de la DGA fait partie des projets gouvernementaux actuels de « réforme de l'État », de façon à mieux distinguer entre, d'un côté, les tâches de la DGA de contrôle administratif (ce qu'on appelle la « tutelle » exercée au nom de l'État sur les industries de défense) et, de l'autre, les responsabilités spécifiquement industrielles de la DGA (les constructions navales ou autres arsenaux et les ateliers industriels aéronautiques).

C'est cette action-là que Jean-Yves Helmer, un dirigeant important de Peugeot-Citroën, devra mener. Dans sa lettre de mission, M. Millon lui fixe comme objectif « une réduction de 30 % des coûts et des délais de réalisation des programmes d'armement » entre 1997 et 2002. Ce qui suppose « une

amélioration de la productivité de l'ensemble de la DGA », « une nouvelle définition de ses missions et de ses moyens », « une réorganisation des structures existantes ». Dans les relations avec les industriels, M. Helmer donnera la priorité à la coopération européenne et à l'exportation. Il proposera, avant le 1^{er} septembre, une nouvelle organisation qui devra « conjuguer l'efficacité et le moindre coût ».

Si la nomination d'un X-Mines à la DGA peut déplaire à des ingénieurs de l'armement, dont la plupart sont des polytechniciens réputés pour leur esprit de corps, on notera néanmoins que M. Helmer a servi au cabinet de Raymond Barre, premier ministre en 1976-1978, où il s'était notamment occupé - déjà - d'un rapprochement entre Dassault et Aerospatiale, qui est devenu un objectif de l'actuel gouvernement. Il est, depuis 1995, au conseil d'administration de GIAT-Industries, un groupe d'armement terrestre en sérieuse difficulté. La désignation de M. Helmer peut aussi s'expliquer par la volonté de M. Millon de créer des synergies entre le civil et le militaire - ce qu'on appelle la « dualité » des activités dans un secteur de la défense qui doit préparer sa diversification et sa conversion - à l'instar de ce qui se passe à l'étranger où, par exemple, l'Allemagne est allée jusqu'à marier l'automobile et l'armement (Daimler Benz et Dasa).

J. L.

M. Millon : « La DGA doit retrouver sa vocation d'impulsion et d'expertise »

« Henri Conze, ancien délégué général à l'armement, a-t-il démissionné ? »

Il a beaucoup œuvré pour une clarification des relations avec les États-majors. Il a joué un rôle majeur dans la mise en place de la structure de coopération franco-allemande, embryon de la future agence européenne de l'armement. Il a été un des acteurs de l'accord avec l'Allemagne sur les satellites Helios 2 et Horus. Enfin, il a été le principal maître d'œuvre, à la défense, des projets de restructuration industrielle engagés dans l'électronique et l'aéronautique.

« Alors, pourquoi le remplacer par Jean-Yves Helmer ? »

Jean-Yves Helmer a fait la preuve, au sein du groupe PSA, de son aptitude à conduire des transformations profondes de grandes structures et leur adaptation à l'évolution du marché dans le sens d'une plus grande productivité. Il est à même de relever les défis qui se présentent à la DGA aujourd'hui : une amélioration de ses performances et une consolidation de la stratégie internationale, tant en coopération qu'à l'exportation. La réforme de notre outil de défense doit se traduire, pour la DGA, par un retour à sa vocation originelle d'impulsion, d'expertise et de maîtrise d'ouvrage, en dehors de son activité industrielle

dans la construction navale et l'entretien des aéronefs.

Cette évolution devra s'accompagner, pour l'ensemble de l'activité, d'une réduction des coûts et d'un gain de productivité comparables aux efforts que consentiront les armées sur les six ans de la programmation.

Propos recueillis par Jacques Isnard

INTENSYS

Sicav obligations et autres titres de créances français

DIVIDENDE EXERCICE 1995 : Le conseil d'administration de la Sicav INTENSYS a arrêté les comptes de l'exercice 1995 et a proposé de fixer à 7,91 francs le dividende net versé par action "D", dit de distribution. Un acompte de 3,13 francs a été versé en 1995. Le solde de 4,78 francs sera décomposé comme suit :

Obligations françaises non indexées	2,66 F
Autres titres de créances négociables	2,12 F
Total	4,78 F

Sous réserve du vote de l'assemblée générale ordinaire, le dividende sera détaché le 15 avril et mis en paiement le 17 avril 1996 (possibilité de réinvestissement sans frais jusqu'au 17 juillet 1996).

Valeur de l'action au 29.12.1995 : 110,72 francs.

Gestion : SOGEPSTE S.A. Filiale de La Poste et de la Caisse des dépôts et consignations

La Bundesbank provoque un repli du dollar

Pour certains économistes, les facteurs favorables au billet vert sont « artificiels et temporaires »

FAUT-IL CRAINdre une chute du dollar ? Le billet vert s'est nettement replié, jeudi 28 mars, après la décision de la Bundesbank de ne pas baisser ses taux directeurs. Alors qu'il avait frôlé, en début de semaine, ses plus hauts niveaux depuis un an face aux devises européennes et japonaises (à 1,4880 mark, 107,20 yens et 5,09 francs), il s'échangeait, vendredi matin 29 mars, à 1,4740 mark, 106,40 yens et 5,02 francs.

Confrontés à une conjoncture économique morose, les industriels européens ont trouvé depuis le début de l'année un motif de réconfort dans l'évolution du dollar. Depuis le 1^{er} janvier, le billet vert s'est apprécié de plus de 3 % vis-à-vis du mark et du franc. Cette situation contraste avec celle observée au début de l'année 1995, période au cours de laquelle le billet vert était tombé à ses plus bas niveaux historiques face au deutschemark (1,3450 mark) et au yen (79,75 yens).

Pour François Chevalier, économiste à la Banque française du commerce extérieur (BFCE), cette « chute du dollar n'a pas été étrangère à l'avortement des reprises japonaise et européenne ». A l'occasion de la publication de leurs résultats pour l'année 1995, les dirigeants des entreprises allemandes et françaises soulignent le coût élevé qu'ont représenté pour leurs sociétés les perturbations monétaires. Le plongeon du dollar a moins pesé directement (7,9 % seulement des exportations de l'Allemagne et 7 % de la France se font en direction des Etats-Unis) qu'indirectement, à travers les troubles qu'il a entraînés sur le marché des devises européennes. En provoquant un afflux de capitaux en Allemagne et une envolée du deutschemark, la chute du dollar avait fait plonger le franc français et la lire italienne vis-à-vis de la monnaie allemande. Depuis le début de l'année, en revanche, la fermeté du billet vert contribue à préserver les devises européennes de turbulences auxquelles les incertitudes concernant l'avenir de la monnaie unique sembleraient les destiner.

La hausse du dollar a-t-elle une chance de se poursuivre au cours des prochains mois ? Depuis le début de l'année, le billet vert a été soutenu par plusieurs éléments. Le premier tient au rééquilibrage des comptes extérieurs américains et japonais. Le déficit de la balance commerciale des Etats-Unis ne cesse de se réduire et l'excédent nippon de se contracter. Au mois de décembre, le déficit américain s'est inscrit à 6,7 milliards de dollars, soit une baisse de moitié par rapport à son niveau observé six mois plus tôt. Le Japon a pour sa part dégagé en février un excédent commercial de 6,13 milliards de dollars, en retrait de 45,8 % sur un an. Le solde entre les deux pays s'établit désormais, en rythme annuel, à 20 milliards de dollars après 50 milliards de dollars en 1994 et 45,5 milliards de dollars en 1995. Ce mouvement se traduit par une baisse des ventes de dollars de la part des exportateurs japonais.

Des facteurs politiques soutiennent également la monnaie américaine. A chaque fois qu'ils en ont l'occasion - et ce fut encore le cas du président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, mercredi 27 mars -, les responsables des sept pays les plus industrialisés (G7) rappellent que le dollar dispose encore d'un potentiel d'appréciation. Même les Etats-Unis, par la voix de leur secrétaire d'Etat au Trésor Robert Rubin, ont réaffirmé leur attachement à un « dollar fort ». Si elles s'abstiennent de toute intervention concertée, les banques centrales en laissent planer la menace en permanence, ce qui contribue à calmer l'ardeur des opérateurs qui auraient l'intention de jouer le dollar à la baisse. La Banque du Japon ne s'est toutefois pas contentée de simples paroles. Au cours des mois de janvier et de février, l'institut d'émission nippon est intervenu massivement afin de soutenir le billet vert, et il a annoncé à cet égard des accords de coopération

avec les autres banques centrales de la région (Singapour et Hong-Kong).

Demier facteur favorable au dollar : les écarts de taux d'intérêt entre les différents pays. Aux Etats-Unis, le récent rebond de l'activité, reflété par le chiffre record de créations d'emplois au mois de février (705 000), incite la Réserve fédérale à opter pour le statu quo alors que les opérateurs avaient anticipé, dans la perspective d'un atténuation de la perspective d'un assouplissement de sa politique. Les taux d'intérêt à court terme américains sont aujourd'hui nettement supérieurs aux rendements japonais ou allemands (5,30 % aux Etats-Unis contre 0,5 % à Tokyo et 3,25 % à Francfort), ce qui rend très coûteuse l'opération consistant pour un investisseur à vendre des dollars et à acheter des deutschemarks ou des yens.

La fermeté du billet vert contribue à préserver les devises européennes des incertitudes concernant l'avenir de la monnaie unique

Pour la majorité des économistes, cet environnement propice à une hausse du dollar - soutien des autorités monétaires internationales, évolution des taux d'intérêt, rééquilibrage des comptes extérieurs américains et japonais - se maintiendra au cours des prochains mois, ce qui devrait se traduire par une nouvelle progression de la monnaie américaine. Les analystes de la banque américaine Morgan Stanley prévoient que le dollar se situera en fin d'année à 118 yens, 1,70 mark et 5,78 francs.

D'autres experts se montrent plus sceptiques. C'est par exemple le cas de Fred Bergsten, ancien conseiller économique du président Bill Clinton et aujourd'hui directeur de l'Institut for International Economics. Il estime que le dollar retombera prochainement à un niveau de 90 yens et souligne que « le yen ne s'est maintenu à ses récents niveaux qu'en raison de facteurs très artificiels et temporaires ». Il observe que les Etats-Unis n'apprécient guère les atterrissements du gouvernement japonais à régler la crise des établissements de crédit coopératif nippon. Du même coup, la Maison Blanche, qui avait promis l'année dernière d'aider par tous les moyens les autorités japonaises dans l'entreprise de sauvetage de leur système financier, pourrait revenir sur cet engagement.

Parmi les « facteurs artificiels et temporaires », Fred Bergsten note également les interventions de la Banque du Japon. L'institut d'émission nippon a acheté un montant record de dollars au mois de février (17,04 milliards de dollars). Les réserves de changes du Japon atteignent à la fin de ce mois 199,88 milliards de dollars. Elles ont triplé en trois ans. « Tant que ces interventions dureront, le yen pourrait rester stable, estiment les économistes de la Caisse des dépôts et consignations (CDC). Mais quand la croissance économique japonaise deviendra bonne, il est probable que la Banque du Japon devra cesser d'intervenir, ce qui provoquera une chute du dollar vis-à-vis du yen. » Les interventions de la Banque du Japon se traduisent en effet par une injection massive de yens dans le système financier nippon, un phénomène qui présente à terme des risques inflationnistes. A cet égard, le récent envoi de la masse monétaire, mesurée par son agrégat le plus étroit M1 (+16 % au mois de février en rythme annuel), constitue un signal inquiétant.

Pierre-Antoine Delhommais

Le franc atteint son plus haut niveau depuis juin 1994 face au mark

L'annonce d'une progression du chômage au mois de février n'a pas affecté la devise française

Malgré la décision de la Bundesbank de ne pas baisser ses taux directeurs, la hausse du franc face au mark s'est poursuivie. La devise fran-

çaise s'inscrivait, vendredi matin 29 mars, à 3,4080 francs pour 1 mark, son cours le plus élevé depuis juin 1994 vis-à-vis de la monnaie alle-

mande. Le franc bénéficie d'un contexte international favorable et du léger décalage conjoncturel, à l'avantage de la France.



Le franc bénéficie du décalage conjoncturel entre la France et l'Allemagne.

Les capitaux internationaux vont de préférence se placer aux Etats-Unis et non plus en Allemagne. La devise française profite égale-

ment du regain de confiance des investisseurs internationaux dans le processus de construction monétaire européenne, un sentiment qui contribue à enlever au deutschemark son statut de monnaie refuge.

HAUSSE PARADOXALE

Après en avoir longtemps douté, les grands géants de fonds américains ou japonais estiment désormais que l'introduction d'une monnaie unique le 1^{er} janvier 1999 est une hypothèse très probable. A cet égard, ils ont accueilli favorablement le bon score obtenu par le Parti libéral (FDP), lors des trois élections régionales organisées dimanche 24 mars en Allemagne. Ce scrutin a démontré que les thèses anti-européennes développées par le Parti social démocrate (SPD), qui s'était présenté, lors de la campagne, comme « le parti du deutschemark », n'ont pas le soutien des citoyens allemands. Les opérateurs ont aussi été favorablement impressionnés par les déclarations du président de la République Jacques Chirac, estimant que la création d'une monnaie unique est

« à notre portée ». La hausse du franc peut toutefois apparaître paradoxale compte tenu de la situation économique très difficile de la France. Le gouvernement vient de réviser à la baisse ses perspectives de croissance pour l'année 1996 (1,3 % contre 2,8 %) et le nombre de demandeurs d'emploi a progressé de 0,5 % au mois de février (lire page 30). Ce sombre tableau bénéficie toutefois de la comparaison qui peut être faite avec celui de l'Allemagne. Outre-Rhin, le chômage connaît depuis plusieurs mois une progression fulgurante. Et alors que l'activité donne malgré tout, en France, quelques signes de frémissement (hausse de la production industrielle et de la consommation en janvier, bonnes rentrées fiscales, redressement des perspectives dans l'industrie), l'économie allemande, elle, subit une récession. Ce décalage conjoncturel de part et d'autre du Rhin, au bénéfice de la France, trouve son illustration sur le marché des changes avec la hausse du franc vis-à-vis du mark.

P.-A. D.

Avec Itineris
faites *Plus*
d'économies

380 F HT offerts*

pour tout nouvel abonnement souscrit avant le 30 avril 1996.

itineris

On va beaucoup plus loin avec Itineris.

N° Vert 0510 07 07

*380 F HT (458,28 F TTC) déduits d'une de vos premières factures pour tout nouvel abonnement souscrit entre le 1^{er} janvier et 30 avril 1996 inclus, équivalent à 2 mois d'abonnement gratuit à Itineris Formule Référence.

Dans les points de vente participant à l'opération.



France Telecom
Mobiles

■ LA BOURSE DE TOKYO a terminé, vendredi, à son plus haut niveau depuis vingt et un mois, pour la dernière séance de l'année fiscale. L'indice Nikkei a gagné 0,52 %, à 21 406,85.

■ LE DOLLAR est resté stable, vendredi, sur le marché des changes de Tokyo, où il cotait 106,45 yens en fin de séance, contre 106,24 yens à New York et 106,61 yens à Tokyo la veille.

■ L'OR a ouvert en baisse, vendredi, sur le marché international de Hong-kong. L'once s'échangeait à 396,50-396,80 dollars, contre 399-399,30 jeudi en clôture.

■ LA BUNDESBANK a laissé, jeudi, ses taux d'intérêt directeurs inchangés. Le taux d'escompte reste à 3 % et le lombard à 5 %. La dernière baisse des taux remonte au 14 décembre.

■ LES RÉSERVES DE CHANGES de la Banque de France ont augmenté de 310 millions de francs, à 123,16 milliards du 14 au 21 mars, selon un calcul effectué par le Crédit lyonnais.

LES PLACES BOURSIÈRES

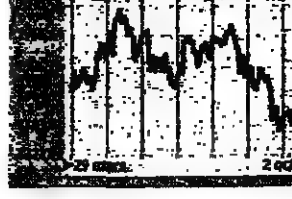
Bonne fin de semaine à Paris

LA BOURSE DE PARIS était bien orientée, vendredi 29 mars, pour la dernière séance de la semaine. Après avoir ouvert sur une hausse de 0,85 %, l'indice CAC 40 freinait son allure par la suite, n'affichant plus, une heure plus tard, qu'un gain de 0,22 %. Aux alentours de 12 h 30, les valeurs françaises reprenaient de la hauteur, s'inscrivant en progression de 0,51 % à 2030,36 points. Les transactions étaient nourries, avoisinant près de 4 milliards de francs.

La progression de la cote était émanée par Alcatel Alsthom qui, à l'image de la veille, « flirtait » avec ses plus hauts niveaux annuels. A 12 h 30, l'action gagnait 2,9 % à 468,20 francs. Selon les opérateurs, l'action bénéficiait du bon accueil réservé à la stratégie de recentrage annoncée hier par son président, Serge Tchuruk.

Cinq titres prenaient 8,7 % à 513 francs sur la forte hausse du bénéfice net par action de Pechiney perdait 1,5 % à

Indice CAC 40 sur un an



213,8 francs et Pechiney International 1,8 % à 107 francs sur des prises de bénéfice consécutives à la publication de résultats conformes aux attentes. Deux ap-

CAC 40 5 jours

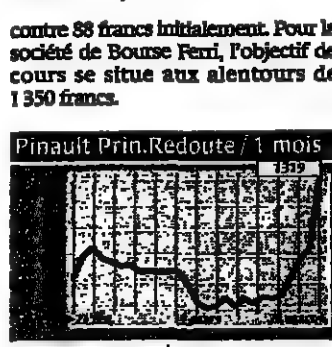


plications ont été notées sur la Compagnie bancaire, de 206 600 pièces chacune. L'une réalisée à 510 francs, l'autre à 509 francs. Le titre était stable à 506 francs.

Pinault-Printemps-Redoute, valeur du jour

L'ANNONCE d'un résultat meilleur que prévu, en 1995, pour le groupe Pinault-Printemps-Redoute a permis au titre de terminer la séance à son plus haut niveau de l'année. L'action a gagné 8,11 % à 1 319 francs dans un marché de 325 000 titres. La société de Bourse Cheuvreux de Virieu, qui maintient Pinault dans sa liste de valeurs recommandées, relève ses prévisions de bénéfice net par action à 84,30 francs sur 1996 contre 78 francs auparavant et à 96,20 francs sur 1997

Pinault Prin.Redoute, 1 mois



Tokyo à son plus haut

POUR LA DERNIÈRE séance de l'année fiscale, la Bourse de Tokyo a terminé en hausse vendredi. L'indice Nikkei a terminé à son plus haut niveau depuis vingt et un mois, gagnant 111,03 points, soit 0,52 %, à 21 406,85 points.

Jeudi, Wall Street a terminé la journée sur ses niveaux de mercredi à l'issue d'une séance irrégulière, marquée par des opérations de mise à jour des portefeuilles avant la fin du trimestre. L'indice Dow Jones a gagné 3,96 points, soit 0,07 %, à 5 630,86 points. Le principal indicateur de Wall Street a perdu jusqu'à 34 points, sous l'influence d'une remontée des taux d'intérêt, mais, par la suite, les investisseurs ont surtout porté leur attention sur leurs portefeuilles, se livrant à des achats de couverture sur les valeurs ve-

dettes. En Europe, la Bourse de Londres s'est ressaisie après un début de journée plutôt morose. L'indice Footsie a juste gagné 0,2 point, à 3 672,6 points. Outre-Rhin, après avoir inscrit vingt-quatre heures plus tôt un nouveau record, la Bourse de Francfort a cédé du terrain, l'indice DAX baissant en clôture de 0,67 %, à 2 508,44 points.

INDICES MONDIAUX

	Cours au 29/03	Cours au 28/03	Var. en %
Paris CAC 40	2030,36	2000,00	+1,52
New York DJ	5630,86	5591,90	+0,70
Tokyo Nikkei	21406,85	21195,82	+0,99
Londres FTSE	3672,60	3657,40	+0,41
Francfort DAX	2508,44	2528,11	-0,78
Amsterdam AEX	350,00	348,00	+0,57
Madrid IBEX	3500,00	3480,00	+0,57
Stockholm OMX	1500,00	1480,00	+1,35
Hong Kong HSI	11000,00	10900,00	+0,91
Singapore SMI	2900,00	2880,00	+0,69

NEW YORK Les valeurs du Dow-Jones

	29/03	28/03	Var. en %
Alcoa	64,37	64,37	0,00
American Express	49,50	49,50	0,00
Allied Signal	57,25	57,25	0,00
AT & T	61,25	61,25	0,00
Bentley	13,50	13,50	0,00
Biochem	88,37	88,37	0,00
Caterpillar Inc.	68,50	68,50	0,00
Chevron Corp.	57,57	57,57	0,00
Coca-Cola Co.	53,87	53,87	0,00
Disney Corp.	54,37	54,37	0,00
Du Pont de Nemours & Co.	92,25	92,25	0,00
Eastman Kodak Co.	71,50	71,50	0,00
Boon Corp.	84,12	84,12	0,00
Gen. Motors Corp.	57,57	57,57	0,00
Gen. Electric Co.	78,12	78,12	0,00
Goodyear T & Rubber	31,50	31,50	0,00
IBM	109,75	109,75	0,00
Philip Morris	88,37	88,37	0,00
Intl Paper	59,12	59,12	0,00
J.P. Morgan Co.	89,12	89,12	0,00
Mc Don Douglas	94,37	94,37	0,00
Merck & Co. Inc.	61,25	61,25	0,00
Minnesota Mining & Mfg.	66,37	66,37	0,00
3M	88,37	88,37	0,00
Procter & Gamble Co.	55,25	55,25	0,00
Sears Roebuck & Co.	48,87	48,87	0,00
Telex	86,87	86,87	0,00
Union Carb.	49,37	49,37	0,00
Intl Tech.	113,75	113,75	0,00
Westingh. Electric	19,12	19,12	0,00
Woolworth	19,37	19,37	0,00

PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

HAUSSES, 12h30	Cours au 29/03	Var. %	Var. 5 J
Alcatel	468,20	+2,90	+14,44
Satcom	575,00	+1,84	+1,84
Geophysik	347,00	+115,32	+115,32
Pinault-Printemps-Redoute	1319,00	+8,11	+42,78
Alma	630,00	+29,56	+46,45
Sole	78,00	+1,25	+1,25
Sat Communication	390,00	+31,40	+31,40
Alcatel Cable	482,50	+30,64	+30,64
Primagis	504,00	+29,56	+29,56
S.E.L.	799,00	+34,28	+34,28

BAISSES, 12h30	Cours au 29/03	Var. %	Var. 5 J
CS Systems (CEE)	210,00	-1,90	-5,00
Intertechnique 1	580,00	-30,04	-30,04
Zodiac aviat divd	169,00	-45,32	-45,32
Crédit Foncier	63,25	-10,66	-10,66
Cap Gemini Societ	168,00	-18,11	-18,11
Lagardere (AMM)	133,00	-4,77	-4,77
Pechiney Int'l	106,70	-22,78	-22,78
Pechiney	212,40	-25,08	-25,08
Stell (NY)	18,00	-4,45	-4,45
Leban	253,20	-25,37	-25,37

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SEANCE, 12h30	Cours au 29/03	Var. %	Capitalisation
SEANCE, 12h30	2908,11	+0,85	9971059,50
Carrefour	7264,00	+26,20	262,20
Banque (Cie)	42849,00	+21,67	21,67
Pinault-Printemps-Redoute	8773,00	+8,11	128451,66
LYNH Most Vulton	7671,00	+9,90	9,90
Stell (Cie des)	18878,00	+21,67	21,67
Stell (Cie des)	22088,00	+21,67	21,67
L'Oréal	4904,00	+21,67	21,67
Total	20984,00	+21,67	21,67
Alcatel Cable	14915,00	+21,67	21,67

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 12h30	Cours au 29/03	Var. %	Var. 5 J
SAGAL	515,00	+14,44	+14,44
Immobiliat Nyl	179,00	+5,78	+5,78
Pinor	123,50	+24,32	+24,32
Merid Alpina Ly	215,00	+4,47	+4,47
Crédit Lyonnais	1680,00	+5,68	+5,68

BAISSES, 12h30	Cours au 29/03	Var. %	Var. 5 J
Graviers Dorand	10,20	-29,01	-29,01
Com (IB)	254,00	+15,60	+15,60
Salvex	28,20	+20,10	+20,10
Proctex	126,10	+16,94	+16,94
Kindy	182,10	+4,39	+4,39

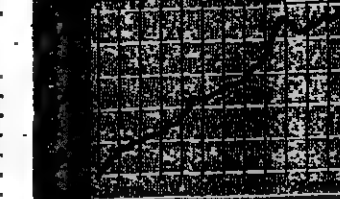
INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

	Cours au 29/03	Var. %	Var. 5 J
Ind. pin. SBF 120	1416,12	+0,85	+0,85
Ind. pin. SBF 250	1578,39	+0,85	+0,85
Ind. Second Marché	294,81	+0,85	+0,85
Ind. MidCAC	1302,99	+0,85	+0,85

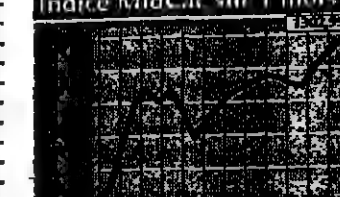
Indice SBF 250 sur 3 mois



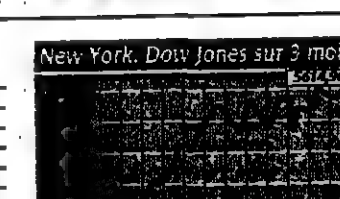
Indice second marché sur 3 mois



Indice MidCAC sur 1 mois



New York, Dow Jones sur 3 mois



Londres, FT100 sur 3 mois



Francfort, DAX sur 3 mois

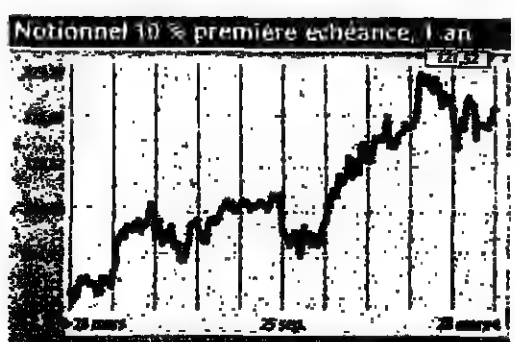


LES TAUX

Le Matif se reprend à l'ouverture

LE CONTRAT NOTIONNEL du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, se reprenait vendredi au cours des premiers échanges, l'échéance juin gagnant 10 centimes à 121,62.

La veille, pénalisé à la fois par la décision de la Bundesbank de maintenir ses taux directeurs et par le repli du marché obligataire américain, le contrat avait abandonné 26 centimes, à 121,52.



LES TAUX DE RÉFÉRENCE

	Taux au 29/03	Taux au 27/03	Taux au 25/03	Indice des prix
France	4,02	6,68	7,44	-2
Allemagne	3,19	6,48	7,18	-1,39
Grande-Bretagne	5,88	6,54	7,22	-3,99
Italie	9,78	10,79	10,96	6,40
Japon	0,47	3,06	4,75	-0,20
Etats-Unis	5,44	6,36	6,68	2,50

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

	Taux au 29/03	Taux au 27/03	Indice (base 100 fin 95)
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	5,54	5,54	100,39
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	6,11	6,11	100,62
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	6,47	6,47	100,69
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	6,68	6,68	100,52
Obligations françaises	6,91	6,91	100,26
Fonds d'Etat à TME	-1,57	-1,57	100,92
Fonds d'Etat à TRE	-1,39	-1,39	100,72
Obligat. franç. à TME	-0,98	-0,98	99,80
Obligat. franç. à TRE	-0,17	-0,17	100,11

LES MONNAIES

Le franc reste ferme

VENDREDI MATIN, le franc était ferme, au cours des premiers échanges entre banques, le deutchmark cotait 3,4080 francs. Le dollar reculait également face à la devise française à 5,0335 francs contre 5,0452 francs jeudi en clôture.

La veille, le franc avait déjà fait preuve de stabilité, malgré la décision de la Bundesbank de maintenir ses taux d'intérêt, alors que le dollar avait cédé du terrain

DEVISES	cours 29/03	cours 27/03	Var. %
Allemagne (100 dm)	341,9900	341,9900	0,00
Etats-Unis (100 \$)	5,0335	5,0452	-0,23
Belgique (100 F)	16,6125	16,6125	0,00
Pays-Bas (100 f)	305,1100	305,1100	0,00
Italie (1000 li)	3,2050	3,2050	0,00
Danemark (100 kr)	88,4200	88,4200	0,00
Irlande (100 p)	7,7725	7,7725	0,00
Cde-Bretagne (1 £)	7,6920	7,6920	0,00
Grèce (100 dr)	2,0940	2,0940	0,00
Suède (100 kr)	75,8500	75,8500	0,00
Slovenie (100 F)	422,7000	422,7000	0,00
Norvège (100 kr)	75,4400	75,4400	0,00
Autriche (100 sch)	25,4500	25,4500	0,00
Espagne (100 pes.)	4,0575	4,0575	0,00
Portugal (100 esc.)	3,3050	3,3050	0,00
Canada 1 dollar ca	3,6965	3,6965	0,00
Japon (100 yens)	4,7484	4,7484	0,00
Finlande (mark)	106,8600	106,8600	0,00

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

	cours 29/03	cours 27/03	Var. %
Or fin (li. barre)	69000	64750	+8,11
Or fin (en bagot)	69350	64900	+8,11
Once d'Or Londres	400,35	400,35	0,00
Prix franc/gros (CHF)	375	372	+0,81
Prix suisse (CHF)	375	372	+0,81
Prix Union lat (CHF)	377	375	+0,53
Prix 20 dollars us	2550	2565	-0,58
Prix 10 dollars us	1282,50	1282,50	0,00
Prix 50 pesos mex.	2430	2420	+0,41

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

	cours 29/03	cours 27/03	Var. %
Mars 96	40461	40222	+0,59
Avril 96	18607	18619	-0,06
Mai 96	605	601	+0,67
Juin 96	3254	3254	0,00

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Le franc reste ferme

VENDREDI MATIN, le franc était ferme, au cours des premiers échanges entre banques, le deutchmark cotait 3,4080 francs. Le dollar reculait également face à la devise française à 5,0335 francs contre 5,0452 francs jeudi en clôture.

DEVISES	cours 29/03	cours 27/03	Var. %
Allemagne (100 dm)	341,9900	341,9900	0,00
Etats-Unis (100 \$)	5,0335	5,0452	-0,23
Belgique (100 F)	16,6125	16,6125	0,00
Pays-Bas (100 f)	305,1100	305,1100	0,00
Italie (1000 li)	3,2050	3,2050	0,00
Danemark (100 kr)	88,4200	88,4200	0,00
Irlande (100 p)	7,7725	7,7725	0,00
Cde-Bretagne (1 £)	7,6920	7,6920	0,00
Grèce (100 dr)	2,0940	2,0940	0,00
Suède (100 kr)	75,8500	75,8500	0,00
Slovenie (100 F)	422,7000	422,7000	0,00
Norvège (100 kr)	75,4400	75,4400	0,00
Autriche (100 sch)	25,4500	25,4500	0,00
Espagne (100 pes.)	4,0575	4,0575	0,00
Portugal (100 esc.)	3,3050	3,3050	0,00
Canada 1 dollar ca	3,6965	3,6965	0,00
Japon (100 yens)	4,7484	4,7484	0,00
Finlande (mark)	106,8600	106,8600	0,00

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

	cours 29/03	cours 27/03	Var. %
Or fin (li. barre)	69000	64750	+8,11
Or fin (en bagot)	69350	64900	+8,11
Once d'Or Londres	400,35	400,35	0,00
Prix franc/gros (CHF)	375	372	+0,81
Prix suisse (CHF)	375	372	+0,81
Prix Union lat (CHF)	377	375	+0,53
Prix 20 dollars us	2550	2565	-0,58
Prix 10 dollars us	1282,50	1282,50	0,00
Prix 50 pesos mex.	2430	2420	+0,41

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Benetton compte sur son directeur technique pour se rapprocher de Williams

Ross Brawn sera l'homme-clé de l'écurie italienne au Grand Prix du Brésil de formule 1

Trois semaines après leur doublé en Australie, les Williams-Renault de Damon Hill et de Jacques Villeneuve abordent en favoris le

deuxième grand prix de la saison, dimanche 31 mars, sur le circuit d'Interlagos, à Sao Paulo (Brésil). Avant de s'envoler vers le Brésil, Benetton, l'écurie championne du monde, a néanmoins effectué des essais encourageants sur le circuit de Silverstone, en Angleterre.

ton, l'écurie championne du monde, a néanmoins effectué des essais encourageants sur le circuit de Silverstone, en Angleterre.

C'EST UNE NOUVELLE FOIS vers lui que vont se tourner les regards. Lorsque Benetton tâte, Ross Brawn, son directeur technique, prend encore plus d'importance. L'écurie s'en remet à lui. Elle lui livre toutes ses angoisses en un écheveau confus qu'il a la charge de démêler. Sa silhouette massive semble alors envahir le stand, et, à l'abri de ses épaisses lunettes, il multiplie les consignes aux ingénieurs, les ordres aux mécaniciens.

FORMULE 1
Silhouette massive semble alors envahir le stand, et, à l'abri de ses épaisses lunettes, il multiplie les consignes aux ingénieurs, les ordres aux mécaniciens.

Il est toujours écouté, et souvent entendu. Car la méthode Brawn a fait ses preuves au cours des deux dernières saisons, marquées par la conquête de deux titres des pilotes (1994, 1995) et d'une couronne des constructeurs (1995). Elle s'appuie sur une capacité à passer en revue toutes les données d'un problème, avant de trancher, mathématiquement, presque toujours dans le bon sens. Et sur une impressionnante force de travail. « C'est un formidable chef d'orchestre, affirme Bernard Dudot, le directeur technique de Renault Sport. Il n'improvise jamais. Il examine tous les cas de figure à l'avance. L'année dernière, je l'ai vu passer jusqu'à vingt heures consécutives à notre usine de Viry pour résoudre une difficulté. »

Les difficultés ? A Melbourne, les Benetton-Renault en ont rencontré beaucoup. Abandon de

Jean Alesi, insignifiante quatrième place de Gerhard Berger, le week-end australien fut une déception pour les voitures championnes du monde. Elles étaient distancées par une Ferrari prétendument mal née. Où était passée la fringante mécanique de l'an dernier ? Ni podium, ni pole position, ni meilleur tour en course, la maigre du bilan a obligé l'équipe de Flavio Briatore à une inhabituelle réserve. Les Benetton étaient encore à Melbourne qu'ils songeaient déjà au Brésil, à une hypothétique renaissance sur le circuit d'Interlagos.

Ross, le compétiteur, a tiqué. Brawn, l'analyste, s'est fendu d'un sourire. Comme si ces embarras étaient prévus. Il tire son chapeau au travail de Williams, l'écurie dans laquelle il a fait ses débuts comme simple mécanicien. De novembre à février, sur les pistes européennes, les Williams-Renault ont accentué l'avance qu'elles avaient acquise à la fin de la saison. Chez Benetton, il a fallu partir de zéro, ou presque. Les pilotes

étaient nouveaux. Ils avaient tout à apprendre : l'équipe, la voiture et le moteur Renault. « Le modèle 1995, explique Ross Brawn, était fait sur mesure pour Michael Schumacher. Nous sommes en train de reconstruire la cohésion de toute l'équipe. Nous rattrapons nos adversaires en cours de saison. »

INVINCIBLE TANDÉM

Il n'est pourtant pas dupe. Il sait l'énorme perte subie avec le départ pour Ferrari de Michael Schumacher. Avec le pilote allemand, Ross Brawn formait un invincible tandem. C'est lui qui élaborait les impeccables stratégies d'arrêts en stand, écrasant dans cet exercice risqué l'ensemble de la concurrence. Michael Schumacher, régalié de cette maîtrise, appliquait la consigne à la lettre, semant un irrésistible doute dans l'esprit des autres pilotes.

En Belgique, l'année dernière, cette coopération sans faille fut portée à un point de perfection. Un incident avait contraint le champion du monde à s'élancer loin des premières lignes de la

grille de départ. Cela n'a pas suffi à l'empêcher de gagner la course. « Je suis très fier de ce grand prix à Spa, admet Ross Brawn. Nous avons eu à réagir tout le temps. Et nous avons fait tous les bons choix. »

Aujourd'hui, le directeur technique de Benetton se refuse cependant à céder à la nostalgie. Pour sa cinquième saison aux côtés de Flavio Briatore, il s'est fixé de nouveaux objectifs, l'orgueil en bandoulière. Il promet de s'y attacher avec son habituelle minutie, cet envahissant souci du détail qui le poursuit jusque sur le bord des rivières, dans son passe-temps favori, la pêche. Il s'agit d'abord de prouver que, privée de Schumacher, Benetton existe encore.

L'écurie possède deux bons pilotes de valeur équivalente. Pourront-ils bénéficier à égalité d'un travail nagère concentré sur un seul homme ? « C'est la seule manière de se voir reconnaître comme une équipe complète », affirme Ross Brawn. Même s'il admet que les résultats en course désigneront naturellement un leader.

Il promet en tout cas de ne pas fuir les responsabilités. L'organisation de Benetton le veut ainsi. Elle l'a placée au sommet de la hiérarchie. Sportivement, il ne rend de comptes à personne. Cela correspond à son rôle d'adversaire des comités de décision, qui se complait dans les délices du pouvoir solitaire. Il décide. On obéit. Quitte à endosser à lui seul les conséquences de l'éventuel échec.

Pascal Cozzani

Tom Walkinshaw prend le contrôle d'Arrows

L'Ecossois Tom Walkinshaw, jusque-là directeur de l'écurie Ligier, a annoncé, jeudi 28 mars à Sao Paulo, qu'il avait pris le contrôle d'Arrows Grand Prix International, qui gère l'écurie Footwork-Hart. L'accord prendra effet au Grand Prix d'Europe, quatrième épreuve de la saison, le 28 avril au Nurburgring. Le groupe de Tom Walkinshaw (TWK) devrait retirer progressivement son support technique de Ligier : « Tout devrait être terminé fin juillet, époque à laquelle nos ressources techniques auront été reversées dans notre nouvelle écurie », a déclaré l'Ecossois. - (AFP)

Comment les espions traquent les formules secrètes

LA FORMULE 1 ADORE LES CAMÉRAS. Jusqu'à un certain point. C'était un jour d'essais, la saison dernière, l'une de ces matinées où l'on peaufine les réglages. Elle s'est avérée, l'air de rien. Une femme anonyme, soudain ébahie de la beauté du stand Benetton. Quelle propriété ? Quelle organisation ! Et les voitures, ah ! les voitures ! Et puis il y a eu ce moment où Greg Field a fini par trouver le manège suspect. L'admiratrice disait quelque chose au manager de Benetton. Il s'est approché. L'inconnue avait recouvert un nom. C'était la femme de Wilhelm Toet, « employé occulte » de Ferrari, et espion professionnel.

Elle était venue pour voir. Et pour filmer. Pour imprimer sur la pellicule de sa minicaméra, dissimulée dans l'ampleur de sa manche, tous les secrets de l'écurie championne du monde. Chez Benetton, on est gâté. Un au revoir insistait, mais poli, a suffi à mettre un terme à l'affaire. Greg Field en rigole encore. « Aujourd'hui, s'exclame-t-il, nous offrons le thé et une chaise aux représentants de la Scuderia. »

L'homme de Benetton peut bien moquer

Ferrari. Rien de l'espionnage ne lui est étranger. Il en connaît les ressorts et les hommes, en connaît les mystères. Puisque c'est une des tâches qui lui reviennent dans l'écurie italienne. Celle-ci le conduit souvent dans les parages des garages adverses, rôdeur un peu honteux, mais parfois si fier de ses découvertes. Hier encore, la sortie des stands était un observatoire idéal. Avant de s'élancer sur la piste, les voitures devaient respecter un feu rouge. Aujourd'hui, au grand regret du petit monde du renseignement, l'arrêt n'est plus obligatoire. Il a donc fallu se rabattre sur ces tournées plus ou moins discrètes, plus ou moins réussies, chez la concurrence.

STYLIS GRADUÉS POUR MESURER LE CYLINDRE

En matière d'espionnage, tout est intéressant. Repérer le nombre de trains de pneus utilisés lors des essais permet de se faire une idée précise de la stratégie de course. Des conversations informelles avec les journalistes, de simples photos, dévoilent parfois des détails inconnus qui expliquent la supériorité d'un châssis, le développement d'un moteur.

Les écuries de pointe sont tout naturellement les plus épiées. Comme les meilleurs d'entre les motoristes.

Renault reste une cible privilégiée. C'est l'une des adresses favorites des japonais, en quête du moindre indice pouvant révéler les rouages d'une insolente supériorité. Les espions nippons sont les plus forts, les plus adroits. Un responsable technique du constructeur français a gardé en mémoire une scène stupéfiante. « Nous étions en plein travail. Un ingénieur japonais s'est approché et a laissé tomber un stylo sur le moteur. Nous nous sommes aperçus qu'il était gradué. Il mesurait ainsi le diamètre du cylindre ! »

La flamme de la concurrence entretient la chasse aux informations techniques. Elle sert aussi à jouer sur les nerfs des adversaires. Greg Field l'admet volontiers. « Quand ils nous voient tourner autour de manière insistante, cela peut les gêner dans leur travail. » Et, dans l'univers implacable de la formule 1, il n'y a pas de petits profits !

P. Co.

ATLANTA

correspondance

Comme à chaque début de printemps, l'Amérique du basket ne sait plus vers quels pariers tourner ses regards. La saison régulière de la NBA (National Basketball Association) approche du but. La folle du « final four » universitaire détourne les étudiants du chemin des salles de cours (*Le Monde* du 1^{er} avril 1995). Et, fait nouveau, les jeunes filles réclament désormais leur part d'attention.

En cette fin de semaine, Charlotte (Caroline du Nord) accueille les quatre dernières équipes du championnat universitaire féminin. Par le passé, l'événement aurait été étouffé sans peine par la concurrence, à la même date, du tournoi masculin. Mais les temps ont changé. L'édition 1996 du « final four » féminin a vendu ses 35 000 places en moins de quarante-huit heures. Et son audience à la télévision pourrait dépasser le score réalisé l'an passé, lorsque la finale avait repoussé dans l'ombre une rencontre de NBA programmée à la même heure.

Aux Etats-Unis, les experts s'accrochent pour avancer que 1996 devrait être l'année du basket féminin. L'an dernier, les meilleures joueuses américaines ont abandonné sans regret leur exil européen ou asiatique pour respirer à nouveau l'air du pays. La plupart d'entre elles l'ont fait pour les besoins de la cause olympique.

Formée en mai 1995, la « Home Team » vit et s'entraîne à la façon d'un commando d'élite. Elle a déjà rencontré, et battu, les meilleures équipes universitaires américaines. Puis elle a pris la route et posé ses valises en Russie, en Ukraine et en Chine. Une longue tournée dont elle est revenue sans avoir rencontré le moindre défi.

L'aventure olympique a obligé certaines joueuses à faire des sacrifices en termes de salaire. Katrina McClain, par exemple, a refusé le million et demi de dollars que lui proposait un club italien. Sélectionnée pour les Jeux d'Atlanta, il lui faut se contenter d'un salaire six fois inférieur. « Remporter une médaille d'or aux Jeux, chez soi, mérite bien de renoncer à certains avantages », explique-t-elle. Et puis je suis décidée à participer à ma façon au développement du basket féminin aux Etats-Unis. Ce qui se passe actuellement est sûrement historique. Je ne veux pas en être exclue. »

Formée en mai 1995, la « Home Team » vit et s'entraîne à la façon d'un commando d'élite. Elle a déjà rencontré, et battu, les meilleures équipes universitaires américaines. Puis elle a pris la route et posé ses valises en Russie, en Ukraine et en Chine. Une longue tournée dont elle est revenue sans avoir rencontré le moindre défi.

Formée en mai 1995, la « Home Team » vit et s'entraîne à la façon d'un commando d'élite. Elle a déjà rencontré, et battu, les meilleures équipes universitaires américaines. Puis elle a pris la route et posé ses valises en Russie, en Ukraine et en Chine. Une longue tournée dont elle est revenue sans avoir rencontré le moindre défi.

Historique ? Sans doute. Au lendemain des Jeux d'Atlanta, le pays devrait être témoin de la naissance d'un championnat professionnel, un vrai, le premier du genre capable de survivre aux premiers coups de froid. Par le passé, le basket féminin a déjà tenté par trois fois l'aventure du professionnalisme. Mais il avait connu autant d'insuccès. Sa troisième tentative, en 1991, avait échoué faute de spectateurs et de partenaires économiques. Cette fois, le terrain semble mieux occupé. Le futur championnat féminin devrait débiter avec une enveloppe de 20 millions de dollars. Ses huit équipes dresseront leurs paniers dans des villes à fort potentiel de public, comme Chicago, New York ou Los Angeles. « Et nous saurons attirer les meilleures joueuses par une politique de salaires très séduisante », assure Scott Greer, le responsable du développement de la Women's Major Basketball League. Les filles n'auront plus besoin de partir vers l'étranger pour gagner entre 750 000 \$ et 1 million de dollars par an. »

CIBLE MARKETING

Mémoire vive de l'intérêt du pays, les partenaires et les télévisions patientent déjà à la porte du stade. La chaîne sportive ESPN a programmé la diffusion de plus de soixante rencontres de basket féminin pour cette seule saison, le double de l'an passé. Nike a recruté six joueuses de l'équipe olympique. Et le numéro un mondial de la chaussure de sport ne fait plus mystère de son ambition de séduire la clientèle féminine. « Nous avons noté le boom du fitness, nous ne passerons pas à côté de celui des sports collectifs féminins », expliquait récemment Phil Knight, le fondateur et patron de Nike.

Même son de cloche chez State Farm, une compagnie d'assurances américaine, dont le nom est visible partout où passent les sélectionnées olympiques. « En nous associant à cette équipe, nous cherchons à attirer une clientèle féminine », raconte Richard Bugajski, le responsable de la publicité. Depuis ces dernières années, plus de la moitié de nos contrats d'assurances sont achetés par des femmes. »

A ceux qui osent encore douter de sa vitalité, le basket féminin aime citer l'exemple éloquent de l'université de Rutgers, où l'entraîneur de l'équipe féminine s'est vu offrir un salaire supérieur à celui de son homologue masculin. Et il ne s'est trouvé personne, dit-on, pour en critiquer le montant.

Alain Mercier

Dopage : la rigueur de la Fédération internationale d'athlétisme désavouée par la justice allemande

LA JUSTICE CIVILE allemande a enfoncé un nouveau coin, jeudi 28 mars, dans la politique de lutte contre le dopage menée par la Fédération internationale d'athlétisme (IAAF). La cour d'appel de Munich a en effet jugé illégale la prolongation pour deux années par l'IAAF de la suspension d'un an pour dopage prononcée par la fédération allemande (DLV) à l'encontre de l'ancienne championne du monde du 100 et 200 mètres Katrin Krabbe. En première instance déjà, le 17 mai 1995, les magistrats avaient déclaré cette sanction pour « comportement antisportif » non conforme à la loi allemande, estimant qu'elle faisait double avec celle de la DLV.

La victoire de l'athlète allemande, contrôlée positive au clenbutérol lors d'un entraînement en Afrique du Sud, le 24 janvier 1992, n'est cependant pas complète. Katrin Krabbe réclame des dommages et intérêts à hauteur d'un million de deutschemarks (environ 3,8 millions de francs) en compensation des prix et des contrats publicitaires perdus, ainsi que pour les frais de justice engagés. La cour d'appel de Munich l'a déboutée de cette demande. Mais l'Allemagne

peut encore obtenir des dédommagements en formant un recours devant la Cour fédérale de justice.

Comme chaque épisode du long feuilleton Krabbe, ce rebondissement peut paraître quelque peu embrouillé. Il n'en fait pas moins planer une menace très claire sur la sévérité de la répression menée par l'IAAF, qui souhaitait se poser en exemple pour tous les sports. Après le jugement de Munich, il sera de plus en plus difficile pour l'instance internationale de faire appliquer sa règle de quatre années de suspension pour les athlètes convaincus de dopage, alors que le CIO lui-même n'en exige que deux.

PLUSIEURS CAS SIMILAIRES

Tout athlète allemand pourra désormais faire valoir que la longueur de cette peine viole les lois nationales sur le droit au travail. Dans d'autres pays, les sportifs pourraient être tentés d'en faire autant. Déjà, le sprinter autrichien Andreas Berger, suspendu pour quatre ans après un contrôle positif aux anabolisants en 1994, a intenté une action en justice pour les mêmes motifs.

De plus en plus en porte-à-faux

par rapport à la justice civile, l'IAAF n'a, pour l'instant, réussi qu'à éviter des payer de lourds dédommagements aux athlètes qui l'attaquent. Ce fut notamment le cas lorsque l'Américain Butch Reynolds est parvenu à faire annuler sa suspension pour dopage, en 1992, mais a finalement vu sa demande de dommages et intérêts (137 millions de francs) repoussée par la Cour suprême des Etats-Unis.

La Britannique Diane Modahl vient de prendre le relais dans cette course aux compensations financières. Récemment qualifiée par l'IAAF pour un vice de forme dans le contrôle positif qu'elle avait subi en juin 1994 (*Le Monde* du 27 mars), la coureuse de demi-fond a décidé de réclamer des dédommagements à hauteur de 3,6 millions de francs à sa fédération. Celle-ci demande à l'IAAF de partager les frais. Face à l'intransigence d'athlètes qui hésitent de moins en moins à la traîner devant des tribunaux, l'instance suprême de l'athlétisme pourrait finir par regretter ses positions en pointe dans la lutte contre le dopage.

Jérôme Ferroglio

Samedi 30 mars à 11 h 50

France 3 Ile-de-France

TÉMOINS

Le magazine de Paris - Ile-de-France

Anne-Laure ANGOULVENT

directeur littéraire et audio-visuel aux Presses universitaires de France

sera interrogée par

Jean-Jacques CROS (France 3)

et

Roger-Pol DROIT (Le Monde)

Le Monde

LUTTE GRÉCO-ROMAINE : Le Français Ghani Yalouz a remporté la médaille de bronze du Championnat d'Europe de la catégorie des 68 kilos, jeudi 28 mars à Budapest (Hongrie). Champion d'Europe en 1992 et 1995, médaillé d'argent aux Championnats du monde 1989 et 1994, Yalouz avait connu un passage à vide à l'automne dernier. Dans la perspective des JO d'Atlanta, le test international de Budapest l'a remis en confiance. - (AFP)

HOCKEY SUR GLACE : Les Albatros de Brest se sont imposés à domicile face aux Dragons de Rouen, jeudi 28 mars, sur le score de 4 à 3, lors du deuxième tour de la finale du championnat de France Elite. Déjà vainqueur des Dragons à Rouen, mardi 26 mars, les Albatros pourraient remporter la finale du championnat dès le troisième match, qui les opposera, samedi 30 mars à la patinoire de Brest, aux Rouennais.

ATHLÉTISME : Le Comité international olympique a fait savoir, jeudi 28 mars, qu'il enverrait, dans les deux semaines, un de ses membres ou un membre de son personnel en Ethiopie pour plaider la cause de Mamo Wolde. Le champion olympique de marathon à Mexico en 1968 a été emprisonné sans jugement en 1992, lors des rafles des partisans de l'ancien régime marxiste de Mengistu Haile. - (AFP)

JEUX, GRILLES ET PROBLÈMES

MOTS CROISÉS

Problème n° 909

HORizontalement

1. Petits troubles. - II. Intact. Produit de choix. - III. A parfumé de nombreuses belles. Il se hisse parfois jusqu'à la vraie littérature. - IV. Ne font pas rire, même jaune. Elle a pris peu à peu de la distance avec ses racines. - V. A du mal à trouver sa nouvelle voie. Impliqués dans des problèmes de hauteur. - VI. Dessous de lit. En panne de liquide. - VII. Pour les nanas. Amis de longue date. Note. - VIII. Au comptoir de John Bull. Ne fait pas toute une comédie. - IX. Pronom. Perd tous ses moyens ou tous ses biens. En cubes ou en montagne chez un voisin. - X. Cache un peu ou beaucoup. Atteinte à l'honneur. - XI. Certains ont la tête à ça à tout âge.

VERTICALEMENT

1. Illuminé. - 2. De tous les temps sauf le nôtre. - 3. Quantité ronde. Pour vider ou verser. -

4. Fait vibrer. Pronom. - 5. Locomotive de l'art. Tâche. - 6. Donnent du goût. Héros américain, et non anglais, mais ça peut venir. - 7. Note inversée. Figurent sur le plan. - 8. Subventionné. Ce qui reste après l'usage du temps. - 9. Déduit. En vrac. Participe inversé. - 10. Remis en liberté. Elle se doit d'être de grande qualité. - 11. Eclaircis. Donne des solutions. - 12. Aux bords de la crise de nerfs.

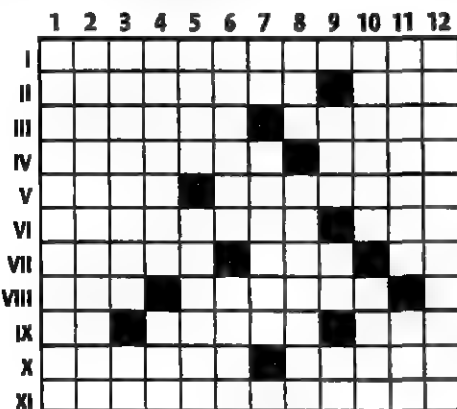
SOLUTION DU N° 908

Horizontalement
I. Usurpateur. - II. Malaise. Muera. - III. Butte. Pipelet. - IV. Etranger. USA. - V. Real. Orange. - VI. Tu. Egl. Lia. AL. - VII. Ors. Additions. - VIII. Arbre. Uzt. - IX. Continu. Nazie. - X. Organisations.

VERTICALEMENT

1. Umberto Eco. - 2. Sauter. Or. - 3. Ultra. Sang. - 4. Fatale. Rta. - 5. Rien. Gabin. - 6. Us. Goldoni. - 7. Ieper. Drus. - 8. Italie. - 9. Impénitent. - 10. Eue. Gal. AL. - 11. Relue. Ouzo. - 12. Eres. Anzin. - 13. Satanisme.

François Doret



SCRABBLE (R)

Problème n° 494

AU SANGUINAIRE AMAN NOUS SOMMES TOUS LIVRÉS

Dans notre chronique n° 489, nous avons rendu compte de *The Jews of Yiddish*, de l'Américain Leo Rosten, traduit par notre lecteur Victor Kuperminc pour *Le Livre de poche*. Certains des mots qui y sont inclus sont jouables au Scrabble. Les voici : HALVA, friandise faite de miel et de graines de sésame - HANOUKA (hébreu : « inauguration, dédicace »), fête profane qui célèbre la victoire des Maccabées sur les despotes syriens - HASSID, pluriel HASSIDS ou HASSIDIM (hébreu : « pieux »), adepte de l'hassidisme, doctrine qui rejette l'ascétisme et exalte la joie - KADDISH (araméen : « saint »), prière qui glorifie le nom de Dieu ou que récite celui qui pleure un mort - KIBBOUTZ, pluriel KIBBOUTZIM - LADINO (espagnol : « qui connaît plusieurs langues »), langue espagnole parlée par les séfardim (voir ce mot), parsemée de mots hébraïques, arabes, turcs et grecs - MIDRASH, pluriel MIDRASHIM (hébreu : « commentaire, interprétation »), exégèse qui dépasse largement le sens littéral de la Bible - POURIM (hébreu : « le sort »), la fête du Sort commémore la délivrance des Juifs de Perse qui échappèrent à l'extermination ordonnée par Aman (pour plus de détails, relisez *Esther*, dont notre titre est extrait ; le « sort » est celui qui avait été jeté par Aman pour déterminer la date du massacre) - SEFARDI, pluriel SEFARDIS ou SEFARDIM, SEFARADE (hébreu : « espagnol »). Dans la moderne Israël, le mot désigne non seulement les Juifs ibériques et leurs descendants, mais aussi ceux du Moyen-Orient - TALMUD (d'un verbe hébreu signifiant « étudier »), monumentale compilation de 63 livres fixant l'enseignement des grandes écoles rabbiniques - TEFILLIM, TEFILLIN, tous deux pluriels, donc invariables (hébreu : « celui qui prie »), bandes de cuir terminées par une boîte noire contenant de minuscules parchemins, portées pendant les prières du matin - TORAH ou THORA (hébreu : « doctrine »), constituée des cinq premiers livres de la Bible, elle désigne aussi l'ensemble de la Loi juive - YESHIVA (hébreu : « s'asseoir »), collège ou séminaire rabbinique.

Michel Charlemagne

LTSM, 68, avenue des Minimes, Saint-Mandé.

Tours du mardi à 20 h 30.

Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En baissant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant. Sur la grille, les rangées horizontales sont désignées par une lettre de A à O ; les colonnes, par un numéro de 1 à 15. Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, il est horizontal ; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le reliquat du tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes. Le dictionnaire de référence est *L'Officiel du Scrabble* (Larousse).

N°	TIRAGE	MOT RETENU	RÉF.	PTS
1	NIDQATL			
2	EQPIAUM	IODIANT	H2	70
3	EM+HWZUS	QUALIF	SE	32
4	HW+APEAS	MUSEZ	K3	64
5	AAE+OBRE	WHIPS	2F	41
6	O+DRIC	AMBRÉE	3J	30
7	O+PESOLN	EXCEDAI (a)	O3	87
8	VDAAELI	POELONS	10I	83
9	IUEATET	DEVOILAI (b)	N7	86
10	UA+HNSA7	ETREAI	15J	58
11	OEGIKUO	HAUSJENT	8A	83
12	EGOU+CGE	KILO	12K	26
13	EGOU+SRN	CÉCKO	K9	34
14	RTUARUJ	NARGUÉS	R7	76
15	LRTU+EUS	JAR	A13	41
16	LRTU+IEOE	UTES	C12	33
17	RAMB7TR	(STO)LERIE	E8	64
18	R+FMENLN	AMBRAT	I1	36
19	LMNR+TVY	NEF	F12	31
20	LMNRY	VIT	14L	21
		YEN	F7	14
				976

(a) OXACIDE sec ne passe pas ; CEDEX N 2, 74. (b) VALDITÉ, 8 B, 63.
1. Françoise Lombroso, 900 ; 2. Clotilde Paillet, 875 ; 3. M. C., 834.

ANACROISÉS (R)

Problème n° 910

HORizontalement

1. CEOQRTU. - 2. AAMNPS. - 3. AEGSTUU (+1). - 4. EEHINST (+2). - 5. AEMNOOTU. - 6. EEEHPTT. - 7. AAEGQTU. - 8. AAILNORT (+1). - 9. DIOSSTU (+1). - 10. AFLMORW. - 11. CEEILNSS (+1). - 12. ABCDEEH (+1). - 13. AITMNSTU (+2). - 14. AEEIQTU (+1). - 15. EGILORR (+1). - 16. ACEEEFL. - 17. AEIMRT (+5). - 18. EGGOTTU. - 19. AEPRTU (+5). - 20. ABEEGR. - 21. EEHINKST.

VERTICALEMENT

22. ABCERST. - 23. ADEEGNR (+2). - 24. AANOPRT. - 25. ARGIMOQU. - 26. BCEILRR. - 27. DEEGTUU. - 28. AAEGLQU. - 29. AACHIN. - 30. EEEIOSTT. - 31. AEESTTT (+1). - 32. EEEHSTT. - 33. AIOORS. - 34. AABLMMU. - 35. AEEIMNT (+2). - 36. ADEGRT. - 37. ABEIMNR (+2). - 38. BEILMNOU. - 39. CELOTU. - 40. ABEGLIN. - 41. EEIRRT (+3).

SOLUTION DU N° 909

1. FANTOCHE. - 2. AFFAIRE. - 3. USURPÉE. - 4. AILLADE. - 5. ALLUMÉE. - 6. EREINTEZ (ENTERIEZ RETENIEZ). - 7.

ÉCHECS

Étude n° 1682

TOURNOI OPEN

(Espagne, 1996)

Blancs : D. Bronstein.

Noirs : S. Lputjan.

Défense Grünfeld.

1. d4	Cf6	16. f1d4	Cd5
2. c4	e5	17. d4d5	Cd4
3. c5	f7	18. d5d6	f6
4. e5	d5	19. f7d5	f6
5. e6	Cd6	20. f6d5	d6
6. f2	e4	21. d5d6	d6
7. d4	Cd6	22. d6d7	f7
8. d4d5	Cd6	23. d6d7	d6
9. e5	Cd6	24. d6d7	d6
10. c5	f7	25. d6d7	d6
11. b3	f6	26. d7d8	d6
12. b2	Cd6	27. Cc5	d6
13. d4d5	Cd6	28. Cc5	d6
14. f4	f6	29. Cc5	d6
15. Cb1	f6	30. Cc1	d6

NOTES

a) Face au fianchetto-R, les Blancs peuvent également opposer la formation défensive 4... c6 et 5... d5.

b) Ou 8. Cc3, Cb6 ; 9. d5, Ca5 par intervention.

c) Le coup de texte est inhabituel et propose, conformément à l'esprit créatif du plus grand artiste des échecs de notre époque, un important sacrifice de pion, purement spéculatif, fondé sur la faiblesse des cases noires du roque ennemi après l'échange du f7. On poursuit généralement par 11. f5, h6 ; 12. f4, cxd5 ; 13. e4d5, 14. Db3 ou par 11. f4, f5 ; 12. h3, d5 ; 13. d4d5, f6 ; 14. Dc2 (R. Greenfeld-B. Vidler, Tilburg, 1994). La suite 11. Td1 ne semble pas satisfaisante à cause de 11... Ca4 ; 12. Dd2, f4 ; 13. d4d5, b6 ; 14. h3, f5 ; 15. f4d5, Dd5 suivi de Dd5 ou de Db4, et les Blancs ont une partie agréable.

d) Pourquoi refuser le pion quand on sait que la continuation 11... Ca4 ; 12. Dd2, f4 ; 13. Td1, cxd5 ; 14. e4d5, Tg8 ; 15. Cd4 est favorable aux Blancs (Baburin, Tschutschelov, Novosibirsk, 1989) ?

e) Le sacrifice d'un pion force les Blancs à développer le plus vite possible leurs forces.

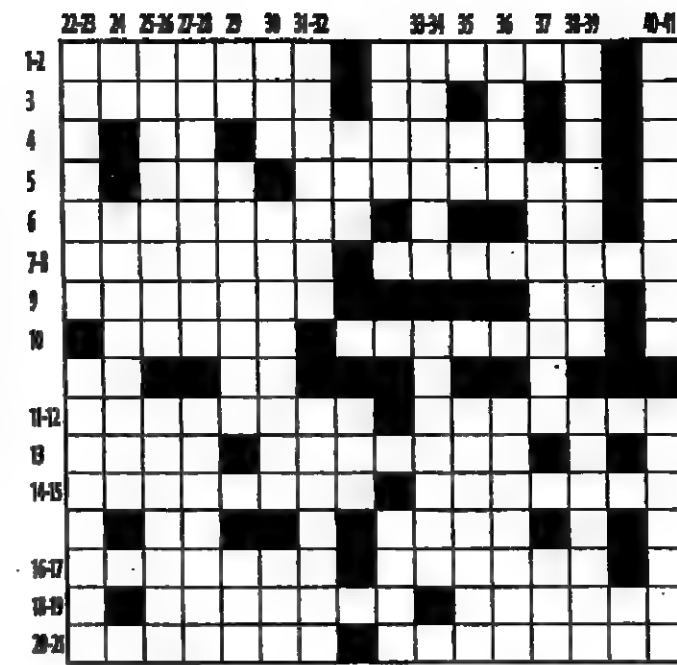
f) Et non 15... Cc3 ? ; 16. Df3. g) Sacrifiant un autre pion pour une raison fondamentale : l'ouverture de la diagonale a1-h8.

h) Un grand maître comme David Bronstein, quasi-champion du monde dans les années 50, conserve, à plus de soixante-dix ans, des idées d'une fraîcheur juvénile ; par exemple, en l'occurrence, comment occuper la grande diagonale d'où le F ennemi est absent afin de mater ?

i) 17... Cc4 ? ; 18. Df3.

j) Et voilà comment on crée une menace toute simple, 19. Cc6.

k) Une surprise pour les Blancs, qui attendaient la réponse 19. Cc4, Cc4 ; 20. f4d7, Td8 ; 21. f2d7, f7 et qui avaient oublié que, de Bronstein, aucune suite n'est automatique.



RENARDE. - 8. SEBASTE (ASBESTE BETASSE). - 9. OTORRHEE. - 10. AZIMUTE. - 11. GEMIKONT (MEKIKONT MIGNOTER). - 12. CABANON. - 13. AMEBEES (Chants ou deux interlocuteurs se répondent). - 14. ESQUIFS. - 15. LANTURLU, réponse évasive. - 16. CALENDU (CELADON). - 17. BERBERI. - 18. OZONISE. - 19. YOGOURTS. - 20. NERONTIEN. - 21. FUMAISSON. - 22. KOLGHOZ. - 23. ASELLES, crustacés d'eau douce. - 24. TRAUMAS (MATURAS) - 25. STHENE. - 26. OPIMES (EMPOIS

IMPOSE). - 27. ACQUERIR (CRIQUERA). - 28. TANNEUR. - 29. HELEREZ. - 30. IGNIFICE. - 31. ADENOME. - 32. ACERATUM (MAUGREAT). - 33. EROTISME (TMORES). - 34. CIDRERIE. - 35. AHANER. - 36. BATEAUX. - 37. HANNETON. - 38. RIDERENT (DENITRER REDIRENT). - 39. ERUDITE (EDITEUR ETUDIER REDUTE TIEDEUR). - 40. ALEZEES. - 41. OSERONS (SONORES).

Michel Charlemagne et Michel Duguet

l) Si 19... f4d5 (ou 19... Cc4d5) ; 20. Txd5.

m) Si 21... f4d7 ; 22. Txd7 avec un net avantage aux Blancs. La défense des Noirs qui doit surveiller de près le sacrifice Cc6+ passe par le contrôle de la grande diagonale a1-h8.

n) Eloigner la D noire du couloir vital a1-h8.

o) Comme dans une étude !

p) Interdisant le gain 26. Cc6+.

q) Un sacrifice de T décisif et logique.

r) Ou 29... Df6 ; 30. f5d1, Dxd5 (si 30... Dxd5 ; 31. Cc7+). 31. f6+ !

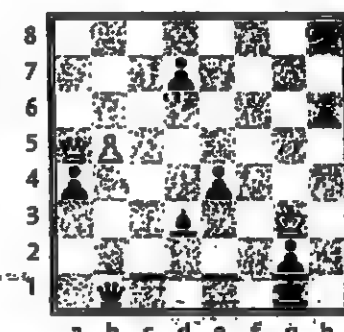
SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1681 N. ELKIES (1986)

(Blancs : Rd3, Th8, Ch3, P7, h2, h3. Noirs : Rcl, Ta3 et f1, Pc2.)

1. b8-d, Txb3+ ; 2. Dxb3, cl-C+ ; 3. Rc2, Cxb3 ; 4. Td8+ (et non 4. Rd3 à cause de 4... Tf2 ; 5. h4, Txb2 ; 6. h5, Rf2, h6 ; 7. h6, Rg2 ; 8. h7, Rhl ; 9. Rg4, Th6 ; 10. Rd5,

Rh2 nulle). Rf2 ; 5. Tf8+, Rg2 ; 6. Td1, Cd4 ; 7. Rd3, Cb3 ; 8. Rd3 (Rd2), Cxb2 ; 9. Th1, Rxb1 ; 10. Rd2.

ÉTUDE N° 1682 V. RAZUMENKO (1988)



Blancs (3) : Rg3, Da5, Pb5.

Noirs (9) : Rcl, Db1, Fd3, Ch8, Pa4, d7, e4, g2, h6.

Les Blancs jouent et gagnent.

Claude Lemoine

Le Monde

POCHES

Les Indispensables de l'actualité

- L'Agriculture Jacques Gail
- L'Algérie Patrick Lecoq
- Les Banlieues Jean-Marc Lecoq
- Les Chomages Olivier Mazer
- L'Économie allemande Jacques-Pierre Gougeon
- L'Économie des États-Unis Serge Maréchal
- Économie et environnement Sylvain Dendry
- L'Économie mondiale de la drogue Jean-Louis Lecaillon
- La faim dans le monde Pierre Le Roy
- L'Immigration Philippe Bernard
- Les institutions européennes Marcel Séguy
- Monnaie, Monnaies Michèle Gougeon, Anne-Marie Gougeon
- Moyen-Orient Crises et enjeux Alain Dahan
- La Protection sociale François Chénégat
- La Russie Espoirs et dangers Bernard Feron
- Les Tiers-mondes Michèle Roubinet
- Le Travail des femmes Christine Cardon
- Yugoslavie Origines d'un conflit Bernard Feron

Le Monde ÉDITIONS

DANS TOUTES LES LIBRAIRIES ET COMMERCE DE DÉTAIL

MARABOUT

BRIDGE

Problème n° 1678

ASSURANCE TOUS RISQUES

C'est un exercice amusant d'essayer de trouver une ligne de jeu qui permet de gagner le contrat quelles que soient les répartitions. La donne suivante, proposée par Antoine Roux, est un exercice typique. Cachez les mains d'Est-Ouest pour faire un plan de jeu qui vous permettra de ne pas chuter si les honneurs des couleurs noires sont mal placés.

♠ A 10 4	♥ V 6 3	♦ A 7	♣ A V 5 2
♠ R 9 7 2	♥ D 10 7 5 4	♦ O 5	♣ V 8 6
♠ 10 8	♥ 3	♦ 10 8 6 4 2	♣ D 9 7 6
	♠ D 5 3		
	♥ 10 8 6 4 2		
	♠ R 4 3		

Ann. : S. don. E-O vuln.

Sud. Ouest. Nord. Est.

3 0. passe 5 0. passe...

Ouest a entamé le 5 de carreau pour le 3 d'Est. Comment Sud doit-il jouer pour gagner CINQ CARREAUX contre toute défense ?

Réponse

Sud prend l'entame avec le Roi de Carreau, coupe le 3 de Cœur, remonte au mort par l'As de Carreau, coupe le 6 de Cœur, tire le Roi et l'As de Trèfle et, si la Dame de Trèfle n'est pas tombée, le déclarant joue le Valet de Cœur sur lequel il défusse son dernier Trèfle.

1^{er} cas. - Ouest prend et, s'il continue Cœur, le déclarant coupe avec le 7 de Carreau et défusse un Pique à perdre. Si Ouest préfère contre-attaquer Pique, Sud ne perdra aucun Pique. Enfin, si Ouest joue Trèfle (avec un ou deux Trèfles), le déclarant fera forcément un autre Trèfle en fournissant le Valet qui fera la levée si c'est Ouest qui a la dame et, si c'est Est, Sud coupera, et le quatrième Trèfle du mort procurera la onzième levée.

2^e cas. - Est prend le Valet de Cœur, mais il est obligé de lier le contrat car, s'il rejoue Cœur dans coupes et défusse, on Pique dans la fourchette, il donnera le coup ; et l'issue est la même s'il peut jouer Trèfle...

OSCAR A LA CARTE

Dans les grands tournois, les journalistes ont pris l'habitude de désigner la donne qui a été « la mieux jouée », mais cela ne veut pas dire « la mieux annoncée », comme le montre ce grand chelem brillamment réussi au cours d'un festival de Biarritz.

♠ A D 4	♥ A D 9 6 3	♦ A 9 5 4 3	♣ V 10 9 5 2
♠ R 8 6 3	♥ R 10 5	♦ V 7 2	♣ V 8 2
♠ 6 4 2	♥ 7	♦ 10	♣ 8 6
	♠ 7 4		
	♥ D 10		
	♠ A R D V 10 9 8 7		

Ann. : N. don. Pers. vuln.

Sud. Nord. Est.

- 1 0. passe 3 4.

passe 3 0. passe 4 4.

passe 4 4. passe 4 5 A.

passe 5 4. passe 5 5 A.

passe 7 4. passe passe...

Ouest ayant entamé le 2 de Carreau, comment Sud (Colette Ribero) a-t-elle gagné le GRAND CHELEM A TRÈFLE contre toute défense ?

Note sur les enchères

La répétition de la couleur à Trèfle (annoncée avec saut) garantissait une très longue couleur franchie, tandis que « 4 Piques » promettait l'As de Pique et une ouverture forte ; « 4 SA » était un BW, et la réponse moderne de « 5 Trèfles » indiquait trois As ou pas d'As. Ensuite, « 5 SA » (BW des Rois) montrait que le camp déclarant tous les As et qu'on pouvait déclarer le grand chelem. Estimant que Sud devait avoir un Roi à côté de ses Trèfles maîtres, Nord estima qu'il y avait treize levées dans la ligne, et il bondit à « 7 Trèfles » !

Il ne faut pas faire un Saut forcé (3 Trèfles) sur l'ouverture de « 1 Cœur » sans avoir au moins un As ou un Roi à côté de la couleur.

Les enchères les plus simples auraient pu être : N : 1 Cœur ; S : 2 Trèfles ; N : 6 Trèfles (malgré la chicanerie car la couleur est certainement pleine)...

C'est le bon contrat.

Philippe Brugnol

مكتبة

CULTURE

LE MONDE / SAMEDI 30 MARS 1996

CHORÉGRAPHIE Nederlands Dans Theater 3, unique compagnie au monde réservée aux danseurs de plus de quarante ans, est à l'Opéra de Strasbourg jusqu'au 30 mars.

Six œuvres y seront dansées. ● CRÉÉE EN 1991, à La Haye (Pays-Bas), par Jiri Kylian, cette troupe change avec radicalité l'esprit de jeunesse éternellement attaché à

la danse, ouvre des horizons à l'art chorégraphique. ● SABINE KUPFERBERG, quarante-quatre ans, Jeanne Solan, quarante-huit ans, Gérard Lemaître, soixante ans, Ga-

ry Christ, quarante-sept ans, forment le noyau dur du NDT3. Ils sont de grands danseurs, mais ne sont pas des stars. Ils disent comment l'âge a modifié leur corps,

leur danse. ● LA RECONVERSION du danseur est un véritable défi que la profession doit régler, et qui se pose à travers cette expérience pionnière et moderne.

Et si l'on dansait jusqu'à cent ans

A l'Opéra de Strasbourg, une compagnie néerlandaise regroupe des danseurs de plus de quarante ans



Sabine Kupferberg et Gérard Lemaître, du NDT 3, dans « The Old Man and Me ».

gnie senior de l'excellent Nederlands Dans Theater, basé à La Haye (Pays-Bas), et dirigé depuis 1973 par le Tchèque Jiri Kylian. Chorégraphe prolifique, musicien, il choisit l'exil, à vingt et un ans, après que les chars soviétiques sont entrés dans Prague. L'homme est sévère, généreux, doué d'humour. Kylian aime les danseurs.

CE QU'APPORTE LA MATURITÉ

Pas étonnant qu'il ait mené à bien ce projet « révolutionnaire ». Il a dorénavant organisé le Nederlands Dans Theater 3, compagnie principale, réunissant les solistes, le NDT 2, créé en 1982, cultive les futurs talents, et, aujourd'hui, le NDT 1. Certains diront que les scènes chorégraphiques ont, de tout temps, été surpeuplées de danseurs âgés. Alida Alonso (1921), Merce Cunningham (1924), Jean Ballez (1930), Kazuo Ohno (1914) dansent encore. Carolyn Carlson, Trisha Brown, Lucinda Childs, attachent sur scène leur cinquantaine talentueuse, mais quand il s'agit de renouveler leurs compagnies, elles engagent de jeunes danseurs. Rien de commun avec l'esprit qui règne au NDT 3. Kylian a osé, parce qu'il sait ce que la maturité apporte à l'interprétation ; il sait aussi à quel

point il est urgent d'ouvrir à la danse des horizons nouveaux. Le noyau dur du NDT 3 est formé de quatre danseurs-issus, pour trois d'entre eux, du NDT 1 : Sabine Kupferberg, Allemande, quarante-quatre ans, Jeanne Solan, Américaine, quarante-huit ans, Gary Christ, Américain, quarante-sept ans, et Gérard Lemaître, un Français qui fêtera ses soixante ans le 15 décembre.

C'est lui qui - alors qu'il ne dansait plus depuis onze ans - a révisé le projet avant d'en parler, en 1990, à Sabine Kupferberg, soliste du Nederlands. Elle est la femme de Jiri Kylian. Un an plus tard, l'affaire est conclue et fait l'effet d'une bombe. Cinq ans plus tard, le NDT 3 est un modèle pour tous.

aux autres danseurs. Nous avons accueilli Luciana Savignano, étoile de la Scala de Milan, Niklas Ek, Larrio Ekson, Martine van Hamel. Ils viennent six mois, le temps d'un projet. Vieillir, c'est choisir sa vie. On trouve alors des voies de résistance à cette danse qui nous accapare depuis l'enfance. On veut vivre.

Et leur corps, comment résiste-t-il à l'aventure ? Finalement, la discipline obligatoire. Au bout de tant d'années, chaque danseur invente ses propres règles de travail. Parfois, il sait qu'il faut rester au repos. « On boit, on mange, on fume. Bien sûr, on fait

confiance en elle avant d'entrer en scène. Gary Christ, le Californien, s'est préparé au virage de l'âge en alternant la danse et des rôles sur Broadway (il jouait dans Chorus Line, dans Guys and Dolls). Avant d'intégrer le NDT 3, Gérard Lemaître était maître de ballet au Lyon Opera Ballet. Onze ans passés hors la scène ne l'ont pas découragé. Un cas sans égal.

Les blessures ? Sujet tabou, dont il faut pourtant parler. Jeanne Solan croise les doigts : elle n'en a jamais eues. Gary Christ s'est rompu le talon d'Achille. Vieilles histoires qu'il garde en mémoire. Gérard Lemaître n'a rien à signaler. Sabine Kupferberg souffre d'un genou : « Je sais qu'il va falloir que j'arrête

Ce que disait Martha Graham

Tout le monde n'est pas Martha Graham. Cette Américaine qui inventa la danse contemporaine fut incapable d'envisager de ne plus danser : « C'était dans les années 70 quand j'ai cessé de danser. J'avais perdu le goût de vivre. Je restais seule chez moi, mangais peu, buvais trop et broyais du noir. Je suis restée longtemps à l'hôpital, dont une bonne partie dans le coma. » Elle reprend plus loin : « Plus que tout autre être humain, un danseur meurt deux fois : la première, physique, quand le corps puissamment entraîné ne répond plus [...]. La dernière fois que j'ai dansé, c'était Cortège of Eagles. J'avais soixante-seize ans. J'étais hantée depuis longtemps par l'image d'Hécube, la vieille reine de Troie qui regarde, impuissante, mourir ceux qu'elle aime. C'était une décision pénible que je savais devoir prendre. » (Martha Graham, Mémoire de la danse, éd. Actes Sud.)

attention. Le corps a changé. J'évite de boire et de manger les soirs où je danse. Je ne veux pas avoir d'estomac par respect pour le public », dit Gérard Lemaître. Une vigilance indispensable : il n'y a pas de deuxième distribution au NDT 3, puisque les chorégraphies, modelées en fonction des personnalités, ne sont pas transmissibles. « Jamais on n'avait créé un solo pour moi », reprend Jeanne Solan, qui avoue toujours manquer de

les grands sauts qui terminent le cours. Même bien échauffée, j'ai peur de me blesser. On ne travaille pas moins, on travaille autrement, davantage avec le sol.

Le corps du danseur est un corps souffrant. C'est une des raisons des carrières écourtées. Pascal Liotier, directeur du centre d'information et d'orientation du danseur, à Paris, en relation étroite avec l'Organisation internationale pour la reconversion

des danseurs professionnels (Oirdp) - mis en place, en 1995, à Lausanne, par Philippe Braunschweig - témoigne : « Lors du premier symposium de l'Oirdp, en mai 1995, un chirurgien, attaché au Ballet royal de Suède, montrait les radios d'un danseur de trente-trois ans atteint d'arthrite. L'état de ses articulations correspondait à celui d'un homme de soixante-dix ans. Les articulations du corps sont usées par les mouvements trop souvent répétés. Les médecins donnent toutefois le conseil de ne jamais arrêter brutalement la machine-corps. »

La fine fleur de la chorégraphie a déjà créé pour le NDT 3 : Kylian, bien sûr, mais aussi William Forsythe, Béjart, Carolyn Carlson, Maguy Marin, Mats Ek, Jennifer Muller. « On ne se présente pas impunément devant des danseurs qui ont l'expérience des meilleures compagnies. On ne les bluffe pas. Leur corps possède une telle connaissance qu'ils influencent forcément le processus de création », précise Jiri Kylian.

FORCE MENTALE

Des durs à cuire : probablement. Des êtres d'une grande humanité : sûrement. Ariette van Boven, directrice artistique du NDT 3, ancienne soliste du Nederlands, a décroché à trente-neuf ans. « Je n'aurais jamais eu le courage de Gérard Lemaître de revenir après une si longue interruption. A les voir, chaque jour, je sens combien ils ont encore à dire. La danse est aussi force mentale. Carolyn Carlson (Nederlands Dans Theater) croit que le NDT 3 ne danse plus assez. Quand un danseur de vingt ans saute mal, on le met en valeur avec des pirouettes qu'il réussit. Un simple geste, porté par trente années d'expérience, transmet une émotion incomparable. » Le NDT 3 sera invité, en 1997, à l'Opéra de Paris, en même temps que la troupe des solistes. « Nous sommes une image "grand-parentale" pour les "jeunes". Ils ont sous les yeux la preuve que la danse est une affaire de caractère. Cela va les amener à envisager différemment leur carrière », conclut Jeanne Solan. Blonde, frêle dans son tailleur pantalon noir, elle anticipe déjà le plaisir qu'elle prendra à déguster la cuisine alsacienne.

Dominique Frétyard

Reconversion mode d'emploi

● A Paris. Le Centre d'information et d'orientation du danseur a été créé en 1991 par la direction de la musique et de la danse. En France, la reconversion du danseur, hors les grandes compagnies, relève des lois sur la formation continue, notamment du congé individuel de formation, d'une durée d'un an. Laps de temps trop court pour envisager une reconversion sérieuse. Tout reste à faire.

9, rue Geoffroy-l'Asnier, 75004 Paris. Tél. : 42-74-44-22.

● A Lausanne. L'Organisation internationale de reconversion du danseur professionnel, créée par Philippe Braunschweig, s'est donné pour mission de veiller à ce que les danseurs obtiennent au moins le baccalauréat ; qu'ils bénéficient d'assurances adaptées et reçoivent les aides financières nécessaires. Et un soutien psychologique au moment de leur reconversion.

6, avenue Bergières, 1004 Lausanne. Tél. : 41-21/643-24-05.

● Opéra de Paris. Les danseurs, à quarante-cinq ans, les danseuses, à quarante ans, reçoivent une rente.

● Nederlands Dans Theater. Les danseurs bénéficient d'un plan de reconversion sur trois ans, financé par une fondation d'Etat.

D. F.

OSCARS 1996
SUSAN SARANDON
MEILLEURE ACTRICE

"L'un des meilleurs films de l'année."

ROLLING STONE

★★★★

"A voir absolument..."

LE POINT

★★★★

"Inoubliable."

WASHINGTON POST

★★★★

SEAN PENN donne ici la plus impressionnante performance de toute sa carrière."

SEATTLE TIMES

★★★★

SUSAN SARANDON
SEAN PENN

UN FILM DE TIM ROBBINS

LA DERNIERE
MARCHE
DEAD MAN WALKING



ACTUELLEMENT

JIRI KYLIAN, le premier, explique pourquoi chorégraphier pour le NDT 3 est un pari :

« Ces danseurs nous forcent à les regarder autrement. Leur personnalité augmente d'autant plus que la technique diminue. Il s'agit d'une rupture esthétique, comparable à celle de la statuaire hellénique, qui, après avoir idéalisé le corps humain, se mit à représenter des visages avec des rides, des femmes avec des seins tombants, découvrant la beauté de ceux qui ont vécu, de ceux qui transmettent l'histoire. Le NDT 3 intéresse naturellement les danseurs qui ont quelque chose dans le crâne. »

Kylian a créé le Nederlands Dans Theater 3 juste après être allé en Australie : la force des danses des vieux aborigènes l'avaient fasciné. Maguy Marin a chorégraphié Made in France pour Niklas Ek, Martine Van Hamel et Gérard Lemaître : « J'ai le sentiment qu'au NDT 3 il y a ceux qui prolongent une carrière, et ceux qui continuent à danser. Avec les gens aux caractères faibles, ça colle ou ça ne colle pas. Ce n'est pas pour rien que William Forsythe est venu créer pour

son ex-femme Alida Chase, que Mats Ek est venu pour Niklas, son frère. J'ai été la première à ne pas travailler protégée par cette intimité. Le NDT 3, c'est une compagnie permanente avec des gens ayant des attaches familiales dans le monde entier, ce qui lui donne un côté transitoire, difficile à gérer. »

« Ces danseurs nous forcent à les regarder autrement »

« Je n'imagine pas que mes danseurs arrêtent, sauf s'ils en ont envie. Je transformerai mes chorégraphies pour eux. C'est un défi que je lance. Les danseurs, quand ils vieillissent, perdent leur volubilité au profit de la maîtrise du mouvement. Les Japonais, tel Kazuo Ohno, quatre-vingt-deux ans, sont des trésors vivants. »

Près de quarante ballets sont déjà inscrits au répertoire du NDT 3. A Strasbourg, Sabine Kupferberg et Gérard Lemaître danseront The

Old Man and Me, une création de Hans Van Manen : une variation sur les avantages de l'âge dans les jeux de séduction. L'attente comme tactique. Autre création au programme, Again and Again and Again, est une parabole du chorégraphe Nach Duato sur l'enfermement et l'ouverture. Une cage, un dé et une mappemonde posent les bornes d'un décor surréaliste. Les règles du jeu sont celles du rêve et de la folie. Dans So Sorry, Jeanne Solan, toute vêtue de rouge, se plie aux sinuosités inquisiteuses du solo que Paul Lightfoot a écrit pour elle, en 1994. Sabine Kupferberg reprendra Silent Cries, un chef-d'œuvre, écrit pour elle en 1986 par Jiri Kylian. Les doutes, les angoisses d'une femme, criés derrière une vitre sur laquelle sont dessinés de grands traits abstraits.

A ces quatre œuvres s'ajoutent Double You (1994), un autre solo de Jiri Kylian, composé pour Gary Christ, et Moonshine (1993), de Bruce Christopher, qui mettra en scène les quatre interprètes de cette compagnie exceptionnelle.

Fortunato Depero, futuriste ludique, investit le Pavillon des arts

Une exposition retrace une partie de l'itinéraire, de Rome à Paris, d'un des représentants du mouvement d'avant-garde italien, un touche-à-tout qui demeure mal connu en France

FORTUNATO DEPERO FUTURISTE, de Rome à Paris 1915-1925. Pavillon des arts, Les Halles-Porte Rambuteau, Terrasse Lantiermont. Tél. : 42-33-82-50. Tous les jours, de 11 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 2 juin. Catalogue, éditions Paris-Musées 144 pages, 70 reproductions couleur, 60 noir et blanc. 195 F.

On connaît mal en France Fortunato Depero, le plus aimable représentant du futurisme italien, né trop tard pour compter parmi les initiateurs du mouvement d'avant-garde. En 1909, lorsque Marinetti publie son premier Manifeste, il n'a, en effet, que dix-sept ans et dessine des œuvres d'inspiration symboliste et expressionniste. C'est en 1913, lors d'un voyage à Rome, qu'il découvre l'œuvre de Boccioni, rencontre Balla et Marinetti, s'engage pour leurs idées, se lance dans l'élaboration de formes en mouvement, épouse si bien les grandes lignes des premiers manifestes du groupe qu'il peut signer, avec Balla, celui de la *Reconstruction futuriste de l'univers*, du 11 mars 1915.

Cette *Reconstruction*, Depero s'y emploie à sa façon, en mêlant sa fantaisie et ce qui peut passer pour de l'humour proche de la parodie au service des arts appliqués et en ouvrant, en 1920, son propre atelier de recherches et de créations de tapisseries et de meubles. Auparavant, il aura été de toutes les disciplines, peint et dessiné quantité de de-

constructions cubo-futuristes, d'imageries de formes mécaniques et de figures robotisées qui font penser, comme son discours d'ailleurs, à Fernand Léger, en moins solidement bâti.

Simultanément, il aura réalisé d'amusantes petites sculptures en bois polychrome telles *La Tige et la mie* (1914) ou *Fillette* (1917), et imaginé des constructions plastiques avec bruit de moteur intégré, ce qu'il a appelé *Compositions onomatopéïques*, orchestrant la synthèse visuelle de bruits, d'images et d'états d'âme.

BALLETS, PUBLICITÉS ET CABARET

De telles recherches que les artistes versent volontiers au compte d'un état d'esprit proto-dadaïste devaient servir les projets de Depero pour le théâtre, qui l'occupe fort en 1917 et 1918. Il a rencontré Diaghilev, dont les ballets étaient en tournée à Rome, et celui-ci lui a demandé, fin 1916, des décors et des costumes pour *Le Chant du rossignol*, qui ne seront pas réalisés. Qu'à cela ne tienne, dans la foulée, encouragé par l'archéologue et poète Gilbert Clavel, Depero crée ses *Ballets plastiques*, dans lesquels il substitue aux danseurs des marionnettes en bois - *clowns, arlequins, ballerines*, hommes mousquetaires, coqs et chats - musés sur des musiques de Casella, Bartok ou Chennetov.

Situés par leur auteur comme « la première application à la scène de la nouvelle visualisation architecturale du cinématisme poursuivie par l'art futuriste », les *Ballets plastiques* pré-

sent pour la première fois à Rome en 1918 l'enchantement Marinetti et font hurler Roberto Longhi.

Les marionnettes, pantins, automates et jouets alors élaborés constituent les prototypes du répertoire iconographique et formel utilisés ensuite par Depero dans le domaine de la publicité (pour Campari notamment), et dans ses peintures cousues à la Casa d'arte, l'industrie d'art qu'il ouvre en 1920 à Rovereto, avec beaucoup d'ambition, et un succès limité aux tentures-marqueteries de fenêtres aux motifs variés. Ses dessins de fauteuils pour un cabaret torride de Rome sont beaucoup plus drôles, dont les formes tiennent de la cocotte en papier et du siège de chaman. Va encore pour le gilet de Marinetti et son plastron avec rangs de poisons bleus, et quelques anneaux en bois dont la ligne s'est visiblement perpétuée jusqu'à dans les jouets d'aujourd'hui.

Montée par la Casa Museo Depero (inaugurée peu avant la mort de l'artiste en 1960, à Rovereto), l'exposition ne retracera qu'une partie de l'itinéraire du plus ludique des futuristes, de Rome à Paris, à l'exposition des arts décoratifs de 1925, où Depero représentait l'Italie avec Balla et Prampolini. Tant pis, tant mieux. Comme cela, on ne verra pas Depero couronner le pouvoir fasciste et tenir des discours conformes aux idéaux mussoliniens. A noter qu'avec lui, du discours à l'œuvre, la marge est souvent grande.

Geneviève Brezette

Jean-Marie Villégier sur les plages d'une île enchantée

Où il « fait paraître » l'œuvre la moins jouée de Corneille, « Sophonisbe »

SOPHONISBE, de Corneille. Mise en scène : Jean-Marie Villégier. Avec Marc Schreiber, Sandrine Bonjean, Anne-Claire, Candy Samier, Marie-Ange Duthell, Frédéric Laurent.

ATHÈNES, 4, square de l'Opéra, Paris, 9^e. M^e Opéra. Tél. : 47-42-67-27. Mardi à 19 heures. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Dimanche à 16 heures. 100 F. Jusqu'au 28 avril.

Sophonisbe est l'une des pièces de Corneille qui ont été les moins jouées. L'action en est entortillée, l'exposition laborieuse, les protagonistes perplexes et les vers d'un compact trappé - autant d'irrésistibles abouts aux yeux de plusieurs metteurs en scène portés de nos jours au secours. L'action est située dans les années 235 à 203 environ avant J.-C., au moment où Rome se dépeuple en Afrique du Nord.

Les armées de Carthage et de Numidie, royaumes enjambant l'actuelle frontière algéro-tunisienne, de Tunis à Constantine, essaient d'enrayer la marche de Scipion, ou de lui offrir leur service. Sophonisbe est la fille d'un général carthaginois devenue, à contre-cœur, épouse du roi de Numidie, et qui va se trouver dans un tel embrouillamini qu'elle choisira de se tuer. Corneille lui a réservé la tâche très ingrate d'exposer à une

autre reine, Eryxe, cet enchevêtrement, et lorsque Eryxe, knock-out, interrompue Sophonisbe et lui dit « Je comprends encore moins », le public, knock-out lui aussi, trouve quand même la force d'éclater de rire.

Jean-Marie Villégier, metteur en scène d'un esprit et d'un art extrêmes, aime beaucoup *Sophonisbe*. Il y voit mille choses, « l'espace vital... le repli stratégique... les autochtones et les colons... les pays en voie de développement... le nouvel ordre mondial... bien d'autres choses encore... », et c'est vrai, il a raison, à partir du moment où vous avez loisir de lire et relire, à tête reposée, en prenant des notes, cette œuvre, et d'en accrocher, par des fils très longs et des trajets très détournés, tel et tel détail à des événements actuels.

IRRADIATIONS

Autant d'efforts cérébraux difficilement réalisables au vol, dans le mouvement, lorsque l'auditeur assiste à la pièce. Les metteurs en scène trop intelligents oublient parfois qu'ils ont travaillé quarante mois sur une œuvre que le public voit filer en cent vingt minutes.

Mais Jean-Marie Villégier a d'autres cordes à son arc. Le spectacle est d'une incroyable beauté. Apparaissent sur scène, sur un fond de toile peinte aussi mystérieuse que les eaux dormantes de Monet, des reines vêtues de robes qui sont des sommets de poésie. Le couturier, Patrice Cauchetier, s'est souvenu d'une pléiade de chefs-d'œuvre, de Vermeer à Uccello, de della Francesca à Georges de la Tour, et d'autres. Et nous ne pouvons nous détacher de la splendeur de ces visions de soies, d'ors, de velours, de perles et de pierres précieuses, qui nous magnétisent d'autant que Jean-Marie Villégier dispose et incline les bras, les visages, avec le charme des plus démiés Michel-Ange.

Ces robes d'une irradiation magique sont présentes sur scène la plupart du temps ; tout amateur se trouve donc transporté, par cette *Sophonisbe* si sévère, sur les plages d'une île enchantée. Et l'attitude recommandable est alors de rester sous le charme, sans penser à autre chose. Car les actrices et acteurs, qui certes ont appris par

cœur les vers de *Sophonisbe*, les disent et les miment comme s'ils jouaient, dans l'un des coupe-gorge du Boulevard du Crime, *L'Auberge des Adrets* ou quelque autre mélodrame de Pinetourcourt ou d'Anicet Bourgeois.

Lorsque *Sophonisbe* est créée, en 1663, un critique dramatique débutant, Jean Donneau de Visé, engagé par un journal qui a su prendre un titre « au parfum », *Les Nouvelles Nouvelles*, écrit que l'acteur principal « fait beaucoup paraître tout ce qu'il dit », et « ne manque jamais de faire remarquer tous les beaux endroits de son rôle ». Ce journaliste était sage : il avait flairé qu'auteurs dramatiques, acteurs et tous les artisans d'une pièce n'attendent du critique qu'une chose : qu'il leur cire les bottes.

Il est clair que Jean Donneau de Visé avait trouvé cet acteur, en fait célèbre, Montfleury, au-dessous de tout, mais il l'avait dit en termes élogieux. « Faire beaucoup paraître tout ce qu'il dit », c'est tout juste ce que font, du lever au baisser du rideau, basculant Corneille dans le clownesque, les acteurs de *Sophonisbe*, sous la conduite de Jean-Marie Villégier, qui d'habitude sait orienter ses comédiens vers exactement le contraire. Mais un grand artiste n'a-t-il pas le droit de changer d'air ?

Michel Cournot

■ **CINÉMA** : le producteur de *Diabolique*, remake américain du film d'Henri-Georges Clouzot, a déclaré mercredi 27 mars avoir conclu un accord avec la veuve du cinéaste français. « L'affaire a été résolue », a déclaré un porte-parole de la société Morgan Creek, en refusant de commenter des informations selon lesquelles l'usé Clouzot aurait perçu 150 000 dollars d'indemnisation.

■ **ART** : l'exposition « Les trésors cachés », présentée par l'Événement de Saint-Petersbourg (74 tableaux de maîtres français) fermera ses portes dimanche 31 mars, après avoir attiré en un an 1,5 million de visiteurs. D'autres « trésors de guerre », des tableaux de Van Gogh, Cézanne, Delacroix ou Goya, seront exposés à l'Événement du 3 décembre au 31 mars 1997.

Suzanne Valadon, le corps tel qu'en lui-même

Une rétrospective, en Suisse, de ce modèle devenu peintre

La question du nu est au centre de l'œuvre de Suzanne Valadon (1865-1938), modèle pour Puvis de Chavannes ou Renoir avant de devenir peintre elle-même. Pour la

première fois depuis 1967, l'exposition organisée par la Fondation Gianadda, à Martigny, aborde une artiste qui intègre de multiples influences.

SUZANNE VALADON, Fondation Pierre Gianadda, 59, rue du Forum, Martigny, Suisse. Tél. : 19-41-26-22-39-78. Tous les jours de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 27 mai.

L'histoire de Suzanne Valadon est compliquée et édifiante. Elle commence dans le genre Huysmans et finit dans le genre Mauriac. Entre-temps interviennent des surréalistes et plusieurs métamorphoses. Réduits à sa trame, le récit se découpe en cinq actes.

Au premier, apparaît, le 23 septembre 1865, à Bessines-en-Gâtinais (Haute-Vienne), la petite Marie-Clémentine Valadon, de père inconnu et de mère femme de ménage. Au deuxième, tout au long des années 1880, Marie-Clémentine devient Suzanne, modèle professionnelle, pose pour Puvis de Chavannes, Renoir, Henner et quelques autres. Elle donne naissance à un fils pré-

nommé Maurice, de père inconnu, et commence à dessiner. Au troisième, bénéficiant de l'aide et des conseils de Degas, elle expose des dessins et eaux-fortes. Son fils, dont un journaliste espagnol a, entre-temps, reconnu la paternité, se nomme désormais Maurice Utrillo.

Au quatrième acte, en 1909, elle épouse le peintre Utrillo, de vingt ans son cadet, qui finit à négliger le dessin au bénéfice de la peinture. Sa vie est, dès lors, celle d'une artiste à la notoriété croissante, défendue par des galeries et des collectionneurs. Au cinquième et dernier, dans l'entre-deux-guerres, elle jouit de son succès et d'une honnête aisance, à laquelle contribue la gloire de Maurice Utrillo. Elle meurt célèbre, le 7 avril 1938.

Voilà pour la biographie. Elle propose à l'analyse, à la sociologie, si non à la psychanalyse, des questions attractives. Le modèle se change en peintre, inversant les rôles. Ce peintre dispose à son tour de modèles, féminins et masculins, et marque sa préférence en faveur des adolescentes et adolescents, si bien que se crée une parenté étrange avec Schiele. Elle les place dans des postures telles que leurs sexes se voient avec netteté.

De ses années de modèle, elle a retenu essentiellement la nécessité de ne rien dissimuler. Ennemie de toute idéalisation, peu soucieuse de séduire, elle ne fait grâce d'aucun détail, d'aucune difformité, d'aucune laideur. En 1931, elle entreprend son autoportrait : c'est celui d'une femme vieillie, les seins nus, le cou maigre, le visage creusé, le regard froid. Le cercle est ainsi complet et le peintre redevient le modèle.

IMPROVABLE

Hors cette netteté blessante, pas de salut. Quand elle n'est pas imprévisible, la peinture de Valadon perd à peu près tout intérêt. Ses paysages cultivent avec un demi-siècle de retard un impressionnisme ravalié au rang de banalité. Ses natures mortes sont d'une pauvreté d'autant plus pénible que leurs compositions et leurs motifs appellent des comparaisons écrasantes avec Chardin et Cézanne.

Mais il y a les portraits et les nus, dessinés d'abord, peints ensuite, quand Valadon, en 1909, se résoud à affronter la toile et les couleurs. Leur violence crue justifie qu'une rétrospective lui soit consacrée, la première depuis 1967. Dessinés, ils se singularisent par la précision acharnée du trait noir, dont aucune ombre

n'est assez dense pour estomper la ligne sinuose. Un contour continu cerné et découpe les formes, réduisant les volumes à des surfaces.

Qu'elle travaille au crayon ou à la sanguine, Valadon se fixe pour but d'obtenir, à force de suppressions et de simplifications, une épure. Ce procédé s'applique avec autant de volontarisme aux anatomies qu'aux baignoires et aux lavabos qui meublent les cabinets de toilette où s'étirent ou s'accroissent ses baigneuses. Sujets, décors et procédés relèvent à l'évidence de l'enseignement de Degas. Quand celle-ci se tient trop près de son maître, elle tombe dans le pastiche. Quand elle se tient à distance, elle invente un style fondé sur la simplicité des moyens. Il semble préfigurer celui de la Nouvelle Objectivité allemande des années 20, celui de Dix et de Grosz.

Le peintre est plus déconcertant encore. Ses premières tentatives, tardives, évoquent en 1909 les débuts de Gauguin, d'Émile Bernard et de Vallotton un quart de siècle plus tôt. Plus tard, d'autres références transparaissent, Courbet, Renoir, Matise peut-être. Mais les toiles qui leur rendent hommage arrêtent moins le regard que celles qui ne consentent rien à la jeunesse et au beau métier. Les meilleures sont les plus déplorables, raides, gauches, parsemées de dissonances chromatiques. Le *Nu allongé sur un canapé rouge* ne peut passer pour un morceau d'élégance, mais, par l'outrance, par l'obsession du détail, il impose la présence charnelle du modèle. La *Tiruse de cartes* et la *Poupée délaissée* portent à son plus haut degré cette insistance cruelle.

Philippe Dagen

Du 27 mars au 13 avril
Première en région parisienne

L'ANNIVERSAIRE

Harold Pinter
mise en scène
STUART SEIDE

LES GEMEAUX
SCÈNE NATIONALE
Scènes - Bourg-la-Reine
(1) 46 61 36 67

Ronnie Productions présente

THE CRANBERRIES

"FREE TO DECIDE"
WORLD TOUR 96-97
PLUS SPECIAL GUESTS

12 NOVEMBRE 96 PARIS - BERCY

27 OCTOBRE - MONTPELLIER - Zénith / 2 NOVEMBRE - TOULOUSE - Palais des Sports
3 NOVEMBRE - BORDEAUX - Patinoire Médiadeck / 16 NOVEMBRE - STRASBOURG - Hall Rhénus
18 NOVEMBRE - LYON - Halle Tony Garnier

LOCATIONS :
EXCLUSIVITÉ TOUTE FNAC, 3615 FNAC, ET PAR TEL : (1) 49 87 50 50
PROVINCE : JUSQU'AU 29 MAI 96
PARIS : JUSQU'AU 09 AVRIL 96

BEST

JEU
ET I

MOT
Problème

HORIZON

1. Petit. Produit d'un mé de ne hisse par térature. même ja peu de l. cines. - V nouvelle des prot VI. Dessc liquide. Amis de VIII. Au Ne fait p. IX. Pror moyens cubs ou voisin. - beaucoup. - XI. Car tout âge.

VERTIC
1. Ilu temps sa té ronde

SCR
Problème

AU SAN
NOUS

Dans nous av. Joly off. Victor K poche. sont ir Scrabb dise fait sésame « inaug profane Maccab - HASII adept qui ref Jole - « saint de Die pleure. riel KIE pagnol langue lée par parsen arabes, pluriel

Utilisez cran, vt horizon méro d horizon signifié conson

N°
1
2
3
4
5
6
7
8
9
10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20

(a) OK
1. Par

Kurt Weill et Pierre Mac Orlan retrouvent leurs repères parisiens

La chanson de rue réinventée

« TUBA SONG », ANNIE PAPIN (CHANT) ET TUBAPACK DE MARC STECKAR. Théâtre du Renard, 12, rue du Renard, Paris 4^e. M^o Hôtel-de-Ville. 19 heures, jusqu'au 20 avril. Tél. : 42-71-46-50. FRANÇOISE KUCHEIDA, restaurant de l'Hôtel du Nord, 102, quai de Jemmapes, Paris 10^e, M^o Gare-de-l'Est. 21 heures, jusqu'au 30 mars. Tél. : 40-40-78-78. « De la Scarpe à la Seine », 1 CD Sarah/Vah/Media 7.

Annie Papin et Françoise Kucheida sont deux chanteuses dont le talent est né de la rue. Annie Papin a longtemps chanté le répertoire français - Piaf, Fréhel, Guilbert, Damia - avec Artus, joueur d'orgue de Barbarie. Ensemble, ils s'étaient déjà intéressés à Kurt Weill en adaptant *L'Opéra de Quatuor*. Annie Papin avait vécu vers le jazz ou avait animé, en alternance avec Francesca Soleville, le « Cabaret fin de siècle » présenté en marge de l'exposition Toulouse-Lautrec au Grand Palais en 1992. Françoise Kucheida vient de Liévin (Nord), où son mari est maire et député (PS), tandis qu'elle tient un petit théâtre dédié à la chanson, les Trois Pierrots, après avoir été longtemps directrice d'école maternelle.

Annie Papin dit qu'il y a chez Kurt Weill « une telle variété de couleurs, de rythmes, de rêves, que la meilleure manière de lui rendre hommage [était] d'explorer un nouveau champ sonore ». De sa rencontre avec le musicien de jazz Marc Steckar, fondateur, en 1981, du Tubapack, un quatuor de tubas accompagné d'un piano et d'une batterie, naît l'idée de ce *Tuba Song*. A la chanteuse incombe le devoir de déstructurer le halo de mystère brechtien qui entoure les chansons de Weill. En anglais, en français et en allemand, Annie Papin balade d'un rapide revers de voix l'attente d'un navire (tiré de *La Marie-Galante*, œuvre composée à Paris en 1934 par Weill en exil, tout comme *La Complainte de la Seine* ou *Je ne t'aime pas*, des chansons offertes à Lys Gauty sur des textes de Maurice Magre), avant d'aborder les rivières plus connues de *Bilbao Song* (extraît de *Happy End*). Aux tubas, instruments au jeu discontinu, aux couleurs bigarrées

(de la fête foraine au soutien rythmique ou au swing), revient la tâche de déshabiller les mélodies, d'en révéler les squelettes. Le montage permet de déconstruire les personnalités successives de Kurt Weill avec netteté : le compositeur allemand de *Mahagonny*, héritier, militant de l'ailleurs pris comme échappatoire de la misère, l'exilé en transit en France, l'Américain languoureux et éternel, imprégné des comédies musicales de Broadway. Les tubas sont impeccables, la chanteuse excelle dans ce dernier registre. Un zeste d'humour et de décontraction ne nuit pas.

PRIORITÉ AU RÉPERTOIRE
Françoise Kucheida, elle, est restée sagement à l'accordéon et à la guitare. Au restaurant de l'Hôtel du Nord, enfin sauvée de la destruction, où elle chante devant les dîneurs en quête d'atmosphère, elle fait ses débuts, avec des airs de jeunes filles, malgré sa cinquantaine assumée. Comme Annie Papin, elle a pour priorité le choix du répertoire. Elle a, de plus, une rondeur, une aisance dans la voix qui l'ont fait remarquer dans les bistrots où elle chantait en marge du festival de chanson de Montauban par Claude Nougaro et par Pierre Barouh, patron du label Sarah qui lui a fait enregistrer un disque, *De la Scarpe à la Seine*. Passionnée de chanson depuis toujours, Françoise Kucheida s'est trouvée ainsi une famille : Romain Didier, Alain Leprest, Daniel Mille et Pierre Barouh, qui lui ont composé de jolies chansons de facture classique, faciles à alterner avec *La Bohème* ou *Le Bal perdu*.

Françoise Kucheida sait y faire, elle n'a pas peur du micro. Elle rend à l'auditeur le plaisir trop souvent perdu de chanter, ensemble, *Le Gris*, air connu de tous, mais désappris faute de pratique et de goût pour la chanson populaire. C'est avec un plaisir sans nom que le public retrouve les paroles de ces classiques généreux, et qu'il les chante à l'Hôtel du Nord (mais ce pourrait être au coin d'une rue) en duo avec cette dame du Nord comme si, enfin, elle leur rendait la vie.

Véronique Mortaigne

"GRAND JURY"
RTL-Le Monde

JACQUES TOUBON

ANIMÉ PAR
JEAN-PIERRE DEFRAIN

AVEC
ANNE CHEMIN (LE MONDE)
ET
RICHARD ARZT (RTL)

DIMANCHE
18 H 30

RTL

DIFFUSION EN DIRECT SUR RTL 9

Le mystère de Nusrat Fateh Ali Khan

Dans « Night Song », le chanteur pakistanais retrouve Michael Brook

COMMENT l'un des héros du chant mystique *qawwali*, voix de l'ardeur amoureuse du soufisme pakistanais, peut-il devenir une vedette de la fusion rock sans en souffrir ? Ceux qui s'y sont essayés avant Nusrat Fateh Ali Khan s'y sont cassés les dents. Paru en 1995 dans la collection « Long Distance » (distribution WMD), le merveilleux et pur *Back to Qawwali* ne démentira pas que le gros bonhomme de Faizalabad est un phénomène vocal, capable d'exalter les vertus d'un Dieu charnel, accompagné par l'harmonium portable et les claquemets de mains.

Alors que vient de sortir ce surprenant *Night Song* chez RealWorld, le label de Peter Gabriel où Nusrat avait fait ses premières armes d'occidentalisation avec Massive Attack et Michael Brook en 1990 (*Talwan Nusrat, Mistrust*), jamais on n'a aussi bien vendu

l'archi-classique concert du Théâtre de la Ville enregistré par Ocora en 1987 (en deux volumes, distribution Harmonia Mundi). Quelle est donc la précieuse qualité qui permet à ce chanteur dont l'univers intérieur se situe entre Lahore et Faizalabad, capitale du textile et du chant *qawwali*, de passer les frontières de la rythmique en boucle ou des exercices de guitare hawaïenne trafiquée, imaginés par un producteur canadien musicalement proche de Brian Eno ?

De la décliné sans doute : Nusrat cède sa voix sur les désirs planants de Michael Brook. Il s'intéresse aux effets oniriques, les longs déroulements de vibratos propres au style *qawwali*. Mais encore ? Une concentration intérieure tellement puissante que, quand on s'y attend le moins, le trio d'un maître habile à rappeler que les gestations du producteur occidental, si belles, si fines, si racées

soient-elles, ne sont là que pour l'habiller. Récemment qualifié de *space qawwali* - le mot est juste - par l'hebdomadaire *Les Inrockuptibles*, qui découvre l'artiste, cette musique n'a rien de commun avec les remises en question sur motifs traditionnels, exercice pratiqué par les DJ anglo-pakistais, ayant ainsi inventé le *bangra*. *Night Song* est un mariage d'amour transfrontalier. Le Pakistan est un pays musulman où l'on joue au cricket. Michael Brook est respectueux des cultures étrangères : il ne les écrase pas. Nusrat, avec ses airs de bouddha, ses traces de diabétique, ne vit que par et pour la musique. Avec ses excès, *Night Song* est un printemps revenu.

Véronique Mortaigne

* 1 CD RealWorld CDR W 50. Distribué par Virgin.

CLASSIQUE

OLIVIER MESSIAEN
Intégrale de l'œuvre d'orgue
Jennifer Bate, Jon Gillock, Naji Hakim, Louis Thiry, Thomas Daniel Schlee, Hans-Ola Ericsson (orgue de l'église de la Sainte-Trinité, Paris).

Olivier Messiaen signait volontiers d'affectueux *satifices*. Aussi n'est-il pas rare de voir force musiciens tradir des déclarations de l'œuvre rédigées à la suite d'un concert ou d'un disque. Indubitablement, chacun des six organistes réunis dans cette intégrale a fait reproduire dans la jaquette un mot ou une lettre du compositeur. Mais qu'on ne s'y trompe pas : ces disques sont signés par des musiciens de premier ordre, tous spécialistes ou disciples de Messiaen. Cette intégrale est enregistrée sur l'instrument de Sainte-Trinité, à Paris, dont le compositeur fut, son existence durant, le titulaire. Comme chez Bach, le plus essentiel de Messiaen est peut-être dans sa musique d'orgue, suite de jalons majeurs de la littérature de l'instrument (1928-1984). Le plus ardu (*Libre d'orgue*), le plus coloré, le plus imaginatif s'y trouvent.

Ce coffret est un beau geste éditorial et un parcours musical passionnant.

* 7 CD Jade distribués par Harmonia Mundi.

GÉRARD PESSON
Le Gai par jeu - Quatuor à cordes - Non supprimez moi de questo mi - Chacune des poèmes de Sandro Penna - La lumière n'a pas de bras pour nous porter - La villa e come l'altare di Natale - Nocturnes en quatuor - Les Chants Fais - Sur-le-champ.
Ensemble Fa, Dominique My (piano et direction).

L'univers de Gérard Pesson (né en 1958) peut faire penser à celui du plasticien Charles Matton, virtuose de la réduction, de la concentration maquettée et du détail absolu. Pesson - que ses amis farceurs surnomment « peu d'son » - aime à se contenir dans l'infinitésimal, le filigrane et le non-dit. Aux grandes envolées lyriques,

il préfère les parcours souterrains, secrètement bruisants. Sa musique est faite de chuintements contrits, de bruits d'ongle, de stridences presque coupables - et d'un humour torride parce que sec. Il y a des traditions (une danse macabre, un quatuor à cordes, un cycle de mélodies, une scène d'opéra, un concerto de piano), mais qui ne sont qu'apparences parce que subverties. Disciple du Maurice Delage des *Hals-lois*, Pesson est un musicien singulier et attachant, et ses bonheurs sonores recèlent des cataclysmes émotionnels en permanente implosion.

* 1 CD Accord « Una Corda » 204-662.

CHANSON

PRINCESS BRUKA
D'origine

Attention : ceci n'est pas un nouvel album. C'est une « ressource », « repackagée », avec une autre photo, extraite du clip. Seuls les fans de la chanteuse d'origine camerounaise s'y reconnaîtront. Des nouveautés ? Oui, mais minces : deux titres inédits par Andy Marvel. C'est « *sicé* » sur le cellophane, à côté de l'étiquette « Prix limités. Découvertes ». « *Faut qu'on m'embrasse*, j'ai c'est que j'ai à faire » : de sa voix un peu naïve, un peu froideuse, Princess Bruka nous avait prévenu, dès mai 1995, qu'elle aimait « se la couler douce », ce qui n'est point le moindre de ses charmes. Mais enfin, on peut parfois prétendre à la douceur de vivre et refuser de céder à la facilité du temps : le hip-hop sorti du garage pour aller à la rencontre du supermarché, puis recraché en clone selon la montée, ou la descente, de la fréquence des passages radio.

On confirme, aujourd'hui comme il y a six mois, que de vraies réussites (*Décidé*) cohabitent entre l'humour relaxe de l'une et la virtuosité de l'autre. Sagement, Mark Knopfler s'est rapproché de

* 1 CD Polydor 529764-2.

JAZZ

MARK HELIAS
Loopin' the Cool

Dans les notes de pochette de *Loopin' the Cool*, précises, informatives, le contrebassiste Mark Helias présente Ed Blackwell comme celui dont il a beaucoup appris. Le batteur, mort en octobre 1992, avait cet art de la suspension, ces soudains « affolements » évoqués par Christian Tanguy auxquels peut se mesurer cet enregistrement. Mark Helias - profonde sonorité de bois - a composé des thèmes à entrées variées, en constants déplacements rythmiques, pour ce quintette vif et énergique. Aux intervalles froissés du saxophone (Elery Eskelin, son de ténor nerveux, plein) et du violon (Regina Carter du String Trio of New York) vient se joindre un chant de tambours à deux (Tom Ratney et Epiro Bangoura). Ces jeux de timbres et de matières permettent de croiser des musiques latines, africaines, d'Europe de l'est, du blues. S'y ajoute une manière d'avancer à cinq qui enchaîne doucement.

* 1 CD EMI 1914442. Distribué par Harmonia Mundi.

ROCK

MARK KNOPFLER
Golden Heart

Les fans de Dire Straits adoreront vraisemblablement le premier album solo de Mark Knopfler, le leader de ce groupe britannique devenu dans les années 80 une entreprise peu à peu étouffée par son succès gigantesque. Avec plus de légèreté et de naturel, le guitariste use des atouts qui l'ont fait apprécier des foules : une voix d'une chaleureuse virilité, la fluidité de sa six-cordes, le contraste entre le virtuose et l'autre. Sagement, Mark Knopfler s'est rapproché de

ses racines. Enregistré à Dublin et Nashville, *Golden Heart* musarde entre mélodies celtiques et musiques traditionnelles américaines. Il joue avec amour de ses références et sait en tirer des chansons solides, que ce soit une ballade d'influence irlandaise (*Darling Pretty*), une danse cajun (*Don't You Get It*) ou une benoîte country (*Are We in Trouble Now*). Même si, comme quand il œuvre avec Dire Straits, sa conception du confort d'écoute lui fait arroser trop d'angles et décorer de façon convenue des musiques qui deviennent entre ses doigts d'une sagesse un brin soporifique.

* 1 CD Vertigo. Distribué par Mercury.

UNDERWORLD Second Toughest In The Infants

Ce disque sera sans doute considéré dans quelques années comme une des étapes marquantes de l'histoire de la techno. Un de ces moments où, dépassant les limites supposées d'un genre, de véritables auteurs impriment leur marque et rassemblent au-delà des chapelles. Il y a deux ans déjà, le trio toulousain Dubnobosswithbitch contredisait l'idée selon laquelle le single était l'unique format hégémonique des musiques de danse. Sur ce deuxième album, Underworld construit à nouveau sur la longueur des formes fascinantes. Ce trio de DJ britanniques a besoin d'espace pour décoller. *Second Toughest In The Infants* se révèle à l'usage, envoie sur la durée. Familier des machines et de l'univers des raves, le « groupe » travaille rythmes, textures et fréquences hypnotiques sans être pourtant réfractaire aux mélodies. Cette matière synthétique, ces *breakbeats* frénétiques s'humanisent ainsi de voix étrangement sereines, de traits instrumentaux à l'acoustique chamoisée. *Jurassic/Reels/To Dream Of Love*, chef-d'œuvre d'ouverture de dix-sept minutes, évoque la complexité de certains titres de Pink Floyd. Mais, au style pompier de Roger Waters, Underworld a préféré la rigueur robotique de Kraftwerk, la technologie humaniste de Brian Eno.

* 1 CD Junior Boy's Own 74321345082. Distribué par BMG.

Christian Dietrich Grabbe

NAPOLÉON

ou les Cent-Jours

mise en scène Bernard Sobel

26 mars-21 avril

Théâtre de Gennevilliers

Centre Dramatique National

41 32 26 26

Atem

Richard Dubelski

NANTERRE

AMANDIERS

DÉTOURS

26 Mars → 13 Avril

46 14 70 00

SALON DE L'ETUDIANT

PARIS

Grande Halle de La Villette

de 10 h 00 à 18 h 30

RTL

36.15 LETUOIAN

36.15 STAGEPLUS

l'Etudiant

Jeune fille

Week-end italien

Le Festival Total Vocal de Malakoff se met à l'heure de la Péninsule

CE SONT « LES » ITALIENS qui sont à l'honneur de la cinquième édition de ce festival dédié aux voix. Carlo Rizzo, chanteur et surprenant virtuose du tambourin, flûte et du jazz ; Le Voci Atroci utilisent leurs voix pour faire du rock et jouer aux clowns ; Gligio Conte, le frère de Paolo, chante un peu comme lui (« Ce qui fait chanter l'Italie d'aujourd'hui », le 29). I Fratelli Mancuso, deux frères siciliens, plongent dans les racines du chant des montagnes rocallesuses ; Ambrogio Spargna raconte les aventures du bouffon Gioia, dans un conte musical coloré, Gligio, il servo del Re ; le baryton



Michael Aspinall parodie les grands airs de l'opéra italien avec une voix de soprano (« La tradition revisité », le 30). Lucilla Galeazzi chante des airs populaires accompagnée à la launeddas (la cornemuse) ; Micrologos marie vieilles et rebecks pour explorer l'univers des troubadours ; les treize voix mâles de Sacco di Ceriana chantent les polyphonies ligures (« Les chants de la terre », le 31).

★ Théâtre 71, place du 11-Novembre. M. Malakoff - Plateau-de-Vannes. 20 h 30 les 29 et 30, 17 heures le 31. Tél. : 46-55-43-45. 115 F.

UNE SOIRÉE À PARIS

Le Turc en Italie de Rossini. Deux heures et demie d'humour, d'intelligence et d'abattage pour un Turc en Italie qui, à ce jour, est le plus beau spectacle d'opéra présenté à Paris cette saison. Très curieusement, il reste des places à vendre. Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8. M. Alma Marceau. 19 h 30, les 29 mars et 2 avril ; 17 heures, le 31. Tél. : 49-52-50-50. De 60 F à 670 F. Chœur et orchestre philharmonique de Radio-France. L'intégrale Mahler d'Eliahu Inbal (Denon) a été assez saluée pour qu'il ne soit plus besoin de vanter les qualités mabliennes de ce chef. On pourra le vérifier avec *Das Klagende Lied*, magnifique partition de jeunesse ici présentée dans sa version originale. Françoise Pollet (soprano), Sylvie Sillé (mezzo-soprano), Hans Peter Blochwitz (ténor), Thomas Quasthoff (basse), Eliahu Inbal (direction). Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Hippolyte, Paris 8. M. Ternes. 20 heures, le 29. Tél. : 45-61-53-00. De 80 F à 190 F. Trio Komnatos / Scheris / Teder et Guy Le Querrec. Initiateur d'un trio conquérant (Al-Du Romano, Louis Scheris et Hani Teder) qu'il a emmené en Afrique noire, le photographe Guy Le Querrec a aussi rapporté des

images d'hommes, de lieux, d'instants musicaux ou non. Le tout a donné un des disques importants du jazz français (*Carnets de route*, Label bleu) et se retrouve sur scène, musiques et projections ensemble. Hot Brass, 211, av. Jean-Jaurès, Paris 19. M. Porte-de-Pantin. 21 heures, le 29. Tél. : 42-00-14-14. De 80 F à 120 F. Compagnie Serelem. *Marceline Lurique* quitte le solo, et le duo, pour chorégraphier un quintet d'hommes. Elle est le cinquième homme. Distribution étrange qui sied à l'évocation de Gilles de Rais. La folle sexuelle côtoie, ici, des moments de vie au château. Le rythme est inégal, mais le geste possède de la force. Théâtre Romain-Rolland, 18, rue Emile-Vaillant, 94 Villejuif. M. Paul-Vaillant-Couturier. 20 h 30, les 29 et 30. Tél. : 49-58-17-17. 100 F. Festival des Jeunes chorégraphes contemporains. Ce festival n'usurpe pas son nom : la majorité des compagnies programmées sont à découvrir, à l'exception de Sylvie Goussier, de Grenoble. Dix-huit chorégraphes en trois jours : qui dit mieux ? Un voyage au pays de la jeunesse et de l'insouciance. Salle Jacques-Brel, 42, avenue Edouard-Vaillant, 93 Pantin. 20 h 30, les 29 et 30 ; 19 heures, le 31. Tél. : 49-15-41-70. 60 F et 80 F.

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

LE COEUR FANTÔME. Film français de Philippe Garrel, avec Louis Regé, Aurélien Recoq, Maurice Garrel, Yves Didi, Roschdy Zem, Camille Chénin (1 h 27). 14-Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23) ; Le Saint-Germain-des-Près, Salle G. de la Regard, 6 (42-22-87-23) ; réservation : 40-30-20-10. LA DERNIÈRE MARCHÉ. Film américain de Tim Robbins, avec Susan Sarandon, Sean Penn, Robert Prosky, Raymond J. Barry, R. Lee Ermey, Celia Weston (2 h 02). VO : UGC Ciné-club des Halles, Dolby, 1 (36-68-69-23) ; Rex, Dolby, 2 (36-68-69-23) ; 14-Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23) ; Le Champ-Espace Jacques-Tati, Dolby, 3 (43-54-51-60) ; UGC Odéon, Dolby, 6 (47-68-37-62) ; Publics Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, 14 (43-07-48-60) ; UGC Ciné-club des Halles, Dolby, 1 (36-68-69-23) ; Rex, Dolby, 2 (36-68-69-23) ; 14-Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23) ; Le Champ-Espace Jacques-Tati, Dolby, 3 (43-54-51-60) ; UGC Odéon, Dolby, 6 (47-68-37-62) ; Publics Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, 14 (43-07-48-60) ; UGC Ciné-club des Halles, Dolby, 1 (36-68-69-23) ; Rex, Dolby, 2 (36-68-69-23) ; 14-Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23) ; Le Champ-Espace Jacques-Tati, Dolby, 3 (43-54-51-60) ; UGC Odéon, Dolby, 6 (47-68-37-62) ; Publics Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, 14 (43-07-48-60) ; UGC Ciné-club des Halles, Dolby, 1 (36-68-69-23) ; Rex, Dolby, 2 (36-68-69-23) ; 14-Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23) ; Le Champ-Espace Jacques-Tati, Dolby, 3 (43-54-51-60) ; UGC Odéon, Dolby, 6 (47-68-37-62) ; Publics Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, 14 (43-07-48-60) ; UGC Ciné-club des Halles, Dolby, 1 (36-68-69-23) ; Rex, Dolby, 2 (36-68-69-23) ; 14-Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23) ; Le Champ-Espace Jacques-Tati, Dolby, 3 (43-54-51-60) ; UGC Odéon, Dolby, 6 (47-68-37-62) ; Publics Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, 14 (43-07-48-60) ; UGC Ciné-club des Halles, Dolby, 1 (36-68-69-23) ; Rex, Dolby, 2 (36-68-69-23) ; 14-Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23) ; Le Champ-Espace Jacques-Tati, Dolby, 3 (43-54-51-60) ; UGC Odéon, Dolby, 6 (47-68-37-62) ; Publics Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, 14 (43-07-48-60) ; UGC Ciné-club des Halles, Dolby, 1 (36-68-69-23) ; Rex, Dolby, 2 (36-68-69-23) ; 14-Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23) ; Le Champ-Espace Jacques-Tati, Dolby, 3 (43-54-51-60) ; UGC Odéon, Dolby, 6 (47-68-37-62) ; Publics Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, 14 (43-07-48-60) ; UGC Ciné-club des Halles, Dolby, 1 (36-68-69-23) ; Rex, Dolby, 2 (36-68-69-23) ; 14-Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23) ; Le Champ-Espace Jacques-Tati, Dolby, 3 (43-54-51-60) ; UGC Odéon, Dolby, 6 (47-68-37-62) ; Publics Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, 14 (43-07-48-60) ; UGC Ciné-club des Halles, Dolby, 1 (36-68-69-23) ; Rex, Dolby, 2 (36-68-69-23) ; 14-Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23) ; Le Champ-Espace Jacques-Tati, Dolby, 3 (43-54-51-60) ; UGC Odéon, Dolby, 6 (47-68-37-62) ; Publics Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, 14 (43-07-48-60) ; UGC Ciné-club des Halles, Dolby, 1 (36-68-69-23) ; Rex, Dolby, 2 (36-68-69-23) ; 14-Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23) ; Le Champ-Espace Jacques-Tati, Dolby, 3 (43-54-51-60) ; UGC Odéon, Dolby, 6 (47-68-37-62) ; Publics Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, 14 (43-07-48-60) ; UGC Ciné-club des Halles, Dolby, 1 (36-68-69-23) ; Rex, Dolby, 2 (36-68-69-23) ; 14-Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23) ; Le Champ-Espace Jacques-Tati, Dolby, 3 (43-54-51-60) ; UGC Odéon, Dolby, 6 (47-68-37-62) ; Publics Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, 14 (43-07-48-60) ; UGC Ciné-club des Halles, Dolby, 1 (36-68-69-23) ; Rex, Dolby, 2 (36-68-69-23) ; 14-Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23) ; Le Champ-Espace Jacques-Tati, Dolby, 3 (43-54-51-60) ; UGC Odéon, Dolby, 6 (47-68-37-62) ; Publics Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, 14 (43-07-48-60) ; UGC Ciné-club des Halles, Dolby, 1 (36-68-69-23) ; Rex, Dolby, 2 (36-68-69-23) ; 14-Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23) ; Le Champ-Espace Jacques-Tati, Dolby, 3 (43-54-51-60) ; UGC Odéon, Dolby, 6 (47-68-37-62) ; Publics Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, 14 (43-07-48-60) ; UGC Ciné-club des Halles, Dolby, 1 (36-68-69-23) ; Rex, Dolby, 2 (36-68-69-23) ; 14-Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23) ; Le Champ-Espace Jacques-Tati, Dolby, 3 (43-54-51-60) ; UGC Odéon, Dolby, 6 (47-68-37-62) ; Publics Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, 14 (43-07-48-60) ; UGC Ciné-club des Halles, Dolby, 1 (36-68-69-23) ; Rex, Dolby, 2 (36-68-69-23) ; 14-Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23) ; Le Champ-Espace Jacques-Tati, Dolby, 3 (43-54-51-60) ; UGC Odéon, Dolby, 6 (47-68-37-62) ; Publics Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, 14 (43-07-48-60) ; UGC Ciné-club des Halles, Dolby, 1 (36-68-69-23) ; Rex, Dolby, 2 (36-68-69-23) ; 14-Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23) ; Le Champ-Espace Jacques-Tati, Dolby, 3 (43-54-51-60) ; UGC Odéon, Dolby, 6 (47-68-37-62) ; Publics Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, 14 (43-07-48-60) ; UGC Ciné-club des Halles, Dolby, 1 (36-68-69-23) ; Rex, Dolby, 2 (36-68-69-23) ; 14-Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23) ; Le Champ-Espace Jacques-Tati, Dolby, 3 (43-54-51-60) ; UGC Odéon, Dolby, 6 (47-68-37-62) ; Publics Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, 14 (43-07-48-60) ; UGC Ciné-club des Halles, Dolby, 1 (36-68-69-23) ; Rex, Dolby, 2 (36-68-69-23) ; 14-Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23) ; Le Champ-Espace Jacques-Tati, Dolby, 3 (43-54-51-60) ; UGC Odéon, Dolby, 6 (47-68-37-62) ; Publics Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, 14 (43-07-48-60) ; UGC Ciné-club des Halles, Dolby, 1 (36-68-69-23) ; Rex, Dolby, 2 (36-68-69-23) ; 14-Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23) ; Le Champ-Espace Jacques-Tati, Dolby, 3 (43-54-51-60) ; UGC Odéon, Dolby, 6 (47-68-37-62) ; Publics Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, 14 (43-07-48-60) ; UGC Ciné-club des Halles, Dolby, 1 (36-68-69-23) ; Rex, Dolby, 2 (36-68-69-23) ; 14-Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23) ; Le Champ-Espace Jacques-Tati, Dolby, 3 (43-54-51-60) ; UGC Odéon, Dolby, 6 (47-68-37-62) ; Publics Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, 14 (43-07-48-60) ; UGC Ciné-club des Halles, Dolby, 1 (36-68-69-23) ; Rex, Dolby, 2 (36-68-69-23) ; 14-Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23) ; Le Champ-Espace Jacques-Tati, Dolby, 3 (43-54-51-60) ; UGC Odéon, Dolby, 6 (47-68-37-62) ; Publics Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, 14 (43-07-48-60) ; UGC Ciné-club des Halles, Dolby, 1 (36-68-69-23) ; Rex, Dolby, 2 (36-68-69-23) ; 14-Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23) ; Le Champ-Espace Jacques-Tati, Dolby, 3 (43-54-51-60) ; UGC Odéon, Dolby, 6 (47-68-37-62) ; Publics Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, 14 (43-07-48-60) ; UGC Ciné-club des Halles, Dolby, 1 (36-68-69-23) ; Rex, Dolby, 2 (36-68-69-23) ; 14-Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23) ; Le Champ-Espace Jacques-Tati, Dolby, 3 (43-54-51-60) ; UGC Odéon, Dolby, 6 (47-68-37-62) ; Publics Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, 14 (43-07-48-60) ; UGC Ciné-club des Halles, Dolby, 1 (36-68-69-23) ; Rex, Dolby, 2 (36-68-69-23) ; 14-Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23) ; Le Champ-Espace Jacques-Tati, Dolby, 3 (43-54-51-60) ; UGC Odéon, Dolby, 6 (47-68-37-62) ; Publics Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, 14 (43-07-48-60) ; UGC Ciné-club des Halles, Dolby, 1 (36-68-69-23) ; Rex, Dolby, 2 (36-68-69-23) ; 14-Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23) ; Le Champ-Espace Jacques-Tati, Dolby, 3 (43-54-51-60) ; UGC Odéon, Dolby, 6 (47-68-37-62) ; Publics Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, 14 (43-07-48-60) ; UGC Ciné-club des Halles, Dolby, 1 (36-68-69-23) ; Rex, Dolby, 2 (36-68-69-23) ; 14-Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23) ; Le Champ-Espace Jacques-Tati, Dolby, 3 (43-54-51-60) ; UGC Odéon, Dolby, 6 (47-68-37-62) ; Publics Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, 14 (43-07-48-60) ; UGC Ciné-club des Halles, Dolby, 1 (36-68-69-23) ; Rex, Dolby, 2 (36-68-69-23) ; 14-Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23) ; Le Champ-Espace Jacques-Tati, Dolby, 3 (43-54-51-60) ; UGC Odéon, Dolby, 6 (47-68-37-62) ; Publics Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, 14 (43-07-48-60) ; UGC Ciné-club des Halles, Dolby, 1 (36-68-69-23) ; Rex, Dolby, 2 (36-68-69-23) ; 14-Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23) ; Le Champ-Espace Jacques-Tati, Dolby, 3 (43-54-51-60) ; UGC Odéon, Dolby, 6 (47-68-37-62) ; Publics Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, 14 (43-07-48-60) ; UGC Ciné-club des Halles, Dolby, 1 (36-68-69-23) ; Rex, Dolby, 2 (36-68-69-23) ; 14-Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23) ; Le Champ-Espace Jacques-Tati, Dolby, 3 (43-54-51-60) ; UGC Odéon, Dolby, 6 (47-68-37-62) ; Publics Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, 14 (43-07-48-60) ; UGC Ciné-club des Halles, Dolby, 1 (36-68-69-23) ; Rex, Dolby, 2 (36-68-69-23) ; 14-Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23) ; Le Champ-Espace Jacques-Tati, Dolby, 3 (43-54-51-60) ; UGC Odéon, Dolby, 6 (47-68-37-62) ; Publics Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, 14 (43-07-48-60) ; UGC Ciné-club des Halles, Dolby, 1 (36-68-69-23) ; Rex, Dolby, 2 (36-68-69-23) ; 14-Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23) ; Le Champ-Espace Jacques-Tati, Dolby, 3 (43-54-51-60) ; UGC Odéon, Dolby, 6 (47-68-37-62) ; Publics Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, 14 (43-07-48-60) ; UGC Ciné-club des Halles, Dolby, 1 (36-68-69-23) ; Rex, Dolby, 2 (36-68-69-23) ; 14-Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23) ; Le Champ-Espace Jacques-Tati, Dolby, 3 (43-54-51-60) ; UGC Odéon, Dolby, 6 (47-68-37-62) ; Publics Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, 14 (43-07-48-60) ; UGC Ciné-club des Halles, Dolby, 1 (36-68-69-23) ; Rex, Dolby, 2 (36-68-69-23) ; 14-Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23) ; Le Champ-Espace Jacques-Tati, Dolby, 3 (43-54-51-60) ; UGC Odéon, Dolby, 6 (47-68-37-62) ; Publics Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, 14 (43-07-48-60) ; UGC Ciné-club des Halles, Dolby, 1 (36-68-69-23) ; Rex, Dolby, 2 (36-68-69-23) ; 14-Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23) ; Le Champ-Espace Jacques-Tati, Dolby, 3 (43-54-51-60) ; UGC Odéon, Dolby, 6 (47-68-37-62) ; Publics Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, 14 (43-07-48-60) ; UGC Ciné-club des Halles, Dolby, 1 (36-68-69-23) ; Rex, Dolby, 2 (36-68-69-23) ; 14-Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23) ; Le Champ-Espace Jacques-Tati, Dolby, 3 (43-54-51-60) ; UGC Odéon, Dolby, 6 (47-68-37-62) ; Publics Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, 14 (43-07-48-60) ; UGC Ciné-club des Halles, Dolby, 1 (36-68-69-23) ; Rex, Dolby, 2 (36-68-69-23) ; 14-Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23) ; Le Champ-Espace Jacques-Tati, Dolby, 3 (43-54-51-60) ; UGC Odéon, Dolby, 6 (47-68-37-62) ; Publics Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, 14 (43-07-48-60) ; UGC Ciné-club des Halles, Dolby, 1 (36-68-69-23) ; Rex, Dolby, 2 (36-68-69-23) ; 14-Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23) ; Le Champ-Espace Jacques-Tati, Dolby, 3 (43-54-51-60) ; UGC Odéon, Dolby, 6 (47-68-37-62) ; Publics Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, 14 (43-07-48-60) ; UGC Ciné-club des Halles, Dolby, 1 (36-68-69-23) ; Rex, Dolby, 2 (36-68-69-23) ; 14-Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23) ; Le Champ-Espace Jacques-Tati, Dolby, 3 (43-54-51-60) ; UGC Odéon, Dolby, 6 (47-68-37-62) ; Publics Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, 14 (43-07-48-60) ; UGC Ciné-club des Halles, Dolby, 1 (36-68-69-23) ; Rex, Dolby, 2 (36-68-69-23) ; 14-Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23) ; Le Champ-Espace Jacques-Tati, Dolby, 3 (43-54-51-60) ; UGC Odéon, Dolby, 6 (47-68-37-62) ; Publics Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, 14 (43-07-48-60) ; UGC Ciné-club des Halles, Dolby, 1 (36-68-69-23) ; Rex, Dolby, 2 (36-68-69-23) ; 14-Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23) ; Le Champ-Espace Jacques-Tati, Dolby, 3 (43-54-51-60) ; UGC Odéon, Dolby, 6 (47-68-37-62) ; Publics Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, 14 (43-07-48-60) ; UGC Ciné-club des Halles, Dolby, 1 (36-68-69-23) ; Rex, Dolby, 2 (36-68-69-23) ; 14-Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23) ; Le Champ-Espace Jacques-Tati, Dolby, 3 (43-54-51-60) ; UGC Odéon, Dolby, 6 (47-68-37-62) ; Publics Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, 14 (43-07-48-60) ; UGC Ciné-club des Halles, Dolby, 1 (36-68-69-23) ; Rex, Dolby, 2 (36-68-69-23) ; 14-Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23) ; Le Champ-Espace Jacques-Tati, Dolby, 3 (43-54-51-60) ; UGC Odéon, Dolby, 6 (47-68-37-62) ; Publics Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, 14 (43-07-48-60) ; UGC Ciné-club des Halles, Dolby, 1 (36-68-69-23) ; Rex, Dolby, 2 (36-68-69-23) ; 14-Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23) ; Le Champ-Espace Jacques-Tati, Dolby, 3 (43-54-51-60) ; UGC Odéon, Dolby, 6 (47-68-37-62) ; Publics Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, 14 (43-07-48-60) ; UGC Ciné-club des Halles, Dolby, 1 (36-68-69-23) ; Rex, Dolby, 2 (36-68-69-23) ; 14-Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23) ; Le Champ-Espace Jacques-Tati, Dolby, 3 (43-54-51-60) ; UGC Odéon, Dolby, 6 (47-68-37-62) ; Publics Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, 14 (43-07-48-60) ; UGC Ciné-club des Halles, Dolby, 1 (36-68-69-23) ; Rex, Dolby, 2 (36-68-69-23) ; 14-Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23) ; Le Champ-Espace Jacques-Tati, Dolby, 3 (43-54-51-60) ; UGC Odéon, Dolby, 6 (47-68-37-62) ; Publics Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, 14 (43-07-48-60) ; UGC Ciné-club des Halles, Dolby, 1 (36-68-69-23) ; Rex, Dolby, 2 (36-68-69-23) ; 14-Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23) ; Le Champ-Espace Jacques-Tati, Dolby, 3 (43-54-51-60) ; UGC Odéon, Dolby, 6 (47-68-37-62) ; Publics Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, 14 (43-07-48-60) ; UGC Ciné-club des Halles, Dolby, 1 (36-68-69-23) ; Rex, Dolby, 2 (36-68-69-23) ; 14-Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23) ; Le Champ-Espace Jacques-Tati, Dolby, 3 (43-54-51-60) ; UGC Odéon, Dolby, 6 (47-68-37-62) ; Publics Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, 14 (43-07-48-60) ; UGC Ciné-club des Halles, Dolby, 1 (36-68-69-23) ; Rex, Dolby, 2 (36-68-69-23) ; 14-Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23) ; Le Champ-Espace Jacques-Tati, Dolby, 3 (43-54-51-60) ; UGC Odéon, Dolby, 6 (47-68-37-62) ; Publics Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, 14 (43-07-48-60) ; UGC Ciné-club des Halles, Dolby, 1 (36-68-69-23) ; Rex, Dolby, 2 (36-68-69-23) ; 14-Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23) ; Le Champ-Espace Jacques-Tati, Dolby, 3 (43-54-51-60) ; UGC Odéon, Dolby, 6 (47-68-37-62) ; Publics Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, 14 (43-07-48-60) ; UGC Ciné-club des Halles, Dolby, 1 (36-68-69-23) ; Rex, Dolby, 2 (36-68-69-23) ; 14-Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23) ; Le Champ-Espace Jacques-Tati, Dolby, 3 (43-54-51-60) ; UGC Odéon, Dolby, 6 (47-68-37-62) ; Publics Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, 14 (43-07-48-60) ; UGC Ciné-club des Halles, Dolby, 1 (36-68-69-23) ; Rex, Dolby, 2 (36-68-69-23) ; 14-Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23) ; Le Champ-Espace Jacques-Tati, Dolby, 3 (43-54-51-60) ; UGC Odéon, Dolby, 6 (47-68-37-62) ; Publics Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, 14 (43-07-48-60) ; UGC Ciné-club des Halles, Dolby, 1 (36-68-69-23) ; Rex, Dolby, 2 (36-68-69-23) ; 14-Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23) ; Le Champ-Espace Jacques-Tati, Dolby, 3 (43-54-51-60) ; UGC Odéon, Dolby, 6 (47-68-37-62) ; Publics Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, 14 (43-07-48-60) ; UGC Ciné-club des Halles, Dolby, 1 (36-68-69-23) ; Rex, Dolby, 2 (36-68-69-23) ; 14-Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23) ; Le Champ-Espace Jacques-Tati, Dolby, 3 (43-54-51-60) ; UGC Odéon, Dolby, 6 (47-68-37-62) ; Publics Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-

France-Culture sur le chemin de l'école

Pendant une semaine, la radio publique ouvre l'antenne aux acteurs du système scolaire et aux spécialistes de l'éducation pour un « débat de société »

« L'ÉCOLE gâche nos enfants », « Education, l'échec national » : ces formules-chocs ont fait la « une » des *news magazines* la semaine dernière. Elles annonçaient des dossiers spéciaux sur un système éducatif « malade » (*Le Point*, 23 mars), une école « qui ne remplit pas sa mission » (*L'Express*, 21 mars). Ce sur-saut alarmiste accompagnait la sortie du dernier ouvrage de François de Closets : *Le Bonheur d'apprendre et comment on l'assassine* (Le Seuil). Un livre documenté, au contenu plus mesuré que son titre volontairement provocateur (*Le Monde* du 29 mars).

C'est pour réfléchir de manière dépassionnée à ces questions que France-Culture a décidé de consacrer une semaine complète de ses programmes à l'école. Selon le principe déjà mis en œuvre pour d'autres grandes causes (la justice en novembre 1994, la santé publique en 1995), plusieurs des grands rendez-vous de la grille sont consacrés à ce thème, tandis que des émissions spéciales, des débats, des discussions avec les auditeurs viennent ponctuer l'antenne.

Au fil de la semaine défilent tous ceux - chercheurs, sociologues, etc. - qui ont scruté le système, et la parole sera donnée aux acteurs de terrain - enseignants en zones sensibles mais aussi professeurs d'établissements « sans problèmes », qui raconteront les difficultés et les joies de leur métier. « Nous avons la chance de bénéficier de suffisamment de temps pour aller au fond des choses », se félicite Laurence Bloch, adjointe au directeur des pro-



grammes de France-Culture. Cela nous permet d'aborder sereinement une question essentielle du débat démocratique.

DÉBATS DE LA FRACTURE SOCIALE
La semaine s'ouvre samedi 30 mars avec trois heures de débat sur « le métier de prof », illustré de reportages de Michèle Chouchan, Sylvie Andreu et Emmanuel Davidenko réalisés dans des établissements « moyens », où travaillent des équipes pédagogiques motivées. Diffusée en direct et en public de la Maison de Radio-France, cette entrée en matière mettra en lumière l'évolution des conditions d'exercice

du métier en compagnie d'enseignants du second degré, de chercheurs et de penseurs - Alain Finkelkraut, Robert Bailion, François Dubet, Philippe Mériel - et des anciens ministres René Haby et Roger Fauroux.

« Les Chemins de la connaissance » s'interrogeront chaque matin sur les apports de la laïcité et sa « capacité à répondre aux défis de la fracture sociale ». Jean Lebrun se déplacera avec l'équipe de « Culture matin » dans des établissements de Picardie ainsi qu'à Hérouville-Saint-Clair où est menée une intéressante expérience sur les rythmes scolaires. « Les Enjeux in-

ternationaux » s'intéresseront aux méthodes allemandes de lutte contre l'échec scolaire et au mode de fonctionnement des établissements anglais.

« Espace éducation » creusera une question récurrente : la violence à l'école. Pascal Bouchard et ses invités - Eric Debarleux, Jean-Pierre Bonnat-Schmitt et Jean-Paul Payet, auteurs de travaux sur la violence, ainsi qu'une enseignante et une principale de collège « difficile » - essaieront de relativiser les discours souvent caricaturaux sur ce sujet.

Chaque soir, le journal de 18 h 30 participera à sa manière à ce programme en invitant une personnalité à livrer sa vision de l'école de demain. Sont annoncés Philippe Seguin, président de l'Assemblée nationale, député et maire d'Épinal, le linguiste Claude Hagège, le journaliste François de Closets et l'écrivain Danièle Sallenave.

Dimanche 7 avril, l'émission d'Anne Brunel, « Arrêt sur image », innove en confiant la responsabilité entière du programme d'information à quatre lycéens passionnés de radio. Enfin, tout au long de la semaine, France-Culture recueillera les réactions des auditeurs qui alimenteront un dernier débat, en direct et en public, le lundi 29 avril en soirée.

Sylvie Kerviel

★ « Une semaine pour l'école », France-Culture, du samedi 30 mars au dimanche 7 avril. Pour les horaires, voir « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».

Julie

par Agathe Logeart

DANS le placard de la cuisine, il y a l'étage des sucreries. On a choisi le plus élevé, pour que, théoriquement, les petites mains ne puissent aller se servir toutes seules. Le trésor est là, qui dort dans le noir : les barres de chocolat, les fraises molles recouvertes de sucre rose, les boules de gomme aux couleurs tendres, les pastilles Vichy et les bonbons acidulés. Ouvrir le placard aux bonbons, et c'est la perte assurée. La main s'aventure, d'abord parcimonieuse. Elle pioche, une fois. Rien qu'une fois, c'est promis, pour s'offrir une petite douceur pas bien raisonnable. Mais la main s'attarde, fouille encore un peu avec une avidité mal maîtrisée, légèrement honteuse de ce relâchement. Un programme de télévision, c'est un placard de cuisine, avec ses étages sages où s'empilent bien proprement les tisanes et ses recoins tentateurs où il est si facile de s'abandonner les jours de déprime. Rien qu'un petit sucre, c'était promis. Rien que cinq minutes de « Julie Lescaut », le temps de laisser aux programmes réputés sérieux le temps d'arriver. Le piège est là, bien connu. On le sait pertinemment quand on commence à pêcher par gourmandise : on ne s'arrête jamais au premier bonbon, et le sac se vide, comme par inadvertance.

Le bonbon, c'était donc Julie, ce soir-là, la rousse commissaire de TF1, aux charnantes filles aux cheveux en tire-bouchon, à l'ex-mari avocat toujours prêt à répondre aux appels de la belle, dans une ambiguïté troublante, comme dans une réclame bien

connue pour café soluble. Julie avec son petit cheveu sur la langue, Julie et son commissariat mené de main de maître, Julie et ses hommes qui sont bien braves, s'ils ne sont pas parfaits : voilà assurément une police de rêve, humaine, fûtée, résistante aux méchants, réparant les injustices, donnant de petits coups de pouce au destin. La veille, sur France 3, Jean-Marie Cavada avait réservé l'un des ses « États d'urgence » aux « vies de fic ». On s'y était franchement endormi. Il n'y a pas de risque, avec Julie. Et pourtant, il ne se dit là rien de bien différent. L'insécurité ou le sentiment d'insécurité grimpent. La bleusaille a mal à ses fins de mois difficiles, les jeunes volent leurs grand-mères, les huissiers saisissent les endettés, les policiers municipaux jouent dangereusement la concurrence avec la grande maison, le monde se déginglne et la police ramasse les morceaux déchirés de la partition.

Voilà une bande dessinée pour remplacer les traités de sociologie contemporaine, un clip au lieu d'un opéra : la culture sans doute n'y gagne-t-elle pas grand-chose. Au moins ne s'ennuie-t-on pas, et cela ne fait de mal à personne. Du bien, même, plutôt, enrobé de bons sentiments comme une couche de sucre candi. Depuis longtemps, les cinq minutes de récréation que l'on s'accordait se sont écoulées. Julie n'est pas loin de trouver le meurtrier, car elle finit toujours par le trouver. C'est rassurant, c'est agréable. C'est une entorse au régime, un délicieux petit plaisir sûr.

TF 1	France 2	France 3	La Cinquième	M 6	Canal +	Radio
12.53 Journal, Météo. 13.30 Reportages. Pour l'amour du marais. (95 min). 052834 14.05 L'homme qui tombe à pic. Et ailleurs, Côté série. 15.05 Mac Gyver. Série. 16.00 Métro Place. Un jeune homme rusé. Série. 16.50 Hercule. Le siège de Naxos. Série. 17.40 Trente millions d'amis. Magazine. 18.15 Allume la télé. Jeu. 19.00 Beauvilliers. Une fête branchée. Série. 20.00 Journal, Spécial FI. Tiro, La Minute hippique, Météo.	12.53 Journal. 13.35 INC. Magazine. 14.40 Les Ailes de l'espoir. Les enfants hospitalisés. (50 min). 0549383 14.45 L'ABC des plantes. 14.45 La Saison des grognos. De Tassou Koffi. 15.40 Samedi sport. Tiro, en direct de Vincennes ; 16.00, Cyclisme : Critérium international de la route. 17.30 Un privé sous les tropiques. Les défilés. Série. 18.30 Mister T. Série. 19.00 Surprise sur prise. Divertissement. Avec Sacha Distel, Catherine Lachens, Marie-Sophie L. 19.35 et 20.40 Tirage du Loto. 19.59 Journal, Météo.	12.35 Journal. 13.00 Keno. 14.05 Faut pas rêver (rediff.). 17.45 Montagne (rediff.). Deux hommes à tête en bas (pôle Sud). 18.15 Expression directe. PS. 18.20 Questions pour un champion. Jeu. 18.50 Un livre, un jour. Autour du chat noir, de Maurice Donny. 18.55 Le 19-20. De l'information. 19.05 Journal régional. 20.05 Fa si la chanson. Jeu. 20.35 Tout le sport.	13.00 Mag 5. 13.30 Va savoir. Sur les traces de Talleyrand. 14.00 A tous les coups. Coureurs d'océans. 15.00 Business humanum est. Confrontation : les valeurs des faux. 16.00 Les Grands Maîtres du cinéma. Jean-Pierre Melville. 17.00 L'Aventure des sciences. Manipuler le vivant. Jusqu'à 18.00 Arrêt sur images. Arte 19.00 et 2.15 French and Saunders go to the Movies. Série (22) de Bob Spiers, avec Dawn French, Jennifer Saunders (No. 30 min). 19.30 Histoire parallèle. Guerre froide : le temps des espions. Invité : André Gratchev (50 min). 20.20 Le Dessous des cartes. Chronique géopolitique. L'Égypte pharaonique. 20.30 et 1/2 Journal.	12.55 La Saga des séries. 13.00 Docteur Quinn, femme médecin. L'incident. Série. 14.05 Robocop. Série. 16.10 Les Champions. L'homme invisible. Série. 17.10 Chapeau melon et bottes de cuir. 18.05 Le Saint. Série. 19.05 Wurling. Magazine. 19.10 Turbo. Magazine. L'essai : la Toyota Paseo ; l'enquête : Daytona, ville de l'auto et de la moto ; etc. 19.54 Six minutes d'information. 20.00 et 4.30 Hot Forme. La sista. L'acupuncture. Garder un verre plat. 20.35 Coming Next. Magazine.	► En clair jusqu'à 14.00 12.25 Flash d'information. 12.30 L'Hebdo de Michel Field. Le nucléaire. 14.00 Rugby. Résumé. PSG-Sheffield. 14.30 Handball. En direct. PSG-OM Vitrolles. 16.05 Cracker. Téléfilm de Simon Cellan Jones (98 min). 0846301 17.45 Panne de cœur à Singapour. Documentaire. 0355478 ► En clair jusqu'à 20.30 18.40 Les Simpson. 19.05 Flash d'information. 19.10 et 19.45, 20.20 C Net. 19.15 C'est pas le 20 heures. 19.50 Cyberculture. 20.25 Pas si vite !	France-Culture 20.00 Le Temps de la danse. Le groupe Nomades. 20.30 Photo-portrait. Claude Roy, écrivain. 20.45 Fiction. Le Cœur à quatre pattes de l'impossibilité de rompre, de Claude Faraldo. 22.35 Musique : L'air du temps. Restauration d'instruments. Comment, pourquoi faire ? 0.05 Fiction : Tant dans la nuit. Chats, entre chats. 3. Les Morts, les pauvres morts, de R. D. James, une de The Girl who Loved Greypants. 0.55 Chronique du bout des heures. 1.00 Les Nuits de France-Culture (Radio). Accès direct, avec Daniel Mesplac, Jacques Herrie, Eduardo Marlet, Arnette Hélot, Hélène Kummer. 3.20, L'Écho de Colombi : la Glace au plomb ; 3.30, Joël Schmidt (Le Royaume Whiggo de Toulouse ; 3.50, Entretiens avec Jack Ralfe ; 4.30, Agora : Imami Kadars (Dossier H). France-Musique 20.00 Opéra. Donné le 15 mars au Théâtre des Champs-Élysées, à Paris, par le Chœur de Radio-France, François Polgar, chef de Chœur, et l'Orchestre national de France, dir. Vassily Sinaïski : Mavra, opéra-bouffe en un acte, livret de Boris Kochnov, d'après La Petite Maison de Kolomoï de Pouchkine, de Serovnikov, Naina Gerasimova, soprano, Hélène Perraglin, mezzo-soprano, Nina Gaponova, contralto, Nikolai Vassiliev, ténor ; Iolanda, opéra en un acte, livret de Modeste Tchavkovski, d'après La Fille du roi René de Hertz, de Tchavkovski, Irène Calanet et Laurence Montezey, soprano, Hélène Perraglin, mezzo-soprano, Nina Gaponova, contralto, Gégam Grigorian et Pascal Aubert, ténors, Arkady Volodov, Dimitri Khartanov et Jean-Louis Serre, barytons, Naina Gaponova, basse. 23.05 Le Bel Aujourd'hui. Les années 80. Concert donné le 23 mars, salle Olivier Messiaen à Radio-France. Chœurs de Western Army, Kravtchik, Amy. 1.00 Les Nuits de France-Musique. Radio-Classique 20.40 Autour de Poulenc. Concert champêtre, de Poulenc, par l'Orchestre philharmonique de Rotterdam, dir. James Conlon, Yon Koomari, Clavier : Nuages, de Debussy, par l'Orchestre philharmonique de New York, dir. Leonard Bernstein ; Valse romantique, de Chabrier, Francis Poulenc, Marcelle Meyer, piano ; Œuvres de Satie, par l'Orchestre du Capitole de Toulouse, dir. Michel Plasson ; En Habits de cheval ; Cosses n° 3, orchestration Poulenc ; Œuvres de Poulenc : Berceuse, Gérard Souzay, baryton, Dorian Baldwin, piano ; Œuvres de Stravinsky, Poulenc, Boulez. 22.40 Da Capo. Œuvres de Mahler. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique. ► Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ». ■ On peut voir. ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique. ◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.
20.45 LES GROSSES TÊTES ONT VINGT ANS Divertissement présenté par Philippe Bouvard. Spécial anniversaire. Avec Olivier de Kersanson, Francis Perrin, Philippe Castelli, Evelyne Leclercq. 51m. (130 min).	20.50 LA FUREUR DU SAMEDI SOIR Divertissement présenté par Arthur. Avec Michèle Laroque, Michèle Bernier, Nicolas Peyrier, Catherine de Turckheim, Lio, Khalid, Carole Gerand, Patrick Juvo, Michèle Torr, Loïc Peyron. (150 min). 316547	20.50 ► MARIA, FILLE DE FLANDRE Téléfilm de Philippe Trépoit, avec Maria De Medeiros (90 min). 075856 Au sortir de la Première Guerre mondiale, l'histoire d'un amour entre un homme et sa cousine. 22.20 LES DOSSIERS DE L'HISTOIRE Magazine. Le piège indochinois, d'Eric Deroy. (22) L'ensemble (60 min). 0854805 23.20 Journal, Météo. 23.45 Musique. Magazine. Cheb Mami : la voix du raï, portrait de Didier Mallet ; Concert enregistré au Bataclan en mars 1995 (50 min). 355127 0.35 Dynastie. 1.20 Musique. Graffiti. Tirage de Tiro, par Turibio Santos, guitariste (25 min).	20.45 TASSILO, LA STRATÉGIE D'UN PRIVÉ Série (N6). Chantage sur le port, de Hajo Gies, avec Bruno Ganz, Axel Milberg (65 min). 403303 21.50 Métropolis. Eudora Welty et Richard Ford : les vingt ans du Théâtre du Campagnol ; Rodolphe Töpffer ; Terry Gilliam ; l'abbé de Cilles. Deleuze : J comme joie (60 min). 0648414 22.50 Plan séquence. La Poupée. Court métrage. 23.00 MUSIC PLANET Magazine. Miles. Portrait de Miles Davis, de Philippe Koechlin, commentaire d'art par Des Des Bridgemanter (55 min). Un portrait rythmé de Miles Davis conçu, pour Canal+, par Philippe Koechlin. A partir de nombreux documents - le trompettiste a été beaucoup filmé et photographié -, et de beaucoup de musique - Miles aura touché à tous les genres du jazz - on découvre la diversité de l'œuvre d'un des rares stars de la note bleue. Excessif, mythomane, créatif, le sorcier Miles dans toutes ses splendeurs sonores. 23.55 Pognon sur rue. Téléfilm de Jean-Louis Bertozzi, avec Daniel Prévost, Franck Laperrière (80 min). 053721 1.15 Cartoon Factory. Dessins animés (100) (rediff.). 1.45 French and Saunders go to the Movies. Série (N2) de Bob Spiers, avec Dawn French (No. 30 min).	20.45 AUX FRONTIÈRES DU RÉEL Série, avec David Duchovny, Gillian Anderson. Exécutoire Dei (65 min). 401905 Le mystère vaudou (50 min). 0614586 La main de l'enfer (55 min). 7220588 Exécutoire Dei : Une série d'agressions est perpétrée par une force mystérieuse dans une maison de retraite : Le Mystère vaudou : un militaire est retrouvé mort dans un camp de détention pour émigrants de Caroline du Nord, les inscriptions vaudou sont retrouvées sur le lieu du crime : La Main de l'enfer : Scully et Mulder enquêtent sur le mort d'un adolescent pendant une messe noire. 23.35 A l'ouest d'Eden. 1.00 Best of dance. 2.30 Black Ballad. Documentaire. 4.00 Hot femme. 4.25 E - M. Magazine. 4.50 Jacques Irod. 5.45 Boulevard des clips. Musique.	20.30 L'ŒIL DU JAGUAR Documentaire (40 min). 08009 Un des films animaliers les plus chers qui existent. Tourné en 35 mm, en HD, un document « fictionnel » aux couleurs époustouflantes. 21.10 LES ROLLING STONES « Soirées ». Musique. 22.05 Flash d'information. 22.15 Jour de foot. 23.00 Doppelgänger. Film d'Avi Nesher (1992, 98 min). 0305058 0.40 La Première Fois. Film de Claude Berri (1976, 79 min). 3548789 2.00 Full Eclipse. Film d'Anthony Hickox (1993, 98 min). 0779189 3.35 Les Allumés. Documentaire (24 min). 3695547 4.20 Le Fils préféré. Film de Nicole Garcia (1994, 97 min). 3821050	20.00 Opéra. Donné le 15 mars au Théâtre des Champs-Élysées, à Paris, par le Chœur de Radio-France, François Polgar, chef de Chœur, et l'Orchestre national de France, dir. Vassily Sinaïski : Mavra, opéra-bouffe en un acte, livret de Boris Kochnov, d'après La Petite Maison de Kolomoï de Pouchkine, de Serovnikov, Naina Gerasimova, soprano, Hélène Perraglin, mezzo-soprano, Nina Gaponova, contralto, Nikolai Vassiliev, ténor ; Iolanda, opéra en un acte, livret de Modeste Tchavkovski, d'après La Fille du roi René de Hertz, de Tchavkovski, Irène Calanet et Laurence Montezey, soprano, Hélène Perraglin, mezzo-soprano, Nina Gaponova, contralto, Gégam Grigorian et Pascal Aubert, ténors, Arkady Volodov, Dimitri Khartanov et Jean-Louis Serre, barytons, Naina Gaponova, basse. 23.05 Le Bel Aujourd'hui. Les années 80. Concert donné le 23 mars, salle Olivier Messiaen à Radio-France. Chœurs de Western Army, Kravtchik, Amy. 1.00 Les Nuits de France-Musique. Radio-Classique 20.40 Autour de Poulenc. Concert champêtre, de Poulenc, par l'Orchestre philharmonique de Rotterdam, dir. James Conlon, Yon Koomari, Clavier : Nuages, de Debussy, par l'Orchestre philharmonique de New York, dir. Leonard Bernstein ; Valse romantique, de Chabrier, Francis Poulenc, Marcelle Meyer, piano ; Œuvres de Satie, par l'Orchestre du Capitole de Toulouse, dir. Michel Plasson ; En Habits de cheval ; Cosses n° 3, orchestration Poulenc ; Œuvres de Poulenc : Berceuse, Gérard Souzay, baryton, Dorian Baldwin, piano ; Œuvres de Stravinsky, Poulenc, Boulez. 22.40 Da Capo. Œuvres de Mahler. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique. ► Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ». ■ On peut voir. ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique. ◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

Les soirées sur le câble et le satellite

TV 5

20.00 Notre Imogène.
21.30 Télécinéma.
21.55 Météo des cinq continents.

22.00 Journal France 2.
22.30 Le Grand Prix Fa si la chanson.
0.15 Bon week-end.
0.30 Soir 3 (France 3).

Planète

20.35 Kilomètre zéro : Patagonia Express (117).
21.20 Les Couilles du musée.
Méduse royale : des beaux arts de Belgique.
21.50 Histoire et passion (140).
22.45 15 jours sur Planète.

Paris Première

20.00 Eco, éco et quoi ?
20.50 Jumping international de Paris.
22.00 Paris dernière.
23.55 Concert : Misty Oldland. Enregistré en 1994 (95 min). 7291468
0.30 Top-Flap (30 min).

France Supervision

21.35 Couilles.

Ciné Cinémas

20.30 La Mort en vente libre.
Téléfilm de John David Coles (1992, 90 min). 0339005
22.00 Ciné CinéCinéma.
23.05 La Tribu.
Film d'Yves Boisset (1990, 95 min). 10877082

Ciné Cinéfil

20.50 Le Club. Fanny Ardant.
22.05 The Great Stone Face : Buster Keaton.
23.00 Carnival Rock III. Film de Roger Corman (1987, N. v. v. 50 min). 3195984
0.20 ► Le Roman de Marguerite Gautier III III. Film de George Cukor (1936, N. v. v. 110 min). 05721870

Série Club

20.00 Carabes offshore. Leçons mortelles.
20.45 Commissaire Flenheim. Tome 3 la reine.
22.15 Les Têtes brûlées. Quel au-dessus du Pacifique.
23.05 Au-delà du réel. Enquête sur un mystère.
23.50 Formule 1. 0.40 César Strotzheim (50 min).

Canal Jimmy

21.00 Earth Two. Le projet Eden.

Eurosport

15.55 Cyclisme. En direct. Critérium international de la route. 1^{re} étape : Caillac-Gallac (191 km). 5475276
16.55 Formule 1. En direct. Grand Prix du Brésil, essai. Sur le circuit d'Interlagos (65 min). 3628740
18.00 Course de camions.
20.00 Plongeon.
22.00 Formule 1.
23.00 Bote.
0.00 Tennis (120 min).

investir

FAUT-IL ACHETER LES STARS DE LA BOURSE ?

Des données chocs
votre marchand
de journaux

1. Petit
Produit c
mé de n
hisse p
térature
même la
peu de l
cines. -
Nouvelle
des prol
VI. Dess
liquide.
Amis de
VIII. Au
Ne fait p
IX. Pro
moyens
cubes ou
voisin.
- beauco
- XI. Cer
tout âge.

VERTIC
1. Illu
temps sa
té ronde

Dans
nous av
Joys of Y
Rosten,
Victor K
poche. I
sont ir
Scrabbl
dise fall
séisme
« inaug
proje
Maccab
- HAS
HASSII
adepte
qui rej
joie -
« saint
de Die
pleure
riel KIB
pagnol
langu
lée par
persen
arabes,
pluriel

Utilise
cran, ve
horizon
méro d
horizor
signifi
conson

Les maîtres-écouteurs

par Pierre Georges

LES MURS ont des oreilles. Ce n'est pas nouveau. Ce qui l'est davantage, c'est la taille et la nature des oreilles. De plus en plus grandes. De plus en plus sophistiquées. De plus en plus indiscrettes. Les écoutes téléphoniques sauvages, voici même le dernier chic. Être écouté ou ne pas l'être, tout est là. Être in ou out au festival de l'ombre, faire partie des heureux élus de la bretelle auditive deviendrait presque un signe extérieur de notoriété.

Toute ouïe ! Ils le sont, ces bricoleurs plus ou moins ingénieux, ces détectives à fausse barbe, ces plombiers du branchement. Ils le sont tellement que le président de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité, Paul Bouchet, s'en alarme. Cent mille écoutes sauvages par an, une épidémie ! Puissant ou misérable, « coucou contre-espion », célèbre ou inconnu, chacun désormais a sa chance d'être placé sur écoute, si l'on peut appeler cela une chance.

Comme la fonction crée l'organe, la téléphonie a suscité la piraterie, forme moderne du viol de correspondance. On peut n'avoir rien à dire. Encore moins à cacher. Ce n'est pas une raison suffisante pour échapper à cette forme domestique de l'espionnage. Avec trois sous, deux fils et un brin de savoir-faire, chacun peut écouter tout le monde.

Toute ouïe ! Du simple voyeurisme audiotif - si l'on peut s'exprimer ainsi - aux coups les plus torques, d'instruments de chantage, d'espionnage industriel, de constitution de dossiers personnels pour le cas où la grande armée des ombres et des ondes s'active furtivement. Elle se branche, accumule, bobine et embobine. Elle retranscrit, falsifie au besoin, trafique, amide, tord, coupe, tient

son carnet d'écoutes comme un carnet d'adresses. Au grand bazar des branchements pirates, on trouve tout pour peu qu'on y mette le prix.

Cela est odieux évidemment, insupportable, le prétexte et le moyen de toutes les manipulations. Avec des maîtres-écouteurs qui distillent leur butin, montent des coups tordus, en font des livres ou des scoops, égoïstes versés dans la basse police et le grand collecteur des ragots. On en sait qu'excellent dans le genre et qu'il faudra bien, par la simple loi, mettre un jour ou l'autre hors d'état d'écouter.

Mais si ces écouteurs des ténébreux se sentent ainsi encouragés, sinon autorisés, à sévir et à se multiplier, ce n'est pas simplement que le matériel peut se trouver au coin de la rue ou que la technique rend l'exercice presque enfantin. C'est aussi, hélas ! que l'exemple est parfois venu d'en haut. L'Etat et les gouvernements, quelle que soit leur couleur, ont usé à l'occasion de ces basses méthodes, de ces moyens censés justifiés par la fin.

La basse police est vieille comme la police. C'est là une évidence, mais qu'il convient de rappeler toujours et sans jamais se lasser. Parmi ceux qui opèrent dans le « civil », nombre l'ont fait et le font encore à l'occasion en prestataires de services inavouables pour services masqués. L'interim, le SOS écoutes, le recours à la main-d'œuvre peu regardante sur les moyens, ne sont pas du domaine de la fiction. Et les chiffres donnés par Paul Bouchet, ces cent mille attentats annuels à la vie privée, ne manquent pas d'inquiéter. A quoi servirait de mieux en mieux contrôler les écoutes légales, les fameuses « zonozons », 11 299 en 1995, si l'autre versant prospère et enlaidit dans l'ombre ?

A LA VEILLE de l'ouverture du G7 sur l'emploi, qui se tiendra à Lille les 1^{er} et 2^e avril, les chiffres du chômage de février, publiés vendredi 29 mars par le ministère du travail, montrent que la France comptait, à la fin de février, 3 031 600 demandeurs d'emploi (en données corrigées des variations saisonnières), soit une augmentation de 15 700 (+0,5 %). En comptant les personnes ayant travaillé plus de soixante-dix heures dans le mois mais inscrites à l'ANPE, ce nombre atteint 3 316 400 (+0,7 %). Le taux de chômage, au sens du Bureau international du travail, reste stable à 11,8 %.

Un transfert de l'ANPE vers les Assedic

Le conseil d'administration de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) devait adopter, vendredi 29 mars, le principe du transfert de l'inscription des demandeurs d'emploi auprès des Assedic, le régime d'assurance-chômage. L'Unedic, qui fédère les Assedic, avait déjà approuvé, mercredi 27, cette réforme - expérimentée dans sept Assedic et vingt-huit agences - qui sera généralisée.

Le bilan de l'expérimentation dressé par l'ANPE indique que 34 % des chômeurs interrogés jugent que l'inscription aux Assedic entraîne une « nette simplification ». La CFDT et la CFTC sont favorables à cette réforme à certaines conditions. La CFDT-ANPE et la CGT y sont hostiles. Elles craignent que les jeunes n'ayant aucun droit à une allocation n'aient pas s'inscrire, ce qui conduirait à une baisse artificielle du nombre de demandeurs d'emploi.

Le Monde

SAMEDI 30 MARS 1996

15 700 nouveaux chômeurs en février

Le gouvernement souhaite simplifier le dispositif d'aide à l'emploi

Sur les douze derniers mois, le chômage n'a reculé que de 0,3 %, et il y a fort à parier que, pour le premier anniversaire de l'élection de Jacques Chirac à la présidence de la République, le bilan sera négatif. Si l'on intègre les « plus de soixante-dix heures », qui étaient comptabilisées dans l'ancien baromètre officiel (catégorie 1) jusqu'en août, le chômage a progressé de 0,7 % sur les douze derniers mois. Les tendances des mois précédents se confirment. Le nombre de chômeurs de longue durée (plus d'un an) a baissé de 7 700 en février (-7,7 % sur un an), mais ils représentent encore un tiers (33,8 %) des demandeurs d'emploi (-2,7 % en un an). En revanche, après une légère amélioration en janvier, le chômage des moins de vingt-cinq ans a repris sa progression : en baisse de 0,2 % pour les femmes, il a augmenté de 0,8 % pour les jeunes gens. Dans la tranche 25-49 ans, il est en hausse de 0,9 % chez les hommes et de 0,3 % chez les femmes.

Le marché du travail n'a pas fait preuve d'un grand dynamisme : 396 300 personnes se sont inscrites dans les agences pour l'emploi en février (+3,2 %), les premières inscriptions étant en hausse de 5,1 %, tandis que 348 900 en sont sorties (-7 %).

Comme en janvier, les sorties pour cause de reprise d'emploi régressent (-5,7 %), les entrées en stage stagnent et les radiations pour absence au contrôle (85 334), très élevées en janvier, reviennent à un niveau conforme à la tendance. Le nombre de journées de chômage partiel indemnisables a considérablement progressé (+30,3 % sur un mois et +37,7 % sur un an en CVS), alors qu'il avait fondu au cours de l'année 1995.

Le marché du travail n'a pas fait preuve d'un grand dynamisme

Ces chiffres sont publiés au moment où le débat sur la pertinence de la politique de soutien à l'emploi conduite par Alain Juppé esquisse des critiques de plus en plus sévères. A-t-on tout essayé dans la lutte contre le chômage, s'interrogeait Philippe Séguin, la semaine dernière, en clôturant le forum sur l'emploi d'Epinal (Le Monde du 23 mars), tout en doutant de l'eff-

cacité des multiples aides versées par les pouvoirs publics, et notamment le très coûteux contrat initiative emploi (CIE) ?

La question est désormais d'actualité. L'Assemblée nationale a créé une commission d'évaluation des aides à l'emploi, qui sera présidée par Michel Péricard, président du groupe RPR au Palais-Bourbon. De son côté, le président du CNPF, Jean Gandois, vient de dénoncer le maquis de ces aides et s'est déclaré « en faveur d'une suppression » de celles qui n'ont pas un bon rapport coût-efficacité, comme le suggère également la CFDT.

C'est visiblement la voie choisie par le gouvernement. Le ministre du travail, Jacques Barrot, juge, dans un entretien au Nouvel Observateur, qu'« il faut revenir à des dispositifs plus efficaces » et faire un « tri judicieux ». Dans un entretien aux Echos, le ministre délégué à l'emploi, Anne-Marie Couderc, confirme que le CIE sera bientôt ouvert aux jeunes de plus de dix-huit ans sortant du système scolaire sans qualification, quelle que soit la durée de leur inscription à l'ANPE. Mais elle prévient que cette formule « ne sera pas distribuée à guichet ouvert ».

Jean-Michel Bezat

L'activité économique augmenterait de 0,7 % au premier semestre selon l'Insee

L'ACTIVITÉ économique française a toutes chances de se redresser légèrement au cours du premier semestre de 1996, mais le retournement de tendance sera lent à faire sentir ses effets. Voilà, en substance, le constat que dresse l'Insee dans sa dernière note de conjoncture, publiée vendredi 29 mars.

Le premier signe d'embellie, selon l'institut, concernerait d'abord la consommation. L'Insee prévoit qu'elle pourrait progresser de 1,4 %, après une hausse de seulement 0,3 % au second semestre de 1995. Cette hausse beaucoup plus forte que prévu, selon l'institut, serait « favorisée par la baisse des taux d'intérêt réels », mais « un pouvoir d'achat du revenu en fort ralentissement [devrait] limiter ces effets positifs ». Sous le coup de la modération salariale et de l'envoie des prélèvements, le pouvoir d'achat (du revenu disponible brut) des ménages devrait effectivement stagner (0 %) au cours du semestre, après avoir progressé de 1,2 % au semestre précédent.

Le deuxième signe d'embellie est celui de l'investissement des entreprises, qui progresserait de 1 % contre 0,6 % les six mois précédents. Cette accélération est toutefois moins soutenue que ne le prévoyait l'institut en décembre (1,6 %).

Au total, la croissance devrait donc être un peu plus soutenue qu'au cours des derniers mois. Après une hausse de seulement 0,1 % du produit intérieur brut (PIB) au second semestre de 1995, l'activité aug-

menterait de 0,7 % au premier semestre de 1996, soit près de 1,5 % en rythme annuel, ce qui porterait à 0,8 % l'acquis de croissance, pour l'année, à la fin du mois de juin. L'institut ne le précise pas, mais on peut faire une déduction : pour que le scénario du gouvernement d'une croissance de 1,3 % en 1996 se vérifie, il faudrait que la croissance s'accroisse fortement en fin d'année, avec un PIB progressant en moyenne de 0,6 à 0,7 point au cours de chacun des deux derniers trimestres.

Le redressement fragile qui se dessine pour le court terme a donc une conséquence inévitable : la croissance ne sera pas assez soutenue pour que le marché du travail se redresse. « La nette décelération des créations nettes d'emploi au second semestre 1995 devrait s'accentuer au premier semestre de 1996 et se traduirait par une baisse de 0,3 % de l'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles », observe l'Insee. Les suppressions nettes d'emplois s'élèveraient approximativement à 45 000 au cours de ce semestre.

De 11,7 % de la population active à la fin de 1995, le taux de chômage passerait à 12,1 % à la fin juin. Le scénario de l'Insee pour les prochains mois fait apparaître que ménages et entreprises retrouveront un peu le moral, mais il écarte une véritable reprise économique d'ici à l'été.

L. M.

Au moins trois morts dans une fusillade à Roubaix

La piste du grand banditisme est privilégiée par les enquêteurs

LES ENQUÊTEURS privilégiés la piste du grand banditisme, vendredi matin 29 mars, après la fusillade qui a opposé, aux premières heures du jour, la police à un groupe d'individus retranchés dans une maison, au centre de Roubaix, dans le quartier de l'Alma. Au moins trois de ces personnes, suspectées d'avoir pris part à une série de « braquages » dans la région illoise, au cours des derniers mois, ont été tuées lors de l'assaut. Leurs corps, calcinés, ont été découverts parmi les débris de la maison qu'ils avaient eux-mêmes incendiée, selon la version policière. Deux policiers du RAID ont été blessés par balles, dont un grièvement - atteint à la mâchoire et au bras.

Cette équipe était surveillée depuis plusieurs jours par le SRP de Lille. Jeudi soir 28 mars, une Peugeot 205 utilisée par le groupe avait été partiellement détruite par une explosion de faible puissance, à cinquante mètres de l'entrée du commissariat central de Lille. Un dispositif constitué d'une minuterie et d'une pile électrique avait mis le feu à une substance - de la poudre noire, semble-t-il -, sans toutefois provoquer l'explosion des bouteilles de gaz qui se trouvaient dans le véhicule. Le système de mise à feu n'était en effet pas directement relié aux trois bouteilles de gaz (une pleine et deux à moitié vides), dont l'explosion au-

rait pu provoquer d'importants dégâts matériels.

Les enquêteurs soulignent la nette dissimilation de ces éléments avec les engins explosifs utilisés pendant la vague d'attentats islamistes de l'été et de l'automne 1995. Les premiers éléments de l'enquête ne permettaient pas, vendredi matin, de déterminer l'objet du mini-atentat de Lille. Rien n'indiquait qu'il soit lié à une quelconque entreprise terroriste, indiquait au Monde un responsable policier, refusant une hypothèse qu'accréditait la réunion, lundi 1^{er} avril, d'un « G7 » sur l'emploi. Au ministère de l'Intérieur, les suspects étaient présentés comme des « braqueurs chevronnés » sans lien apparent avec les milieux islamistes, mais au « palmarès » étoffé.

DES SURVEILLANCES

Le 27 janvier, sur un parking de Croix (Nord), les occupants d'une voiture volée avaient ouvert le feu sur une patrouille de police, avant de s'enfuir. Le 5 février, un vol à main armée avait eu lieu dans un centre commercial de Roubaix ; les auteurs du hold-up avaient fait usage de leurs armes, tuant un passant. Les expertises balistiques avaient permis d'établir un rapprochement entre ces deux fusillades. Les enquêteurs avaient établi que le véhicule avait été acheté en Belgique. Enfin, le 25 mars, un

fourgon de transport de fonds avait été attaqué, toujours dans la région de Roubaix, sur le parking d'un hypermarché de Leers. Plusieurs hommes à l'assaut servis de fusils d'assaut Kalachnikov et d'un fusil lance-grenades, blessant le chauffeur du fourgon et s'enfuyant sans butin à bord de deux voitures. Les deux véhicules, qui portaient de fausses plaques d'immatriculation françaises, avaient été retrouvés en Belgique. Cette série d'attaques à main armée présentait de fortes similitudes avec d'autres, perpétrées au cours des derniers mois en Belgique.

Les investigations ont permis d'identifier l'homme qui avait acheté la voiture en Belgique, Rachid Soumadi, trente-trois ans, de nationalité marocaine, était alors discrètement surveillé par le SRP, qui découvrait ses liens avec un trio - deux hommes, dont un né en Algérie, et une femme - résidant tous à Roubaix. L'un d'eux, Omar Zemmiri, trente ans, lui aussi marocain, était le propriétaire de la maison incendiée vendredi matin. Un box et un garage utilisés par le groupe étaient alors eux aussi placés sous surveillance. Ce sont ces surveillances qui ont conduit les enquêteurs jusqu'à la 205 piégée retrouvée aux abords du commissariat de Lille.

Hervé Gattegno et Erich Inciyan

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3015 LEMONDE

Cours relevés le vendredi 29 mars, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES			
Tokyo Nikkei	21245,80	-0,16	-7,18
Hong Kong Hang Seng	11392,50	-0,33	-10,32
Ouvverture des places européennes			
Paris CAC 40	2219,57	-0,82	-7,91
Londres FT 100	2644,95	-0,20	-0,46
Zurich	1754,55	-	-15,36
Milano MIB 30	997	-2,78	-7,78
Frankfurt Dax 30	2525,19	-0,77	-11,18
Bourses	1642,32	-0,56	-5,46
Bourse S&P	1433,39	-	-1,65
Madrid Ibov 35	842,04	-	-5,29
Amsterdam CSE	353,60	-	-9,88

Tirage du Monde daté vendredi 29 mars 1996 : 498 686 exemplaires

Un nom qui se porte bien.

LANVIN
PARIS

Tailleur II pour Elle

22, rue du Faubourg Saint-Honoré, Paris 8^e
Place du Casino, 98000 Monte-Carlo, Principauté de Monaco